

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



EUROPÉENNES
NOS GRANDS ENTRETIENS AVEC
VALÉRIE HAYER ET JORDAN BARDELLA
AVANT LE SCRUTIN **PAGES 8 ET 9**

PARIS 2024
« LE FIGARO » A PORTÉ
LA FLAMME, PAR
MARTIN COUTURIÉ **PAGE 13**



6 JUIN 1944

L'hommage aux héros de la liberté

Quatre-vingts ans après, les chefs d'État du monde libre se retrouvent sur les plages de Normandie pour commémorer, sur fond de guerre en Ukraine, le débarquement des Alliés sur les côtes françaises.

PAGES 2 À 7, 28 À 31, 34 ET L'ÉDITORIAL

ROBERT CAPA © INTERNATIONAL CENTER OF PHOTOGRAPHY/MAGNUM PHOTOS

La campagne de Normandie d'Emmanuel Macron

À 72 heures des élections européennes, le président de la République entend saturer l'espace médiatique. Profitant des 80 ans du Débarquement pour réunir en France les principaux dirigeants du monde libre, il sera l'invité des JT de 20 heures de TF1 et France 2 ce jeudi soir. **PAGES 2 ET 3**



« Le Figaro littéraire » : le D-Day à hauteur d'hommes

Le 80^e anniversaire du Débarquement est l'occasion pour les éditeurs de publier plusieurs essais ou témoignages d'acteurs de cet événement : Winston Churchill, GI ou simples Normands ayant assisté à l'arrivée de l'armada de la liberté. **NOTRE SUPPLÉMENT**



Mémorial, musées : les chemins de l'histoire

Inauguré à Saint-Laurent-sur-Mer, un nouveau monument dédié aux Navy Seals montre l'importance du tourisme de mémoire aujourd'hui. À l'heure où les vétérans disparaissent peu à peu, la transmission se fait désormais à travers les musées et les expositions. **PAGES 28 ET 29**

6 juin 1944
L'événement, le rassemblement
Atlas, les cartes de la bataille
Bombardements, images inédites

LE JOUR LE PLUS LONG

Notre hors-série en vente chez vos marchands de journaux et sur Le Figaro Store

EUROPE
Une baisse des taux d'intérêt en trompe-l'œil à la BCE
PAGES 20 ET 21

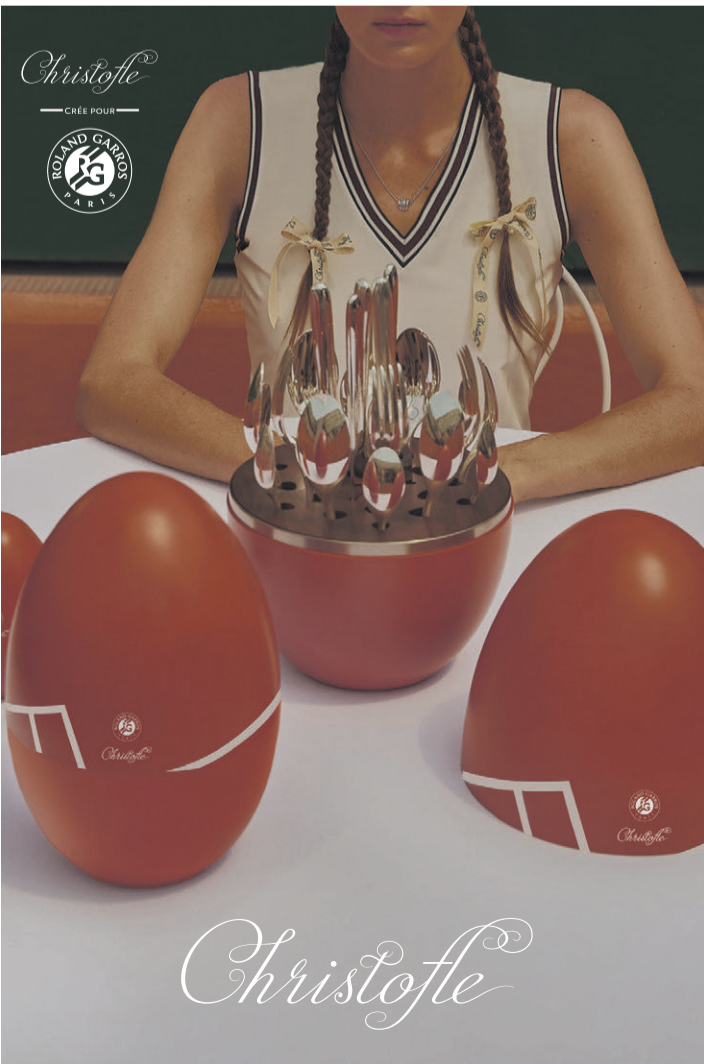
SEBASTIEN SORIANO, FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO ; SEBASTIEN SALOM-GOMIS / SIPA PRESS; BENOIT TESSIER/AFP

ÉDITORIAL par Étienne de Montety

De Bayeux à Bayeux

Le monde libre fête aujourd'hui l'anniversaire du Débarquement : au fil du temps, l'événement de la grande armada échappe à l'histoire contemporaine pour entrer dans la mémoire collective : dans dix ans, il y a fort à parier que les acteurs et les témoins ne seront plus de ce monde. C'est donc l'occasion de saluer le courage des Américains, des soldats des pays du Commonwealth et de quelques Français accostant sur le sable normand pour entreprendre une course de libération qui ne s'arrêterait qu'à Berlin. La solennité de l'événement n'empêche pas l'actualité de s'inviter aux festivités. États-Unis, Angleterre, Allemagne, Russie, en 2024, les protagonistes de 1944 sont encore au cœur du débat contemporain. La guerre en Ukraine est passée par là. Pendant quatre-vingts ans, on a commémoré le D-Day avec le sentiment puissant d'avoir conjuré le péril de la guerre. Depuis l'invasion de l'Ukraine, la réflexion est relancée dans le camp occidental sur la nature et l'ampleur de l'aide à apporter à l'agressé : le mot « Alliés » a repris du service. Dans cette séquence mémorielle, comme disent les communicants, Emmanuel Macron

est en première ligne pour accueillir les autorités du monde entier. C'est sa place. Et c'est son rôle, de saluer l'action et la mémoire des combattants. Il a parlé et parlera encore : justement, ce 6 juin, à la télévision. Ce serait parfaitement bienvenu si des élections n'avaient pas lieu trois jours après. Si à l'évocation d'une histoire commune qui nous oblige et nous élève ne se mêlaient des messages plus ou moins subliminaux relatifs à un scrutin européen où la liste qu'il soutient est à la peine. Demain 7 juin, le chef de l'État sera à Bayeux, ville qui la première accueillit le général de Gaulle sur le sol français (juin 1944). Mais Bayeux, c'est aussi là que, ayant quitté le pouvoir, il reprit la parole (juin 1946) : en un discours vigoureux, il imaginait des institutions pour la France, rêvait d'un pouvoir où le président se tiendrait au-dessus des manœuvres partisans pour être à la hauteur de l'histoire qui venait de s'écrire et de l'avenir qu'il faudrait imaginer pour notre pays. Aujourd'hui, la fidélité à Bayeux 1944, c'est une obligation ; la fidélité à Bayeux 1946, c'est une ambition. ■



M 00108 - 606 - F : 3,60 €



L'Ukraine et son président s'imposent sur les plaques aux côtés des leaders occidentaux

Isabelle Lasserre

Les célébrations du 80^e anniversaire du Débarquement seront l'occasion, pour Emmanuel Macron, de recevoir à l'Élysée Joe Biden

Depuis deux ans, l'Ukraine écrase toutes les réunions internationales. Les commémorations du 80^e anniversaire du Débarquement sur les côtes normandes n'ont pas échappé à la règle. Alors qu'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement sont attendus en Normandie, les cérémonies seront aussi l'occasion de transformer la fin de semaine en grand rendez-vous géopolitique. Avec deux invités stars à l'Élysée, Joe Biden et Volodymyr Zelensky. Au menu des entretiens bilatéraux avec Emmanuel Macron, l'Ukraine bien sûr. À quelques jours des élections européennes, le président français veut afficher la poursuite de son soutien à Kiev et l'unité des alliés. Avec Joe Biden, il abordera aussi les autres grandes crises internationales, notamment la guerre à Gaza et l'instabilité en Afrique.

Fallait-il inviter des responsables russes aux commémorations du Débarquement, pour honorer le sacrifice du peuple russe pendant la Seconde Guerre mondiale ? La question hantait les équipes de l'Élysée depuis de longs mois. Elle n'a été tranchée que récemment, après de nombreuses hésitations. La Russie n'a pas été conviée car, souligne-t-on à l'Élysée, « au regard de la résonance historique du Débarquement avec le juste combat que mène aujourd'hui la nation ukrainienne, les conditions pour sa participation ne sont pas réunies ». En d'autres mots, l'invasion de l'Ukraine en février 2022, et la sale guerre menée depuis la Russie contre son voisin justifient la mise à l'écart de toute délégation russe aux commémorations, même au niveau le plus inférieur.

« Les commémorations font écho à tous les combats de peuples et de nations qui aujourd'hui encore luttent pour exercer leur souveraineté et leur liberté contre l'oppression et la haine »

L'Élysée

En 2014, pour les 70 ans du Débarquement, Vladimir Poutine avait été accueilli sur les plages de Normandie, alors même qu'il avait annexé la Crimée quelques semaines plus tôt et allumé l'étincelle de la guerre dans le Donbass. Il avait même été entraîné par François Hollande et Angela Merkel dans une rencontre avec le président ukrainien, Petro Porochenko, tout juste élu après la révolution pro-européenne de Maïdan. Le processus de Normandie, qui avait débouché sur les accords de Minsk, aujourd'hui caducs, n'avait pas empêché l'invasion de février 2022...

Depuis, les eaux de la relation franco-russe sont devenues rouge sang. Après une année vaine passée à essayer d'amadouer Vladimir Poutine et à le ramener « dans le droit chemin », Emmanuel Macron a abandonné ses illusions et durci sa position. Il s'est rangé du côté des plus fervents soutiens de l'Ukraine, ce qui lui vaut l'amitié et la reconnaissance non seulement de Kiev, mais aussi des pays d'Europe de l'Est, dont la parole et la vision géopolitique avaient été longtemps méprisées.

Depuis le « format Normandie », l'Europe s'est aussi unie pour défendre la cause et les valeurs démocratiques du président Volodymyr Zelensky. Vladimir Poutine a fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale et ses troupes se sont rendues coupables de crimes et de massacres contre des civils ukrainiens. Le président russe a déclaré une guerre hybride à plusieurs pays européens, dont la France, et multiplié les menaces, y compris nucléaires, contre l'Occident.

En dix ans, les plages de Normandie semblent avoir vieilli d'un siècle et changé de monde. « Cette guerre n'a

pas été l'apanage du seul peuple russe, même si ce dernier a payé un très lourd tribut », souligne-t-on à l'Élysée. Tous les peuples de l'URSS ont en effet contribué à cette victoire, les Ukrainiens et les Biélorusses autant, si ce n'est davantage, proportionnellement à leur population, que les Russes. La mémoire de la guerre passée et l'actualité de la guerre actuelle vont se mélanger comme jamais sur les plages du Débarquement. Avec, peut-être, des leçons à en tirer. Les commémorations « font écho à tous les combats de peuples et de nations qui aujourd'hui encore luttent pour exercer leur souveraineté et

leur liberté contre l'oppression et la haine », explique une source à l'Élysée.

Il y aurait aussi d'autres raisons de justifier l'absence de représentation russe à l'hommage aux 150 000 soldats qui ont débarqué le 6 juin 1944 sur les plages de Normandie. L'Union soviétique, d'abord, n'a pas participé au Débarquement. Contrairement à Volodymyr Zelensky, les responsables russes actuels ne partagent pas la même vision de la démocratie et de la liberté que les leaders occidentaux qui seront présents à Omaha Beach.

« Inviter la Russie pour représenter les peuples soviétiques, c'est en faire

l'héritière de la lutte contre le nazisme sur le front de l'Est. C'est placer la mémoire de tous les soldats de l'Armée rouge, des quinze pays issus de l'éclatement de l'URSS en 1991, sous la tutelle du chef du Kremlin », affirme une tribune collective parue dans *Le Monde*. Les auteurs mettent aussi en avant le révisionnisme historique dont fait l'objet, dans la Russie de Poutine, la Seconde Guerre mondiale. « Vladimir Poutine justifie l'invasion de l'Ukraine par la volonté absurde de "dénazifier" l'Ukraine, entretenant à dessein une confusion entre la victoire de 1945 contre le III^e Reich et son propre impé-

rialisme d'aujourd'hui. » Son régime occulte en revanche le pacte germano-soviétique et le fait que l'URSS fut l'alliée du régime hitlérien de 1939 à 1941. Enfin, comme l'écrit l'historienne Galia Ackerman dans un article pour le média en ligne Desk Russie, il transparaît toujours en Russie un « regret », selon lequel « le Débarquement a empêché l'occupation de l'Europe occidentale par les Soviétiques ».

Pourtant, ce qui paraît évident aujourd'hui ne l'a pas toujours été. L'Élysée avait abordé les commémorations du Débarquement avec l'intention d'inviter la Russie, « pour honorer

Emmanuel Macron aux côtés d'Achille Muller, dernier survivant des Forces françaises libres, mercredi, à Plumelec, dans le Morbihan.



BENOÎT TESSIER/AFP, JULIEN DE ROSA/AFP

80 ans du D-Day : Emmanuel Macron donne le coup d'envoi de son intense parcours mémoriel

Louis Hausalter
Envoyé spécial à Saint-Lô

« Partout du feu, des ruines, de la poussière, des cris, des appels au secours, des fils électriques, des montagnes de gravats. » C'est un passé douloureux qu'a honoré Emmanuel Macron, mercredi, dans la vaste cour du haras de Saint-Lô (Manche). Il y a 80 ans, la « capitale des ruines », comme l'appellera l'écrivain irlandais Samuel Beckett, était quasi intégralement rasée par les bombardements alliés. Quelque 350 civils y ont perdu la vie dans la seule nuit du 6 au 7 juin.

Accueilli par les applaudissements du public, Emmanuel Macron, accompagné de son épouse Brigitte, a parlé d'une « mémoire inconfortable, parce que ces morts du bombardement furent les victimes de notre combat pour la liberté et la patrie ». Et d'ajouter : « Huit décennies plus tard,

la nation doit reconnaître avec clarté et force les victimes civiles du Débarquement alliées en Normandie et partout sur notre sol. »

« Alors que les périls montent, vous rappelez que nous sommes prêts à consentir aux mêmes sacrifices pour défendre ce qui nous est le plus cher »

Emmanuel Macron
Mercredi, à Plumelec

C'est en Bretagne que le président de la République avait donné dans la matinée le coup d'envoi de trois jours de commémorations marquant les 80 ans du Débarquement. À Plumelec (Morbihan), il a salué « l'esprit de sacrifice » des maquisards de Saint-Marcel et des parachutistes français du Special Air Service (SAS), qui ont sauté dès la nuit du 5 au 6 juin, au tout début de l'opéra-

tion Overlord. En dressant, cette fois, des parallèles avec les enjeux contemporains, lorsqu'il s'est adressé aux membres des unités d'élite présents : « Alors que les périls montent (...), vous rappelez que nous sommes prêts à consentir aux mêmes sacrifices pour défendre ce qui nous est le plus cher, notre terre de France et nos valeurs républicaines. » Dans la soirée, il s'est rendu à Caen (Calvados) pour un hommage aux fusillés de l'ancienne prison, ces résistants passés par les armes par les Allemands le jour du Débarquement.

Après cette première journée à la tonalité tricolore, Emmanuel Macron doit retrouver ses homologues étrangers ce jeudi, jour anniversaire du D-Day. Il doit participer dans la matinée à la cérémonie britannique, avec le roi Charles III, puis à celle des Américains, avec Joe Biden, en visite d'État en France jusqu'à samedi. Il présidera ensuite, l'après-midi, la cérémonie internationale à Omaha Beach, point culminant des commémorations, en

présence des principaux dirigeants du monde libre. La projection d'un film et des évocations artistiques du Débarquement émailleront l'événement. Le discours du chef de l'État sera suivi d'un défilé aérien.

Le soir, Emmanuel Macron sera interrogé dans les journaux de 20 heures de TF1 et France 2. L'occasion d'aborder ce grand raout mémoriel, la situation internationale, mais aussi les élections européennes de dimanche. Un moment qui s'annonce moins consensuel et plus périlleux pour lui que la solennité et le recueillement des commémorations, alors que tous les sondages prévoient un sévère revers de son camp. Mercredi, en prenant un long bain de foule sous le soleil normand, au contact d'habitants satisfaits de voir l'hôte de l'Élysée honorer le passé des lieux, Emmanuel Macron s'est aussi offert un bol d'oxygène. Le député Les Républicains Philippe Gosse, local de l'étape, sourit en aparté : « C'est le calme avant la tempête. » ■



ges de Normandie

et Volodymyr Zelensky.

l'engagement et le sacrifice des peuples soviétiques ainsi que sa contribution à la victoire». La semaine dernière, une source diplomatique affirmait encore qu'une délégation serait invitée le 6 juin « car c'est l'histoire ». « Cette histoire n'implique pas que Vladimir Poutine doive être là, mais elle exige que les Russes soient représentés ».

Fidèle à sa politique du « en même temps », Emmanuel Macron explique souvent qu'il ne veut pas « insulter l'avenir ». C'est sans doute le même raisonnement qui avait justifié la présence de l'ambassadeur de France en Russie, Pierre Lévy, à l'inauguration de

l'élection de Poutine, le 7 mai dernier, alors que les autres ambassades occidentales avaient boycotté la cérémonie, comme l'avait d'ailleurs demandé le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell. Pourquoi la position de l'Élysée a-t-elle changé ? Est-ce en raison de la pression des alliés, ou de l'incompréhension de Volodymyr Zelensky, le premier des résistants ukrainiens, qui, selon les informations du Figaro, aurait menacé de ne pas venir en Normandie ? À moins que la force combinée de l'Histoire et de l'actualité se soit imposée naturellement... ■

Joe Biden invoque le Débarquement pour tenter de rassurer ses alliés

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

Le 80^e anniversaire du Débarquement est célébré dans un climat teinté d'inquiétude. La visite de Joe Biden en Normandie, qui commence mercredi, les hommages rendus aux soldats tombés en juin 1944 pour la libération du continent européen, qui doivent faire l'objet de son discours au Mémorial du cimetière militaire américain de Colleville-sur-Mer et d'une visite à la pointe du Hoc, enlevée de haute lutte par les Rangers le Jour J, est aussi destinée à convaincre de la permanence de l'engagement américain pour la sécurité européenne.

Mais les chefs d'État et de gouvernement présents aux cérémonies savent tous que le président américain, presque aussi âgé que les anciens combat-

tants qu'il vient saluer, est en plein dans une campagne électorale difficile et incertaine pour sa réélection, face à un adversaire qui professe une vision assez différente de la sienne des alliances américaines, et de la valeur des traités signés avec l'Europe.

La veille de la visite, la Maison-Blanche a rappelé l'importance historique du débarquement de Normandie, et combien le 6 juin 1944 continue, quatre-vingts ans plus tard, de symboliser l'engagement américain dans les affaires mondiales. « *L'opération Overlord, qui a finalement conduit à la défaite de l'Allemagne nazie a non seulement permis de libérer la France, mais aussi le reste du continent européen* », a souligné John Kirby, le coordinateur de la communication stratégique de la Maison-Blanche. « *C'est ce qui a conduit à notre ordre mondial actuel, cet ordre mondial fondé sur des règles dont nous parlons et qui nous a apporté à tous paix et sécurité.* »

« *La bravoure remarquable des forces américaines le Jour J et tout au long de la guerre a permis de défendre la liberté et la démocratie* », a aussi dit Kirby, « *et de montrer au monde la valeur d'alliances et de partenariats solides, une leçon qui continue de résonner fortement aujourd'hui, à la fois en Europe et au-delà de l'Europe.* »

La guerre en Ukraine, qui fait rage depuis deux ans et demi aux portes de l'Europe, donne à cet anniversaire historique une tonalité particulière. Le conflit occupera en partie la rencontre entre Biden et ses homologues, et en particulier les entretiens avec Emmanuel Macron à la fin de la semaine.

Tensions et inquiétudes

Et les formules rituelles ne seront sans doute pas suffisantes pour dissiper les tensions et les inquiétudes entre les alliés. Les pays d'Europe de l'Est, notamment la Pologne et les pays Baltes, ont toujours eu une vision assez différente de la Seconde Guerre mondiale et du récit qui en est fait aux États-Unis. Plus qu'une libération, la fin de l'occupation nazie a été pour l'est du continent le début d'une autre occupation, celle de l'Union soviétique. Et ces pays n'ont pas non plus oublié que leur libérateur russe avait été le complice de Hitler avant de lutter contre lui.

Et même du point de vue des démocraties de l'ouest du continent, comme en France ou en Angleterre, les célébrations et les hommages aux combattants américains de 1944 ne dissipent pas complètement le regret que les États-Unis n'aient pas été là en 1939, au lieu de se tenir à l'écart du conflit.

Quatre-vingts ans après le débarquement américain en Normandie, les Européens assistent à la résurgence historique d'un fort courant isolationniste aux États-Unis, incarné par Donald Trump et une fraction croissante du Parti républicain. La perspective de son retour au pouvoir en novembre prochain préoccupe au plus haut point des alliés européens, qui

n'ont pas oublié son précédent mandat, son étrange fascination pour Vladimir Poutine et les autocrates, et son hostilité envers l'Otan et les engagements de son pays.

Les hommages de Biden aux soldats du Débarquement sont aussi destinés à l'opinion américaine. Ils visent à faire ressortir le contraste avec Donald Trump, que les démocrates accusent de manquer de respect vis-à-vis des soldats morts ou tués, et qu'il aurait même, selon des journalistes, traité en certaines occasions de « perdants », ce que l'intéressé nie.

« *Le message que le président essaie de faire passer avec ces visites est que les braves soldats, marins, aviateurs et marines qui sont tombés ne se sont pas sacrifiés pour rien* », a insisté Kirby, « *et nous devons saisir toutes les occasions possibles pour reconnaître que c'est une obligation très sérieuse pour tous les Américains partout dans le monde. La Normandie ne doit jamais être oubliée.* »

Multiplication des crises

Vis-à-vis des alliés européens, Biden entend insister aussi sur la reprise massive de l'aide militaire américaine, après qu'elle a été suspendue pendant plusieurs mois à la suite du refus de l'aile MAGA, radicale, du Parti républicain au Congrès de voter ces budgets. « *L'Ukraine n'a pas d'ami ni de partisan plus solide que Joe Biden, depuis le tout début de cette guerre jusqu'à aujourd'hui* », a dit Kirby, « *et nous allons continuer à veiller à ce qu'elle dispose de ce dont elle a besoin pour se défendre.* »

Mais les six mois de latence dans les livraisons d'armes et de munitions, dont la Russie a profité pour gagner du terrain dans le Donbass et vers Kharkiv, sont un rappel que la volonté présidentielle ne suffit pas à assurer la permanence des engagements américains.

À ces préoccupations s'ajoutent des divergences entre les alliés sur d'autres sujets. La guerre menée par Israël contre le Hamas à Gaza, et l'énorme nombre de victimes civiles palestiniennes, a conduit plusieurs pays européens à des prises de position bien différentes de celles des États-Unis. Biden, qui promet depuis le début de son mandat le retour de l'Amérique sur la scène internationale, aura beau répéter à ses alliés ses assurances et souligner combien la multiplication des crises et des tensions à travers le monde rend plus nécessaire que jamais des actions communes de la part des démocraties face à l'alliance de puissances déterminées à remettre en cause l'ordre mondial né il y a quatre-vingts ans, il aura fort à faire pour dissiper les inquiétudes.

À la traîne dans les sondages, diminué par l'âge, Biden risque aussi d'apparaître au cours de ces commémorations d'un passé glorieux comme appartenant lui-même à une époque qui se termine. ■



Gabriel Attal accueille Joe Biden, mercredi, lors de son arrivée à l'aéroport d'Orly.

La Russie, hors jeu, occulte la mémoire du 6 Juin

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Pour avoir déclenché l'invasion de l'Ukraine et sous le coup d'une inculpation de la Cour pénale internationale, pour crimes de guerre, Vladimir Poutine n'a pas été invité en Normandie ce 6 juin. Et face aux réserves de plusieurs pays alliés, Paris a même renoncé à convier toute représentation russe, contrairement à son intention initiale. Mi-avril en effet, la rumeur que la Russie serait présente avait circulé, favorablement accueillie à Moscou, qui y a vu un signe d'« indépendance » de la France vis-à-vis des Anglo-saxons. Entre-temps toutefois, l'Élysée a estimé que « les conditions ne sont pas réunies (pour cette participation) compte tenu de la guerre d'agression contre l'Ukraine, qui s'est encore intensifiée ces dernières semaines », a tranché l'Élysée.

Par ailleurs, dans un climat devenu délétère entre Moscou et Paris, l'ambassadeur de France, Pierre Lévy, a encore été convoqué le 7 mai au ministère russe

des Affaires étrangères - c'était la troisième fois cette année -, après l'évocation par Emmanuel Macron d'un éventuel envoi de militaires français en Ukraine. L'affaire était pliée, alimentant côté russe rancœur et acrimonie. Mardi, une affiche a été apposée anonymement sur un arrêt de bus proche de la chancellerie française à Moscou. On y voit la photo du chef de la division SS Charlemagne, composée de Français ralliés à l'armée nazie, avec ce message : « *Ne répétez pas les erreurs de vos ancêtres* », et un appel aux combattants étrangers en Ukraine à rendre leurs armes. À l'avant-veille des commémorations de Normandie, cette offensive hybride ciblant la France ne tient certainement pas au hasard.

Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin a répondu à la non-invitation d'Emmanuel Macron en déclarant que « le plus important pour nous, ce seront les commémorations l'an prochain du 80^e anniversaire de la victoire dans la Grande Guerre patriotique (1941-1945, NDLR) ». Le ton de la contre-offensive mémorielle russe était donné. D'abord, drapée dans le linceul de ses 27 millions de morts durant la Seconde Guerre

mondiale, la Russie estime avoir été l'artisan principal, voire décisif, de l'écrasement des forces nazies, ce que la plupart des historiens occidentaux ne contestent pas. Ensuite, Moscou accuse les Alliés d'avoir délibérément retardé à l'ouverture d'un « second front » à l'Ouest, malgré l'insistance de Staline - un argument qui ne résiste pas à l'analyse des experts de la période.

« Rupture complète et totale »

« Rien n'est dit en Occident sur le fait que le débarquement en Normandie n'aurait pas été possible sans les succès de l'Armée rouge », affirmait récemment Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, ajoutant que, « pendant trois ans, laissée seule face à l'ennemi, l'Union soviétique a pressé les Alliés d'engager le combat sur le continent européen ».

« Faut-il ratifier l'hypothèse selon laquelle Britanniques et Américains auraient sciemment retardé l'ouverture du second front pour laisser le Reich et le pays des Soviets s'épuiser, afin in fine de tirer les marrons du feu ? », s'interroge Olivier Wieviorka, l'un des meilleurs

spécialistes de la Seconde Guerre mondiale. Une hypothèse à exclure, selon l'historien, pour qui « *Roosevelt souhaitait sincèrement coopérer avec Staline après la victoire et aboutir à une pacification des relations internationales assumée par l'ONU dans laquelle Moscou jouerait un rôle éminent. On ne voit pas pourquoi, dès lors, il aurait retardé l'échéance* ». Churchill, lui, a certes freiné des quatre fers. « *Non pour prolonger l'affrontement entre la Wehrmacht et l'Armée rouge* », explique Olivier Wieviorka, « *mais parce qu'il privilégiait, et de loin, le théâtre méditerranéen, zone vitale pour la Couronne* ».

Si la Russie s'est, une fois encore, efforcée d'éclipser le Débarquement et la contribution des Alliés, cette occultation ne date pas d'hier. « *Enfant, je n'ai jamais entendu parler du D-Day* », se remémore cette Moscovite proche de la cinquantaine et qui a donc grandi à l'époque de l'URSS. « *Le Débarquement, qu'est-ce que c'est ? Je vais demander à mes copains* », glisse, étonné, un jeune homme de 22 ans originaire de Smolensk. Le nouveau manuel d'histoire de 10^e classe (l'équivalent de la première),

coordonné l'an dernier par l'ancien ministre de la Culture ne fait que deux brèves allusions au Débarquement, pour se féliciter que « *le second front européen (soit) enfin ouvert* ! », sans davantage de détails. « *Les Russes considèrent le Débarquement à travers le prisme de leur histoire familiale et de la mort de leurs proches au front* », ajoute l'historien militaire Alexei Isaïev, auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur le second conflit mondial.

Certes, en Russie, l'évocation du D-Day a émergé lors de la participation de Vladimir Poutine aux commémorations en juin 2004, à l'invitation de Jacques Chirac, et en juin 2014, à celle de François Hollande, malgré l'annexion de la Crimée quelques mois plus tôt. La mémoire de Stalingrad rejoignait alors celle des plages de Normandie, offrant du même coup au Débarquement une « dimension universelle », selon le terme, là encore, d'Olivier Wieviorka. Ce pont entre grands alliés a été brisé. « *La rupture complète et totale avec l'époque où l'on se considérait encore comme des alliés* », écrivait le journal Komsomolskaïa Pravda, le 4 juin. ■



Ces passionnés qui organisent des reconstitutions « par devoir de mémoire »

Rodolphe Geisler

Désormais encadrés par une charte, ces vrais faux bivouacs militaires dédiés notamment à la bataille de Normandie sont plus nombreux chaque année.



Un camp de reconstitution de la vie quotidienne durant le D-Day dédié au régiment canadien de la Chaudière, à Bernières-sur-Mer. RODOLPHE GEISLER

Près des plages de la côte de Nacre (Calvados), des centaines de curieux agitent des petits drapeaux américains, canadiens, anglais ou polonais sur le passage d'un convoi d'une vingtaine de véhicules militaires datant de la Seconde Guerre mondiale. Depuis leurs pétaradantes jeeps Willis, des hommes en uniformes de parachutistes américains de la 82^e Airborne ou de « tommies » britanniques avec leurs casques en forme d'assiette, jettent des chewing-gums aux enfants. Nous ne sommes pas en 1944, quelques jours après le débarquement de Normandie, mais bien en 2024, avant la grande cérémonie internationale du 6 juin, coup d'envoi des commémorations liées au 80^e anniversaire de l'opération Overlord.

En réalité, célébrations et festivités vont s'étirer jusqu'à fin septembre. Entre expositions, parades et bals populaires, le comité du 80^e anniversaire, qui table cette année sur plus de 2 millions de visiteurs et 6 millions de visites dans les 54 musées liés à la bataille de Normandie, a labellisé plus de deux cents manifestations. À commencer par une quarantaine de ces drôles de camps, dits de « reconstituteurs », composés d'adultes grimés en soldats de la Seconde Guerre mondiale. Bernières-sur-Mer, plus connue des historiens sous le nom de Juno Beach, qui fut l'une des cinq plages du D-Day, avec Utah Beach dans la Manche, Omaha Beach, Gold Beach et Sword Beach dans le Calvados, accueille ainsi pour une dizaine de jours un bivouac dédié au régiment canadien de la Chaudière, qui y débarqua le Jour J.

Dans ce plongeon immersif dans le temps, on trouve pêle-mêle au « camp de Bernières » une vingtaine de tentes, une cantine et une infirmerie de campagne, ou encore une demi-douzaine de véhicules d'époque, dont le rare exemplaire d'un blindé léger canadien C15-TA. Mais, à la différence d'un musée traditionnel, le visiteur évolue au milieu de ce bivouac, animé, ce jour-là, par une vingtaine de membres de trois associations québécoise, belge et française dédiées au régiment de la Chaudière.

Le réalisme des scènes de vie est saisissant. Ici, un « reconstituteur » a accroché sa veste sur la portière d'un camion de transport de matériel et se rase, blaireau à la main, en se regardant dans un rétroviseur. Là, deux hommes, assis sur des caisses de munitions, battent les cartes comme pour passer le temps. Plus

loin, un autre discute avec une infirmière, tandis qu'un voisin semble nettoyer son fusil. Sur une corde tendue entre deux tentes, serviettes et chemises militaires sèchent au soleil.

Cette année, une quarantaine de ces camps de reconstitution ont donc été labellisés pour le 80^e anniversaire. Peut-on parler de phénomène ? « *Disons que nous sommes de plus en plus*

« La première charte élaborée en 2014 pour le 70^e anniversaire et le label mis en place cette année sont une bonne chose. Ça évite d'avoir des regroupements de personnes qui n'avaient pas forcément une bonne philosophie... »

Michael Morin
« Reconstituteur » belge

structurés et, c'est vrai, peut-être plus nombreux cette année », répond Michael Morin, la petite cinquantaine, venu de Namur en Belgique.

Chacun de ces camps est désormais déclaré en mairie et, depuis 2014, une « charte de bonne conduite pour les reconstitutions historiques » a même été mise en place par la région Normandie et les préfectures du Calvados et de la Manche. Cette année, un label « 80^e » est venu s'ajouter.

Pour comprendre cet engouement, il faut remonter au quarantième anniversaire du D-Day en 1984. À l'époque, des propriétaires de vieilles jeeps US commencent à graviter autour des cérémonies officielles. Ces passionnés de véhicules militaires s'équipent d'une veste de treillis dénichée dans un surplus ou d'un vieux casque pour parader sur les routes normandes. Des regroupements, plus ou moins informels, s'organisent au fil des ans. Souvent, plus pour faire la fête entre soi que par souci de transmission...

« La première charte élaborée en 2014 pour le 70^e anniversaire et le label mis en place cette année sont une bonne chose. Ça évite d'avoir des regroupements de personnes qui n'avaient pas forcément une bonne philosophie... », complète Michael Morin. Le port des uniformes allemands, par exemple, est limité. Dans son préambule, la charte précise en effet que ces reconstitutions historiques doivent demeurer « l'expression de la reconnaissance due aux libérateurs et à l'hommage rendu aux victimes ». Traduction : le port d'uniformes historiques dans le cadre de ces manifestations est conditionné « à certaines règles de comportement ».

Plus loin, il est précisé qu'« il ne s'agit pas de glorifier la guerre », mais d'honorer la mémoire de ces combattants « avec un message de paix et d'amitié des peuples ». La charte précise encore que le président de l'association, ou du groupe du bivouac, est responsable du bon respect de ces règles. Et, qu'en dehors des horaires d'ouverture du camp déclarés

pour les visiteurs, généralement de 10 heures à 19 heures, la déambulation en uniforme dans les lieux publics n'est pas tolérée.

Qui sont ces passionnés ? Des hommes pour la très grande majorité, même si ces rassemblements se féminisent un peu ces dernières années. « *Nous sommes âgés de 18 à plus de 60 ans, et nous sommes là par devoir de mémoire* », raconte Pascal Fournier, 51 ans, inspecteur dans le bâtiment et venu spécialement du Québec, dont le régiment de la Chaudière est originaire. « *Le secret, c'est aussi d'avoir des épouses conciliantes. En dehors des camps estivaux, nous pouvons organiser jusqu'à une quinzaine de week-ends dans l'année* », complète Michael Morin.

« *Le soir, quand le bivouac ferme au public, l'esprit de camaraderie reprend le dessus. On ouvre une bonne bouteille autour d'un barbecue et on discute toute la soirée, en tenue, avant de retrouver nos tentes pour dormir sur place...* », glisse un « reconstituteur ». Jouent-ils aux scouts ? « *Non, l'idée est vraiment d'honorer ces soldats qui se sont sacrifiés pour nous* », insiste Axel, 22 ans, camionneur de profession et originaire du Nord où le régiment de la Chaudière s'était illustré après la bataille de Normandie.

Concrètement, chaque membre possède son propre uniforme. « *Certains gars mettent 1500 euros voire plus pour s'habiller...* », glisse Théo, 25 ans, également venu du Nord et soudeur dans la « vraie » vie. « *Ma première tenue de base m'est revenue à 700 euros, mais, au fil du temps, on complète généralement nos équipements* », précise Axel. Sur des sites spécialisés, ces « reconstituteurs » trouvent des répliques parfaites des pantalons et vestes confectionnés par des artisans. Mais, généralement, casques, insignes, musettes et brêlages sont d'époque.

Les associations, qui vivent aussi de subventions publiques, fournissent généralement le matériel commun, comme les tentes et les véhicules. Maire de Bernières-sur-Mer, Thomas Dupont-Federici, apprécie ce genre de manifestation : « *Tenir un camp de reconstitution, c'est proposer un outil immersif. Il ne s'agit pas de jouer à la guerre, comme le disent certains détracteurs, mais de donner à voir ce qu'ont vécu nos libérateurs...* » Pour ce 80^e anniversaire, le maire a aussi fait pavoiser son petit village de 2400 âmes d'un millier de banderoles, alliant drapeaux canadiens et français. ■



Le camp Géronimo, à Sainte-Mère-Église, accueille plusieurs centaines de touristes et de collectionneurs de matériel militaire. JEAN-MARC DAVID/SIPA



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Macron face aux complexités de l'histoire

De Plumelec (Morbihan) ce mercredi à Bayeux (Calvados) vendredi, Emmanuel Macron a choisi de déployer dans le temps et dans l'espace la célébration du 80^e anniversaire du Débarquement. Il est le premier président à faire ça. François Mitterrand en 1984 et 1994, Jacques Chirac en 2004 et François Hollande en 2014 s'en étaient tenus à la journée du 6 juin sur les sites où les Américains et leurs alliés débarquèrent.

Le lien avec la fin de la campagne européenne a été souligné. De fait, la nature commémorative de la séquence et la force des images liées au coup d'envoi de la libération du pays garantissent une exposition médiatique occultant largement le débat entre les listes en compétition pour le 9 juin. L'Élysée a beau jeu de rappeler ne pas être maître ni de la date du Débarquement ni de celle des élections européennes, aucun autre anniversaire décennal n'avait pareillement servi de moyen d'utiliser l'image et le verbe présidentiels dans l'espoir de peser sur le scrutin. Des images fortes, il y en eut pourtant. L'étreinte, historique et émouvante, entre Jacques Chirac et le chancelier allemand Gerhard Schröder, devant le Mémorial de Caen, n'avait été ni conçue ni utilisée comme un renfort pour la liste UMP, à une semaine du scrutin européen de 2004.

Mais, pour être réelle, l'utilisation tactique de cette semaine de célébrations n'épuise pas les motivations présidentielles. Avec ou sans élections, Emmanuel Macron aime les commémorations. Aiguillonné par son conseiller Bruno Roger-Petit, le plus jeune président de la V^e République a fait de ce que l'on appelle les « séquences mémorielles » un des vecteurs fréquents et favorisés de sa communication.

À ce goût général s'ajoute un besoin de multiplier les lieux, comme pour montrer que l'histoire s'est inscrite dans l'espace, s'est incarnée dans un sol. On se souvient ainsi de « l'itinérance mémorielle » qui lui avait permis d'arpenter le quart nord-est de la France pour clore les célébrations du centenaire de la Première Guerre mondiale. L'itinérance avait été interrompue par le déclenchement de la crise des « gilets jaunes » et le modèle n'avait pas été reproduit. Mais l'idée initiale du chef de l'État était d'instaurer une régularité de l'exercice.

En multipliant les rendez-vous autour d'un même événement, Emmanuel Macron poursuit un autre objectif : se frotter à la complexité de l'histoire et à ses facettes parfois antagonistes. Ce qui est parfois périlleux. On l'a vu avec sa relecture de la guerre d'Algérie où il avait tenu à la fois à « demander pardon » au nom de la France aux harkis mais aussi à qualifier de « crime inexcusable pour la République » la répression de la manifestation des Algériens de Paris du 17 octobre 1961. Avec ce 80^e anniversaire du Débarquement, dominé par la reconnaissance envers les Américains, en venant à Saint-Lô, le chef de l'État a voulu que l'attention se tourne aussi vers les nombreuses victimes civiles des bombardements alliés ayant précédé ou accompagné l'épopée glorieuse de la Libération. Il était légitime de ne pas occulter cette réalité-là.

Une autre originalité de cette séquence normande est le parallèle entre les deux discours de Bayeux du général de Gaulle, celui de 1944 et celui de 1946 qui portait en germe les institutions de la V^e République. Puisque Emmanuel Macron aime tirer à lui les pages de l'histoire, esquissera-t-il un projet de renouveau démocratique, lui qui, en sept ans, n'a réussi à faire aboutir aucun projet institutionnel ? ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME
TABARD

DANS LA MATINALE

DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO





Vincent Bordenave

Les fouilles sur les zones de combat et les lieux de vie des soldats permettent de raconter leur quotidien.

Si les pays anglo-saxons travaillent depuis longtemps sur l'archéologie des conflits contemporains, c'est une discipline relativement récente en France. Elle ne démarre vraiment que fin 2013, quand Aurélie Filippetti, alors ministre de la Culture, décide d'intégrer les vestiges de la période contemporaine dans la définition officielle du patrimoine national. Vincent Carpentier, archéologue à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), est l'un des premiers en France à s'être intéressé aux vestiges de la Seconde Guerre mondiale. Docteur en histoire médiévale, il a notamment publié l'ouvrage *Pour une archéologie de la Seconde Guerre mondiale*, coédité par les Éditions La Découverte et par l'Inrap. À mesure que la mémoire vivante s'efface, les vestiges prennent de plus en plus d'intérêt et permettent de raconter la guerre d'une autre manière, nous explique-t-il.

LE FIGARO. – Qu'est-ce que l'archéologie peut apporter de plus sur un conflit comme la Seconde Guerre mondiale pour lequel nous disposons d'énormément de sources ? VINCENT CARPENTIER. – L'archéologie nous apporte une documentation historique complémentaire et originale en décrivant la guerre au ras du sol, telle qu'elle a été vécue au quotidien. Sur ce point précis, les sources officielles sont souvent absentes, partielles ou partiales. Les fouilles sur les zones de guerre nous racontent les dessous d'une histoire qui n'est pas forcément passée à la postérité. L'archéologie est ici à la limite de l'anthropologie.

J'ai en tête la réutilisation des planeurs de la 6^e division aéroportée britannique par les soldats alliés, au nord de Caen dans le secteur de Ranville, pour étayer leurs abris. La bataille de Caen a été particulièrement longue, elle débute en juin et ne se termine réellement qu'en août. Les soldats anglais avaient interdiction totale de toucher aux planeurs. Mais, en fouille, on retrouve partout des morceaux d'aéronefs en réemploi dans leurs abris. Pourtant, aucune source officielle ne nous en parle. Puis j'ai découvert une photo personnelle d'un cockpit de planeur transformé en toilette mise en ligne par une association de mémoire, ce qui confirme les résultats de nos fouilles. Cet exemple montre comment l'archéologie peut nous permettre de prendre conscience d'événements annexes à la grande Histoire, dont on n'a pas forcément voulu parler.

C'est-à-dire ?

Il y a de nombreux cas de désobéissance ou d'adaptation pragmatique des soldats qui ne sont pas consignées officiellement. Un sujet qui intéresse beaucoup les historiens est le comportement des troupes, y compris parfois dans leur dimension criminelle, avec l'exemple des viols commis en Normandie par des soldats américains. Bien entendu, on ne peut pas documenter ces viols par l'archéologie. Mais on a en revanche découvert les traces concrètes de consommation d'alcool par les différentes troupes. Chez les Américains, qui étaient de jeunes soldats venus d'un pays qui sortait tout juste de la prohibition, la consommation de vin, de cidre ou de calvados a pu donner lieu à des débordements. Et ce d'autant plus que l'alcool n'était pas du tout distribué dans leur armée, en dehors de *ginger beer* à 3,2°. À l'inverse, chez les Britanniques ou les Belges, on note une consommation habituelle de bière forte ou de whisky. Au-delà de cet exemple, on constate aussi combien les interactions entre les habitants et les soldats étaient nombreuses. On retrouve des rations de soldats dans les dépotoirs civils et beaucoup d'objets sûrement troqués chez les militaires. Un troc qui pouvait avoir des conséquences inattendues.



À mesure que la mémoire vivante s'efface, les vestiges prennent de plus en plus d'intérêt (ici, des caissons Phoenix utilisés en 1944 pour la construction du port artificiel d'Arromanches, en Normandie).

GILLES TARGAT/PHOTO12 VIA AFP

Vincent Carpentier : « L'archéologie nous décrit la guerre au ras du sol »



Les fouilles sur les zones de guerre nous racontent les dessous d'une histoire qui n'est pas forcément passée à la postérité

Vincent Carpentier
Archéologue à l'Inrap

Comment ça ?

Si les jeunes soldats américains ne supportaient pas l'alcool, ils ont aussi eu du mal à digérer les produits laitiers non pasteurisés. D'autant que le lait, la crème et le camembert n'étaient pas réfrigérés en 1944. Là aussi, les sources officielles en parlent très peu, mais des témoignages convergent pour dire que des assauts ont été différés à cause de problèmes intestinaux des soldats.

Le conflit est encore récent. En tant qu'archéologue, le rapport

aux vestiges est-il très différent par rapport à des objets vieux de plusieurs siècles ? C'est effectivement une des particularités de l'archéologie contemporaine. La loi encadre précisément la discipline, et tout ce qu'on met au jour répond aux mêmes règles que celles qui régissent les objets antiques. Mais il y a parfois un volet émotionnel plus fort. J'ai le souvenir d'une gourmante, découverte sur un campement canadien, qui portait encore le nom et le matricule de son propriétaire. Nous avons réussi à retrouver l'identité de ce vétéran, mort peu de temps avant, et nous avons remis l'objet, qui avait surtout une valeur sentimentale, à sa famille.

On imagine que les vestiges sont très nombreux ? Plus tant que ça, hélas. Dans un premier temps, au sortir de la guerre, les plages ont totalement été nettoyées. À Omaha Beach, par exemple, il ne reste quasi plus rien. On est confronté au même phénomène avec le débarquement de Provence. Par décision politique, les plages de la Côte d'Azur ont été entièrement débarrassées de tout ce qui s'y trouvait. C'est également le cas des grands ports de Toulon ou Marseille, qui ont été largement bombardés puis reconstruits par les Américains. Rappelons qu'au lendemain de la guerre, tous les matériaux disponibles ont été utilisés pour reconstruire. Il y a donc eu une récupération massive.

Ensuite sont venus les trafics de collectionneurs, plus particulièrement quand les objets touchent au III^e Reich. Beaucoup de sites ont été largement pillés, et ces objets circulent sur le marché noir. Ainsi, les fameux criquets (*des instruments émettant un « clic-clac » caractéristique qui a servi de système de reconnaissance à certains parachutistes, NDLR*) que l'on voit dans le film *Le jour le plus long*, ne se trouvent que dans quelques musées et sur le marché illégal. On n'en a encore retrouvé aucun dans les fouilles. Ils étaient somme toute rares, seuls les parachutistes de la 101^e Airborne américaine, qui se sont battus vers Saint-Mère-Église (Manche), et certaines unités de la 82^e division y eurent recours. Tout ce qui circule aujourd'hui dans les collections et est à vendre sur internet a été retiré de son contexte, ce qui nous empêche de l'attribuer à un site ou à une chronologie précise.

Sur la côte atlantique, les bunkers sont toujours là. Que nous racontent-ils ? Le mur de l'Atlantique a évolué avec la guerre. Cet ensemble militaire est d'abord composé des batteries de canons de la marine française et d'autres ouvrages construits avant 1939, dont les redoutes de Vauban (des fortifications côtières, NDLR). Dans un premier temps l'objectif des nazis était de conquérir l'Angleterre. Sa vocation devient défensive, et les batteries sont systématiquement bétonnées, au prix

du travail forcé, de la collaboration et des réquisitions. Or les historiens n'avaient à leur disposition pour en parler qu'une documentation assez partielle, puisqu'elle émanait en grande partie du III^e Reich lui-même. À mesure qu'on avance dans le conflit, en 1942 et jusqu'au printemps 1944, surviennent les premières vagues de bombardements alliés et la construction du mur s'en ressent, en raison des pénuries. L'inventaire qui a eu lieu depuis 10 ans en Normandie a clairement montré qu'en fait le mur était assez poreux. De nombreux édifices ont été construits à la va-vite, avec des matériaux tels que des briques ou des parpaings récupérés dans la sphère civile, et selon une architecture qui s'éloigne bien souvent des règles officielles.

Qu'en est-il des corps ?

Dans le cadre de fouilles préventives, avant la construction d'un centre commercial par exemple, on ne peut évidemment pas laisser les restes sur place. Chaque nation dispose d'une commission qui assure le relevage et l'identification des corps de soldats qui sont parfois rapatriés à la demande des familles. Sinon ils rejoignent les cimetières de guerre. Sur le fond, la mise au jour d'ossements nous permet aussi de noter des informations importantes d'un point de vue scientifique, qui ne figurent pas sur les fiches d'archives militaires, assez laconiques. Mais ce que nous trouvons sur les champs de bataille, ce sont les sépultures provisoires, c'est-à-dire les premiers enfouissements de corps, qui ne sont pas ou très peu documentés.

Si l'on ne peut pas en tirer de conclusions à portée générale, les informations qui s'accumulent au fil des années permettent de mieux comprendre ce qui s'est passé sur les champs de bataille. Par exemple, au sud de Caen, à Maltot, sur la cote 112, une butte qui domine la plaine où les combats furent particulièrement meurtriers, nous avons découvert une fosse avec quelques restes de soldats britanniques et un Allemand oublié dans un trou, couché sur le ventre. Nos observations montrent que ce soldat a vraisemblablement été enfoncé là, dans l'urgence, par ses camarades de combat qui ont pris sa plaque d'identité. Il est resté là, et personne n'est venu le rechercher. Les Anglais, quant à eux, ont été relevés par la suite et réunis dans un cimetière militaire. L'archéologie contribue ainsi, quatre-vingts ans plus tard, à mieux comprendre ce qu'a été cette guerre et à rendre à chacun une sépulture décente. ■

Un numéro hors-série en hommage aux combattants du jour J

L'adversaire le plus avisé des Alliés, le maréchal Rommel, l'avait prédit : « La guerre sera gagnée ou perdue sur les plages. Les premières vingt-quatre heures de l'invasion seront décisives. Ce sera le jour le plus long. » Nommé inspecteur général des côtes de la mer du Nord et de l'Atlantique en novembre 1943, Erwin Rommel avait donc équipé le littoral d'un arsenal défensif qui le transformerait en forteresse imprenable : 500 000 obstacles sur les plages, 6 millions de mines dans les dunes, des bunkers équipés de mortiers tout au long du front de mer, des remparts antichars... Comment les Alliés purent-ils envisager ce débarquement, qui semblait une folie stratégique ? Quels en furent les principaux acteurs ? En quoi consistait l'opération Overlord, et par qui fut orchestrée cette symphonie héroïque ?

Comment les Allemands ont-ils été bernés ? Le Figaro hors-série réunit historiens et experts pour raconter cette incroyable opération militaire. Récit heure par heure du D-Day, analyse des stratégies de diversion alliées, révélation des tractations et des compromis entre alliés qui aboutirent au choix des plages normandes pour ce débarquement, portrait de la Normandie sous les bombes, dictionnaire illustré des protagonistes britanniques, américains et allemands, dépliant central de 12 pages

avec des infographies, des cartes de la ligne de front à la veille du 6 juin, des assauts et des ripostes durant le Débarquement, des mouvements de libération... Ce numéro spécial, illustré avec les photos les plus spectaculaires, est l'indispensable hommage aux combattants du jour J. Le Figaro hors-série, « Le jour le plus long », 164 pages, 14,90 €, en kiosque et sur <https://boutique.lefigaro.fr>





48 vétérans américains de la Seconde Guerre mondiale embarquent pour la Normandie

Maurin Picard Envoyé spécial à Atlanta (Géorgie)

Plusieurs entreprises américaines, à commencer par Delta Air Lines, ont décidé d'emmener tous ces centenaires dans ce voyage

« Vol 9994 pour la Normandie, dernier appel ». Dimanche 2 juin, à 21h30, le sas de l'embarquement se referme sur les retardataires, porte F12, à l'aéroport d'Atlanta. Une fois n'est pas coutume, les trainards sont pardonnés : ils sont centenaires, en fauteuil roulant pour aller plus vite dans les courives interminables de l'aérogare internationale, et d'une bonne humeur contagieuse.

Quarante-huit d'entre eux au total décolleront bientôt pour Deauville. « Destination, memory lane! », s'amuse un jeune employé de l'aéroport en dreadlocks, fasciné comme ses pairs par l'incroyable scène à laquelle ils viennent d'assister. Pour la troisième année consécutive, la compagnie aérienne Delta Air Lines, en partenariat avec l'association caritative Best Defense Foundation et Michelin USA, s'est entichée de transporter le maximum de vétérans, avec leurs accompagnateurs et un luxe de confort optimal.

De l'avis général, l'origine de cette initiative émane de Virginie Durr, cadre supérieure française chez Delta, qui réside depuis 1988 aux États-Unis. « En 2021, j'ai découvert le documentaire *The Girl Who Wore Freedom* (La Petite Fille et la Liberté) », explique cette native de Caen âgée de 56 ans. Ce fut une révélation. Avec des trésors de patience et de persuasion, et après bien des péripéties, Delta Air Lines entérine ce rêve fou, marqué du slogan de la Best Defense Foundation et de son président, l'ancien joueur de football américain Donnie Edwards : « Prendre soin de ceux qui ont pris soin de nous ».

« Je suis allée voir Bob Somers, mon supérieur hiérarchique, et nous avons parlé d'aller en Normandie ensemble. Je lui ai dit : "d'accord, mais si on y retourne, on emmène les vétérans!" »

Virginie Durr

Cadre supérieure française chez Delta, à l'initiative de ce périple

Michelin USA est également contacté par Virginie Durr, qui connaît un de ses cadres, David Chapman, ancien attaché militaire américain à Paris, fin connaisseur des champs de bataille du dernier conflit mondial. Avec ces soutiens providentiels et enthousiastes, il s'agit de rattraper le temps perdu : « J'avais perdu tellement de vétérans que je connaissais personnellement pendant le Covid qu'il fallait vraiment faire quelque chose, précise Virginie Durr. Je suis allée voir Bob Somers, mon supérieur hiérarchique, et nous avons parlé d'aller en Normandie ensemble. Je lui ai dit : "d'accord, mais si on y retourne, on emmène les vétérans!" »

Un regard alentour permet de s'attarder sur les visages enjoués des heureux voyageurs : il y a Andy Negra, l'artilleur de Utah Beach; Joe Peterburs, le pilote de chasse aux belles bacchantes; André Chappaz, un « Seabee » (génie naval) aux origines françaises; Fred Nungesser, mitrailleur et lointain cousin du célèbre pilote de chasse français de la Première Guerre mondiale; Hibby Margold, fantassin entré le premier dans le camp de concentration de Dachau; Gideon Kantor, chauffeur de poids lourd, Autrichien d'origine et polyglotte; George Mullins, parachutiste de la 101^e Airborne arborant fièrement ses « ailes » sur le poitrail.

Personne, dans l'aérogare d'Atlanta, n'est dupe : pour tous ces gaillards, c'est bien sûr la dernière fois qu'un tel voyage peut se tenter. Mais rien n'a été laissé au hasard. Aucune somme n'est évoquée, mais le total de l'opération « se chiffre en millions de dollars », selon un des organisateurs, prudent. La logistique fut une gageure. Paris était jugé trop loin pour acheminer des centenaires éreintés par un vol transatlantique. Pourquoi ne pas poser directement en Normandie? Caen-Carpiquet ne dispo-

se pas d'une piste d'atterrissage assez longue pour un Boeing 767, mais Cherbourg et Deauville « passent » tout juste. La seconde ville est choisie. L'accueil, lundi 3 juin, y sera mémorable, assuré par des ribambelles d'enfants agitant drapeaux français et américains mêlés, ainsi que par Brigitte Macron.

Restait à aller chercher les protagonistes partout où ils résident, aux quatre coins des États-Unis. Une nouvelle gageure, relevée sans ciller : quand ils ne peuvent pas rallier un aéroport près de chez eux, c'est un jet privé qui, dans une poignée de cas dont celui de « Papa » Jake près de Sacramento (Californie du Nord), ira à eux, grâce aux partenariats locaux de Delta Air Lines.

Pendant six mois, les vétérans ont été préparés pour ce périple, qui durera dix jours. Une éternité, au vu des nombreuses festivités, des sollicitations prévisibles, des réceptions, interviews, visites scolaires et repas tardifs.

Les participants devaient afficher une bonne santé générale, et être valides au point de pouvoir marcher. Treize médecins et infirmières leur ont été assignés, qui veillent à leur bonne santé tout au long du périple. « Si la fatigue les gagne, ils resteront à l'hôtel et s'épargneront certains déplacements trop éprouvants », explique Joan, une des nurses aux petits soins pour ses patients. Plusieurs insistent pour retourner au cimetière américain de Colle-

ville-sur-Mer, se recueillir sur la tombe de leurs amis tombés durant l'été 1944. Un passage obligé, comme un dernier salut fraternel avant la grande traversée, si proche désormais.

Les « ders des ders » sont presque tous centenaires, et ils savent leur temps compté. Des 16,4 millions d'hommes et femmes mobilisés entre 1941 et 1945 sous la bannière de l'Oncle Sam, ils n'étaient plus que 119 550 en septembre 2023, d'après un recensement du Veterans Affairs (VA, ministère des Anciens Combattants), soit 1 % du total. D'ici à quelques mois, ils ne seront plus qu'une infime « Band of Brothers ». Ce qui n'empêche pas les blagues potaches, les poignées de main appuyées,

les clins d'œil complices et même quelques déhanchements timides lorsque la fanfare du lycée Dutchtown de Hampton, Géorgie, les escorte en poussant sur les décibels jusqu'en salle d'embarquement, avec ses « cheerleaders » (majorettes), cymbales et grosses caisses. « Mais ils sont formidables, ces jeunes! », sourit Anna Mae Krier, pimpante « Rosie the Riveter » (ouvrière dans « l'arsenal de la démocratie ») de 98 ans, vêtue d'une seyante robe étoilée.

Barbe blanche finement taillée, volubile à souhait, Bill Becker était mitrailleur dorsal sur quadrimoteur B-24, au sein de l'escadrille de bombardement 492, surnommée « Carpetbaggers » (les parachutés), en charge des



Les vétérans ont été accueillis, lundi à l'aéroport de Deauville, par Brigitte Macron et par un groupe d'enfants agitant les drapeaux français et américains. BENOIT TESSIER/REUTERS

À 101 ans, « Papa Jake » Larson, un ancien d'Omaha Beach, est



Jake Larson pose avec une photo de lui jeune soldat durant la Seconde Guerre mondiale.

Son chapeau en feutre gris, orné de pins colorés, détonne parmi les casquettes de vétérans « WWII » (« Seconde Guerre mondiale »). « Papa Jake » est une star parmi les centenaires de retour en Normandie. Une notoriété acquise sur le tard pour ce fils de fermier âgé de 101 ans et fier d'avoir survécu à six grandes batailles, dont la terrifiante traversée d'Omaha Beach le 6 juin, sans une égratignure.

Conteur savoureux, Jake Larson, de son vrai nom, n'avait pas attendu le quatrième âge pour régaler ses proches de ses incroyables aventures sur le sol de France. Mais il a fallu que sa petite-fille, McKaela Larson, le pousse à créer un compte TikTok, en mai 2020, en pleine pandémie de Covid-19, pour ne pas laisser se perdre une telle mine d'or. Les premières vidéos, truculentes, deviennent instantanément virales.

Quatre ans plus tard, le compte @storytimewithpapajake affiche 800 000 abonnés et plus de 8,7 millions de vues, a rebondi sur YouTube, puis sur Instagram. Le senior est intarissable.

Il se raconte, une anecdote à la fois, et se prête avec malice aux interactions rendues possibles par la magie des réseaux sociaux. Lorsque McKaela lui apporte un carton plein de lettres de fans, il fait mine de s'indigner : « Saperlipopette, mais comment vais-je faire pour répondre à tout ça? » Il essuie une larme, et rend grâce à ses abonnés : « Merci du fond du cœur, vous êtes tous formidables. »

Le bonhomme n'est pas mal non plus, derrière une modestie chevillée au corps. Son histoire regorge de tant de péripéties à dresser les cheveux sur la tête qu'on pourrait se prendre à en questionner l'authenticité. Tout est vrai, pourtant, dans cette odyssée sous une grêle de plomb et d'acier.

Élevé dans une famille pauvre du Minnesota, sans électricité ni eau courante, le jeune Jake s'engage à 15 ans dans la Garde nationale, en 1939, mentant éhontément sur son âge pour gagner les 12 dollars de solde mensuels.

Déployé en Irlande du Nord dès 1942, il est repéré pour sa virtuosité de dactylo et promu sergent. Il rejoint le



diale

mémoriel.

missions secrètes pour l'OSS (ancêtre de la CIA) au-dessus de l'Europe occupée. « Notre escadrille larguait du matériel et des hommes de nuit sur la France, la Belgique, la Norvège, le Danemark, confie le vétéran au caractère bien trempé. Nous ne regardions jamais derrière nous dans la carlingue. Ceux qui montaient avant de sauter dans la nuit, espions, saboteurs, radios pour les maquis, nous les appelions tous "Joe". Mais le 6 juin, et les jours qui suivirent, ce sont des tracts que nous avons lancés sur les villes de la côte. Certains étaient en allemand. Ils disaient : "déposez les armes, et nous vous garantissons un sauf-conduit". D'autres étaient en français. Ceux-là disaient : "nous arrivons". » ■



Un touriste en tenue de parachutiste de la Seconde Guerre mondiale se prépare, avant de faire un saut, mercredi, à l'aéroport de Cherbourg.

LOIC VENANCE/AFP



devenu une célébrité sur les réseaux sociaux

corps des chiffreurs, chargés de transmettre les ordres secrets de l'état-major allié aux différentes unités. Mais il troque aussi la machine à écrire pour le fusil lorsqu'il est réquisitionné pour la seule et unique répétition générale de l'opération Overlord, sur la plage anglaise de Slapton Sands (Devon, face à Cherbourg et Perros-Guirec), le 28 avril 1944.

« À peine étions-nous sortis de l'eau qu'un colonel a débarqué du diable Vauvert et nous a dit, à nous les survivants, de ne pas dire un mot de cette histoire, sous peine d'être traduits en cour martiale. Le secret a duré quarante ans. Je n'ai même pas pu le confier à ma famille! »

Jake Larson

L'opération Tiger sera un désastre. Les Allemands ont repéré le manège. Les destroyers britanniques chargés de couvrir les arrières de la flotte de chalands transportant 30 000 hommes ne sont pas au rendez-vous. « Les vedettes rapides de la Kriegsmarine, elles, y étaient », soupire Jake, la gorge nouée. Leurs torpilles coulent deux barges. Les GI tombent à la mer, se noient ou meurent brûlés (947 morts). Mais pas Jake. « J'ai nagé sans réfléchir, et je m'en suis sorti », résume-t-il. Ce ne sera pas la dernière fois. « À peine étions-nous sortis de l'eau qu'un colonel a débarqué du diable Vauvert et nous a dit, à nous les survivants, de ne pas dire un mot de cette histoire, sous peine d'être traduits en cour martiale. Le secret a duré quarante ans. Je n'ai même pas pu le confier à ma famille! »

Le 6 juin 1944, il est dans la deuxième vague à Omaha Beach, avec la 1^{re} division d'infanterie, dite « Big Red One ». L'enfer sur terre, après celui sur mer. Les rafales déciment les rangs avant même d'avoir évacué les frêles esquifs. Premier entré, Jake est un des derniers sortis. Sauvé. Lorsque les hommes de-

vant lui sautent sur des mines en investissant la plage, il se colle dans les pas de ceux qui survivent. Sauvé encore. Il atteint un remblai et décide de s'y fixer. « Je sors mes cigarettes de leur poche étonnée. Flûte, mes allumettes sont mouillées. J'en demande au gars blotti à un mètre de moi. Pas de réponse. Je le secoue, et il y a un casque, mais pas de tête dedans. Je remercie tous les jours l'esprit de ce type qui m'a sorti de ma léthargie et poussé à décamper de là. J'ai foncé. Ils devaient être en train de recharger la mitrailleuse, parce que j'ai couru et ils ne m'ont pas eu, et c'est comme ça que j'ai atteint le pied de la falaise. »

« Papa Jake » combattra encore devant Saint-Lô, dans la poche de Falaise, pour la libération de Paris, au Luxembourg et dans les Ardennes. Il sera finalement démobilisé le 13 avril 1945, ayant passé l'essentiel de « sa » guerre en privation de sommeil. La fortune sourit-elle aussi aux insomniaques ? Le titre de ses Mémoires, publiés en 2021, résume son état d'esprit : *The Luckiest Man in the World*. L'homme le plus chanceux du monde. ■

M. P.

Les touristes anglo-saxons sur les traces du D-Day

« Ready 4 Duty » ne viendra pas. Ce vénérable bimoteur R4D-6 basé à Dallas, Texas, version navale du fameux C-47 Dakota, l'appareil de transport qui largua les unités para le 6 juin, a perdu un moteur en escale à Oxford, dans le Connecticut. La mort dans l'âme, l'équipage de la Commemorative Air Force (CAF) a dû faire demi-tour.

Le « D-Day Squadron », privé de cet apport, a poursuivi sa route vers la Normandie, sur le tracé « Blue Spruce » par lequel des millions d'avions américains furent envoyés vers l'ex-théâtre d'opérations européen (ETO) entre 1942 et 1945, via Goose Bay, le Groenland, l'Islande, l'Écosse et Duxford, en Angleterre. 4 800 kilomètres au total, répartis sur six jours. La logistique des commémorations aériennes en a été perturbée. Il a fallu en urgence réorganiser les largages parachutistes prévus sur les plages du Cotentin autour du 6 juin, avec une flotte subitement réduite d'une unité, malgré la présence de « Daks » anglais, suédois et du DC-3 français « Chalaïr » de l'association Un Dakota sur la Normandie.

« Ces gars-là avaient 17-18 ans et ils ont fait la même chose, mais de nuit et à travers une grêle de balles, alors ça vous fait relativiser votre appréhension ! C'est la dernière occasion de les voir. Et de revenir, dans cinq ou dix ans, pour servir de passeurs de mémoire. De leur mémoire »

Nicole Finch

Une apprentie parachutiste

Sur terre comme dans les airs, les visiteurs américains affluent, simples amateurs d'histoire, pilotes de ligne en retraite et certifiés sur Dakota, petits-enfants impatients de remonter les traces d'un grand-père ayant appartenu à la « Greatest Generation », celle qui vainquit les militarismes allemand, italien et japonais en 1945.

Parmi les touristes anglo-saxons, les plus sportifs se jettent dans le vide, casqués et sous suspense. Depuis le 1^{er} juin, les « drops » de parachutistes civils revêtus d'uniformes d'époque s'enchaînent, signe d'un engouement croissant pour cet anniversaire outre-Atlantique.

Parmi les apprentis parachutistes, Nicole Finch est une novice. Originnaire de Louisville, Kentucky, cette modiste de 38 ans a attrapé le « virus » à l'occasion d'un tour historique en 2018 avec son père, un vétéran de l'US Air Force passé par l'Afghanistan et passionné par la Seconde Guerre mondiale. Sitôt de retour chez elle, elle a entamé une formation parachutiste et présenté sa candidature pour rejoindre le WWII Airborne Demonstration Team. L'attente fut longue et l'entraînement éprouvant, mais elle a été acceptée parmi ces figurants très sportifs, après sept sauts validés, et elle se lancera avec 49 camarades ce jeudi à l'assaut des « dropzones » entre Sainte-Mère-Église et Carentan, sanglée dans sa combinaison para, sous voilure ronde et avec un paquetage réglementaire de 38 kg, pour le plus grand plaisir des puristes en dessous. Et des tout derniers survivants d'Overlord. « Ces gars-là avaient 17-18 ans et ils ont fait la même chose, mais de nuit et à travers une grêle de balles, alors ça vous fait relativiser votre appréhension ! confie Nicole à la chaîne de télévision WDRB de Louisville. C'est la dernière occasion de les voir. Et de revenir, dans cinq ou dix ans, pour servir de passeurs de mémoire. De leur mémoire. »

Le tourisme mémoriel, justement, est un secteur en pleine expansion en Amérique. Si l'intérêt pour la Normandie ne se dément pas depuis la visite très médiatisée du président Ronald Reagan en 1984, il a connu un regain remarquable après la sortie du film de Steven Spielberg *Il faut sauver le soldat Ryan* en 1998, suivi par la diffusion de la série *Band of Brothers* en

2001, par le même Spielberg et Tom Hanks.

Depuis La Nouvelle-Orléans, Terri Sercovich contemple le chemin parcouru. L'impact de ces œuvres de fiction a indéniablement marqué le public américain. Elle travaille depuis dix ans pour la société Stephen Ambrose Historical Tours, spécialiste de voyages organisés en Europe autour des champs de bataille de 1944-1945, celle-là même qui a été sollicitée par Nicole Finch et son père en 2018. « Je reviens de Londres, où nous avons accueilli durant trois jours quinze groupes de 35 personnes chacun, soit 550 participants, et lancé le top départ de leurs excursions, résume Terri. C'était incroyable ! »

Certains tours se concentrent exclusivement sur les plages, tandis que d'autres empruntent le déroulé exact de la série *Band of Brothers*, depuis le bocage normand et Carentan, jusqu'au nid d'aigle de Hitler à Berchtesgaden (Bavière), via Arnhem aux Pays-Bas et Bastogne en Belgique.

« Avant le Covid, nous faisons en moyenne 5 tours de ce genre. En 2024, nous en sommes à 15, dont trois pour le seul mois de mai. Et pour 2025, nos tours se remplissent très en amont. » Que recherchent les candidats ? « Nous avons beaucoup de demandes de groupes privés, en famille ou entre amis, de grandes entreprises pour des levées de fonds », ajoute Terri. Les retours d'expérience révèlent autant les filiations que les deuils parfois inachevés. « Avec mon frère, nous avons eu le privilège de nous rendre sur Utah Beach où notre père débarqua le 25 août 1944, confie un participant ému, dans le livre d'or. Ce fut une expérience forte en émotions et cathartique. »

Beaches of Normandy, un autre tour-opérateur fondé en 2021, confesse la même croissance exponentielle en trois années d'existence. « Nos clients sont américains pour la grande majorité, seniors et passionnés d'histoire, qui avaient coché les plages du Jour J sur leur "bucket list" (liste des choses à faire avant de mourir), précise Milan Magyar, responsable marketing de l'agence. Mais nous voyons de plus jeunes générations trentenaires ou quarantenaires, qui emmènent leurs enfants. La plupart ont vu les œuvres de Hanks et Spielberg, et confessent vouloir en apprendre plus, étant donné les carences du système scolaire sur l'histoire contemporaine. Récemment, la série *Masters of the Air* (sur Apple+, dernier volet du triptyque Hanks-Spielberg sur la Seconde Guerre mondiale), a relancé l'intérêt. Et puis, outre le 80^e anniversaire du Jour J, 2024 marque aussi le 110^e anniversaire du début de la Grande Guerre et s'achèvera par les commémorations de la bataille des Ardennes », en Belgique.

Tous les thèmes inspirent désormais les agences : Beaches of Normandy étend son offre aux champs de bataille de la Première Guerre mondiale ; à la campagne d'Italie 1943-1944, de Salerne à Rome en passant par le monastère de Monte Cassino ; à l'Allemagne, de Nuremberg à Berlin via le Musée des panzers à Münster. « Nous avons même, rsOenichérit Milan Magyar, un tour en Pologne, qui passe le Wolfsschanze (la fameuse tanière du loup de Hitler en Masurie, NDLR), et Gdansk, où fut tiré le premier coup de feu en 1939. » Un peu plus proche de champs de bataille très actuels, ceux-là, sans pour autant décourager les aficionados de ce fructueux tourisme de mémoire. ■

M. P.

« Nos clients sont américains pour la grande majorité, seniors et passionnés d'histoire, qui avaient coché les plages du Jour J sur leur "bucket list" (liste des choses à faire avant de mourir). Mais nous voyons de plus jeunes générations trentenaires ou quarantenaires, qui emmènent leurs enfants »

Milan Magyar

Responsable marketing de l'agence Beaches of Normandy

Loris Boichot

La candidate du camp Macron appelle les électeurs à soutenir « les vrais proeuropéens » face à un RN « qui veut détruire l'Europe de l'intérieur ».

Valérie Hayer est présidente sortante du groupe Renew au Parlement européen et tête de liste de la coalition Renaissance-MoDem-Horizons-UDI pour les élections européennes.

LE FIGARO. - « Réveillons-nous ! », a lancé samedi le premier ministre, Gabriel Attal. Cela veut-il dire que votre camp risque de s'endormir dimanche ? VALÉRIE HAYER. - Cela veut dire que rien n'est joué et ça veut dire « attention » : on ne peut pas laisser l'extrême droite à 40 % dans le pays, avec le risque d'envoyer un contingent important de députés européens qui détestent l'Europe. Quelle image de la France renverrait-elle ? Quelle serait la capacité d'influence de la France ? C'est ça qui se joue. Le RN est le double vainqueur sortant aux européennes. Qu'a-t-il fait ? Rien. Cela fait quarante ans que la famille Le Pen squatte le Parlement européen pour dire que rien ne va en Europe. Ça suffit !

Le dernier sondage Ifop-Fiducial pour *Le Figaro* vous crédite de 15 % d'intentions de vote et d'une quinzaine d'élus. Comment comptez-vous rebondir d'ici à dimanche ? Mon enjeu, c'est d'aller chercher les électeurs d'Emmanuel Macron du premier tour de 2022. Je dis aux Français : allez voter, ce n'est pas une élection comme les autres. Ce qui se joue là, c'est notre avenir. On a commencé à faire bouger les lignes en Europe et nous devons continuer.

Vous faites partie d'une formation politique historiquement proeuropéenne, comme Raphaël Glucksmann (Parti socialiste-Place publique), Marie Toussaint (Les Écologistes) et François-Xavier Bellamy (Les Républicains). Pourquoi faudrait-il voter pour vous et non pour eux ? D'abord, une précision : les socialistes et les Républicains ont toujours été historiquement divisés sur l'Europe. Ensuite, il y a les proeuropéens de posture et les vrais proeuropéens, ceux qui obtiennent des résultats. Moi, je suis influente. J'ai l'honneur de présider un groupe central au Parlement européen, sans lequel aucune majorité n'est possible. J'assume d'agir dans une coalition. Raphaël Glucksmann et François-Xavier Bellamy, eux, se plaignent. Ils n'ont pas été au rendez-vous de l'Histoire : ils n'ont pas voté l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050, ni le plan de relance de l'économie, ni le pacte asile-immigration qui nous permet de reprendre le contrôle de nos frontières. Normalement, quand on est proeuropéen, on sait faire des compromis et on vote les textes majeurs. J'ai pour ma part tout le temps répondu présent.

« C'est le paradoxe de ce scrutin : alors même qu'on n'a jamais eu autant besoin d'Europe, on risque de voir arriver au Parlement une cohorte de députés qui détestent l'Europe »

Était-ce une erreur de déclarer dans *Le Figaro*, au début de votre campagne, que Raphaël Glucksmann vote 90 % des textes avec vous ? Cela ne risque-t-il pas de pousser des électeurs macronistes issus de la gauche à voter pour lui ? Je laisse cela aux analystes. La réalité, c'est celle-ci : les compromis et les coalitions, telle est la manière dont on travaille au Parlement européen. Les socialistes et les Républicains, visiblement, ne veulent pas assumer ça. C'est une de nos différences majeures. Je n'ai pas le compromis honteux et j'ai horreur de l'immobilisme.

En installant un face-à-face avec le RN, ne l'avez-vous pas érigé en premier vote anti-Macron ?



Valérie Hayer : « Je ferai tout pour éviter qu'on passe de l'Europe de Veil à l'Europe de Le Pen »

Quand on est proeuropéen, on combat par essence l'extrême droite, qui veut détruire l'Europe de l'intérieur. C'est donc mon adversaire principal dans cette élection. Penser que c'est en se repliant sur nous-mêmes qu'on sera plus efficaces, c'est soit de la naïveté, soit du mensonge, soit de l'irresponsabilité. Les élus du RN surfent sur les peurs et les instrumentalisent. Au Parlement européen, ils n'ont pas travaillé. Ils disent qu'ils sont là pour protéger les Français, mais ils n'ont pas voté le plan de relance qui a sauvé des milliers d'emplois, ni la taxe carbone aux frontières qui protège nos industries, ni le salaire minimum qui permet de lutter contre la concurrence déloyale. Ensuite, ils changent de positions au gré du vent – sur la sortie de l'euro et de l'Union européenne par exemple, parce qu'ils ont compris que leur programme faisait peur aux Français. En réalité, quand on gratte un peu, on voit que leur projet est de détruire l'Europe de l'intérieur. Je ferai tout pour éviter qu'on passe de l'Europe de Simone Veil à l'Europe de Mme Le Pen.

Malgré ces alertes, pourquoi cela vous semble-t-il si difficile de contrer le RN ? Je pense que les Français sont inquiets. Je comprends qu'ils soient en colère face au chamboulement du monde. Je suis tout à fait à l'aise avec la politique du gouvernement, même si je comprends que certains Français n'aient pas apprécié, par exemple, la réforme des retraites. Elle était impopulaire mais nécessaire. Nous avons eu le courage de l'honnêteté : la retraite à 60 ans du RN, c'est soit un mensonge, soit des impôts qui explosent. Mais, simplement, je leur dis : ne vous laissez pas séduire par des

discours simplistes. Dimanche, ce n'est pas un vote national pour définir la politique du gouvernement. C'est notre avenir en Europe qui se joue, la place de la France en Europe et la place de l'Europe dans le monde, au service des Français. Cette élection est historique, avec des défis colossaux – retour de la guerre sur le continent, intelligence artificielle, réchauffement climatique, risque de décrochage économique. C'est le paradoxe de ce scrutin : alors même qu'on n'a jamais eu autant besoin d'Europe, on risque de voir arriver au Parlement une cohorte de députés qui détestent l'Europe.

Colère d'agriculteurs, débat sur le dérapage budgétaire, violences en Nouvelle-Calédonie, attaque d'agents pénitentiaires dans l'Eure... Votre campagne a paru parasitée par une série d'événements qui ont obligé le gouvernement à réagir. Avez-vous mené la campagne que vous vouliez ? J'aurais évidemment préféré que l'on parle davantage d'Europe. Mais, derrière chacun de ces événements ou drames, il y a des enjeux européens : l'agriculture bien sûr, mais aussi la Nouvelle-Calédonie, concernée par les ingérences étrangères, l'attaque du fourgon pénitentiaire, qui renvoie à la lutte contre les narcotrafiquants... Malheureusement, mes adversaires ont voulu déporter le débat sur les enjeux nationaux. Mais on parle d'une élection européenne. Le député européen n'est pas responsable de la réforme des retraites, pas plus que de l'assurance-chômage ou de la sécurité dans les banlieues. Tous ceux qui promettent le contraire aux Français sont des menteurs.

Sur fond de riposte israélienne à Gaza, le conflit israélo-palestinien a aussi bousculé la campagne. Votre numéro deux, Bernard Guetta, s'est dit favorable à la reconnaissance d'un État palestinien, mais pas vous, dans l'immédiat. Quelle est la ligne de votre liste ? La ligne est très claire : nous sommes favorables à la reconnaissance d'un État palestinien, quand les conditions seront réunies. Il faut aller vers la solution à deux États. C'est la condition de l'apaisement. Ça doit être un outil diplomatique au service de la paix.

Comprenez-vous que les oppositions critiquent un chef de l'État « va-t'en guerre », quand il propose d'envoyer des militaires instructeurs en Ukraine ? Il faut aider les Ukrainiens à gagner cette guerre le plus vite possible. Ce n'est pas seulement leur guerre. Le Kremlin fait planer une lourde menace sur nos démocraties. Si Poutine gagne cette guerre, qui sait où il s'arrêtera ? S'il gagne cette guerre, il détiendra 30 % des réserves mondiales de blé, ce qui ferait s'envoler le prix du pain et des pâtes. Un euro pour protéger les Ukrainiens, c'est donc un euro pour protéger les Français. Personne n'a envie d'aller à l'affrontement. Mais il faut que l'on se prépare et que l'on joue le rapport de force, si l'on veut éviter que la Russie nous attaque.

Votre programme propose le développement d'une « Europe de la défense », un plan d'investissement massif, plus de gardes-frontières européens ou encore un « bouclier commercial européen ». Qu'est-ce qui vous a empêché de mettre en œuvre ces mesures par le passé ?

« Ce qui me distingue des autres, c'est que mes propositions sont réalistes », précise Valérie Hayer. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

On a pu mettre en œuvre près de 90 % de notre programme de 2019 : « pacte vert », régulation des géants du numérique, Europe sociale, politique industrielle européenne... Entre-temps, la crise sanitaire et la guerre en Ukraine ont confirmé notre besoin d'avancer. Le monde est différent d'il y a cinq ans. Ce qui me distingue des autres, c'est que mes propositions sont réalistes.

Même votre plan d'investissement de 1 000 milliards d'euros, qui a peu de chances d'être accepté par nos voisins européens alors que la France est déjà vue comme dépensière ? Les États-Unis s'endettent. La Chine investit. On n'a pas d'autre choix que d'investir ensemble, si on ne veut pas rester en marge de la compétition mondiale. Nos partenaires vont comprendre ce principe de réalité. C'est la condition pour préserver notre modèle européen, ce qui créera de l'emploi pour les Français et les Européens.

« Demain, l'une de mes priorités sera aussi d'enrayer la poussée de l'extrême droite, qu'on voit partout en Europe : en bousculant les codes et en obtenant des résultats visibles »

Sur l'immigration, la ligne n'est pas claire dans votre camp, entre ceux qui établissent un lien avec l'insécurité et ceux qui s'y refusent. Quelle est votre position ? On dit tous la même chose : il n'y a pas de lien systématique. Il y a des migrants qui sont délinquants, mais, contrairement à certains, je ne considère pas que derrière chaque migrant il y a un délinquant ou un terroriste en puissance. Le vrai sujet, c'est la lutte contre l'immigration illégale. Avec la loi immigration votée au Parlement européen, on peut enregistrer pour la première fois les migrants qui arrivent en Europe. S'ils n'ont pas le droit d'y accéder, on les renvoie.

Discussions autour d'un nouveau débat Macron-Le Pen, face-à-face Attal-Bardella, irruption du premier ministre lundi à l'une de vos conférences... Le couple exécutif a parfois semblé vous éclipser. Est-il pour vous un atout ou un frein ? J'ai participé à pas moins de huit débats dans cette campagne. Je suis heureuse et fière de bénéficier du soutien du président de la République et du premier ministre. Je n'ai pas besoin que mes adversaires intentent un procès en machisme à deux balles et me donnent des leçons de féminisme.

Ce scrutin est la dernière élection nationale avant 2027. Le macronisme, comme force de dépassement droite-gauche, joue-t-il son avenir dimanche ? Je participe à une élection européenne. Je le dis aux Français : je ne serai pas candidate à la présidentielle. Je sais bien que tous mes adversaires sont projetés sur autre chose. Mais c'est avant tout l'influence de la France en Europe qui est en jeu. Je ne me trompe pas de scrutin.

Votre allié centriste François Bayrou a admis lundi, dans *Le Figaro*, qu'il faudra « conduire des réflexions » après le 9 juin. Quelles leçons politiques faudra-t-il tirer, en particulier en cas d'échec ? Je suis focalisée sur ma campagne. Lundi matin, quand j'arriverai au Parlement européen, mon enjeu sera de construire une nouvelle coalition avec des proeuropéens, afin de mener notre projet. Demain, l'une de mes priorités sera aussi d'enrayer la poussée de l'extrême droite, qu'on voit partout en Europe : en bousculant les codes et en obtenant des résultats visibles.

Quel est votre avenir personnel ? Inconnue du grand public, vous avez été propulsée aux avant-postes lors de cette campagne. Était-ce circonscrit au temps de l'élection ou avez-vous l'intention de rester l'une des figures médiatiques du camp Macron ? Cette campagne m'a effectivement permis de gagner en visibilité. Ce sera un très bon levier pour continuer de parler d'Europe aux Français. De leur dire en quoi le Parlement européen n'est pas un machin qu'on ne comprend pas vraiment, mais un lieu où l'on agit dans leur intérêt. ■

Jordan Bardella : « Derrière le vote RN, il y a l'ambition du changement et d'une rupture »

Paul Laubacher et Célestine Gentilhomme

Favori des sondages, le président du RN et tête de liste se projette déjà vers la présidentielle de 2027.

Jordan Bardella est euro-député sortant et tête de liste du Rassemblement national (RN) aux élections européennes, qui se dérouleront dimanche 9 juin.

LE FIGARO. – Tous les sondages vous prédisent un score au-dessus de 30 %. Comment l'expliquez-vous ? Est-ce un vote massivement contestataire ?

JORDAN BARDELLA. – D'abord, rien n'est gagné. Je vais me battre jusqu'à la dernière seconde pour mobiliser les électeurs du Rassemblement national (RN), mais aussi aller convaincre autour de nous tous les Français qui ont le cœur qui saigne en voyant l'état du pays. Plus aucun Français n'est insensible au délitement généralisé, qui passe de la situation économique extrêmement préoccupante au désordre sécuritaire et migratoire qui gagne l'ensemble du territoire, de la métropole jusqu'à l'outremer. Dans ce monde en convulsion, le Rassemblement national apparaît aujourd'hui comme un abri, un recours et une force d'espoir pour des millions de Français. Depuis que j'ai été élu président du RN, je porte l'ambition de créer les conditions pour un rassemblement et une union autour de nous. À commencer par les orphelins de la droite qui sont en quête d'une incarnation, d'un leader, d'un projet et d'une formation politique. Or, je crois que le RN a vocation à créer les conditions de ce rassemblement. C'est évidemment l'expression d'une colère contre Emmanuel Macron et surtout le souhait de voir se préparer l'alternance. La grande différence avec les dernières élections, en 2019, est sans doute que les attentes à l'égard du RN ne sont plus les mêmes. Elles ne sont pas simplement celles d'un mouvement politique qui verrait sa liste arriver en tête du scrutin. Derrière le vote RN, il y a désormais l'ambition du changement et d'une rupture.

« Unir la droite, c'est une trop petite ambition. Je veux unir tous les Français qui refusent le délitement de notre pays et veulent défendre notre identité, notre culture et notre souveraineté »

Vous réalisez dans les sondages de meilleurs scores que le camp présidentiel dans presque toutes les tranches sociales, à l'exception des catégories aisées. Comment l'expliquez-vous ?

Nous progressons aujourd'hui dans toutes les catégories de la population, comme dans tous les territoires. Il n'y a plus une catégorie sociale ni un territoire qui n'est plus insensible aux idées que nous portons. Il y a peut-être chez une partie de la France qui se porte bien le sentiment d'avoir pendant longtemps été protégée à la fois du déclin, du déclassement et du délitement généralisé du pays. Je pense que cette opacité est devenue porosité. Même lorsque vous avez un bon salaire et que vous vivez bien – ce qui malheureusement est en train de devenir une exception –, vous êtes confronté à l'insécurité, à la violence et à l'effondrement des services publics, comme l'école ou l'hôpital. Ces Français-là sont de moins en moins insouciant. Il est illusoire de lire le paysage politique comme un affrontement entre le peuple et les élites. Il y a un ferment de patriotisme au sein du peuple qui existe aussi au sein de l'élite. Mon ambition est justement de faire cette jonction entre cette France populaire et moyenne et une partie de l'élite qui, elle aussi, souhaite le redressement de notre pays.

Certains de vos adversaires affirment que votre victoire ne changera rien, comme en 2014 ou en 2019. Pourquoi celle-ci devrait différer ? Alors pourquoi sont-ils si inquiets ? Il faut qu'ils sortent de leurs bulles et regardent le monde autour d'eux. L'Europe d'aujourd'hui n'est plus l'Europe d'hier. Le seul problème, c'est que l'Union européenne d'aujourd'hui est



« Mon ambition n'est pas seulement la conquête, mais aussi l'exercice du pouvoir », affirme Jordan Bardella. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

encore celle d'hier. La page de l'Europe de Merkel, Hollande et Renzi, dans laquelle le courant d'idées que nous portions était isolé, est en train d'être refermée. On voit se dégager partout sur le continent des formations politiques, soit émergentes ou au gouvernement, qui portent dans leur pays l'ambition que je porte en France avec Marine Le Pen de bâtir l'Europe du XXI^e siècle sur les nations, leurs souverainetés, leurs identités et leurs libertés. Plus largement, le RN, qui hier s'inscrivait dans une démarche de contestation, est aujourd'hui en train d'achever sa mue de parti de gouvernement à vocation majoritaire. Nous avons nous-mêmes évolué sur un certain nombre de positions, notamment le rapport aux institutions européennes. Ce, précisément parce que la donne politique a évolué en Europe. On ne quitte pas la table quand on est en train de gagner la partie.

Vous dites souvent : « Un jour, un tour, un vote. » Vous ne voulez vraiment pas que Marion Maréchal, qui mène la liste de Reconquête, soit élue elle aussi ? L'horloge tourne et la France n'a plus le temps d'attendre. Dans cette élection, il y a des gens qui ont parlé du rassemblement et de l'union, puis il y en a qui l'ont fait. Notre pire ennemi, c'est le temps. La France court le risque aujourd'hui de son effacement, et notre civilisation celui de sa disparition. J'ai voulu tendre la main aux électeurs d'Éric Zemmour parce que ce sont des patriotes sincères. Reconquête est aujourd'hui une impasse : en étant créditée entre 5 % et 6 % des voix, Marion Maréchal ne peut pas gagner ces élections, et très certainement son mouvement ne peut pas gagner la prochaine élection présidentielle. Moi, je suis en capacité de gagner ces élections, et nous sommes en capacité de gagner la prochaine présidentielle. Le temps de la division doit être derrière nous. J'appelle les électeurs d'Éric Zemmour à venir travailler à mes côtés, l'état du pays impose le rassemblement. Il est fondamental de regrouper ces voix sur la seule liste qui peut battre Emmanuel Macron. Je regrette que Marion Maréchal ait fait le choix d'utiliser son énergie au service d'un parti politique aujourd'hui donné à 5 %, plutôt que d'aider les patriotes du camp national les mieux placés pour l'emporter.

Le clivage qui structure aujourd'hui la vie politique, entre le camp Macron et vous, sera-t-il toujours valide demain ?

Vous rêvez-vous de « grand remplacer » la droite face à une gauche reconstruite ? J'entends très souvent l'accusation faite par un certain nombre de mes concurrents d'avoir avec la macronie vampirisé le paysage politique français sous la forme d'un duel entre Renaissance et le RN. Ce sont les Français qui ont décidé de ce clivage gauche-droite à deux reprises lors d'une élection présidentielle, et à deux reprises lors des élections européennes. Cette lecture est insuffisante pour expliquer la recomposition du paysage politique, ce n'est qu'une lecture partisane. Le clivage qui va structurer les prochaines années verra s'affronter les partisans de la puissance – que nous sommes – aux partisans du déclin. Je porte des valeurs dans lesquelles beaucoup d'électeurs de droite peuvent se reconnaître, mais aussi des électeurs de gauche attachés à la laïcité, à la justice sociale et à la République sociale. Je refuse de m'enfermer dans un clivage qui me ferait revenir en arrière. Unir la droite, c'est une trop petite ambition. Je veux unir tous les Français qui refusent le délitement de notre pays et veulent défendre notre identité, notre culture et notre souveraineté.

« J'appelle les électeurs d'Éric Zemmour à venir travailler à mes côtés, l'état du pays impose le rassemblement. Il est fondamental de regrouper ces voix sur la seule liste qui peut battre Emmanuel Macron »

La création d'un « supergroupe » nationaliste au Parlement européen, comme le souhaite Marine Le Pen, est-il un fantasme ou une réalité ? Que diriez-vous à Giorgia Meloni, présidente du Conseil italien, pour la convaincre de faire alliance avec vous ? C'est l'une des possibilités sur la table. En tant que député européen et chef de parti, je travaille à l'élargissement du groupe Identité et démocratie (ID) et au dépassement des clivages politiques au sein du Parlement européen. Je considère que le mouvement que nous portons a vocation demain à arriver au pouvoir. Deux pays seulement ont la capacité à la fois diplomatique et financière d'impulser un changement de fonc-

tionnement de l'Union européenne : la France et l'Allemagne. Dans ce cadre-là, je souhaite que nous puissions rassembler partout en Europe les formations patriotes et souverainistes qui, certes, peuvent avoir des différences, par exemple sur leurs conceptions sociales ou sociétales. Mais qui sont fidèles à l'idée originale de la construction européenne : être unis dans la diversité, et non dans l'uniformité. Nous dialoguons avec des partis politiques qui ne sont pas dans notre groupe. Marine Le Pen a été invitée il y a quelques jours à Madrid au meeting des Conservateurs et réformistes européens (CRE), auquel même Marion Maréchal et Éric Zemmour n'étaient pas conviés. Nous y avons été invités parce que tous les partis politiques patriotes savent que nous incarnons une possibilité de changement sur la scène européenne. Quant aux possibilités d'un « supergroupe », d'un intergroupe ou même d'un nouveau groupe, tout dépendra de l'équilibre des forces. Ce qui est clair, c'est que je souhaite que le RN puisse mettre en minorité l'Europe de Macron et ses alliés comme nous l'avons fait à l'Assemblée nationale. Mais je veux aussi que nous disposions de la plus grande délégation nationale d'eurodéputés.

Vous annoncez à vos électeurs que si le soir du 9 juin vous battez durement la liste de la majorité présidentielle, vous demanderez la dissolution de l'Assemblée nationale. Pensez-vous vraiment obtenir une majorité lors d'hypothétiques législatives anticipées ? Surtout, êtes-vous prêt à gouverner ? Au regard du paysage politique, s'il devait y avoir demain une dissolution sur un point purement statistique, le RN pourrait obtenir une majorité. Mon ambition n'est pas seulement la conquête, mais aussi l'exercice du pouvoir. J'appartiens à une génération qui demain sera amenée à gouverner. La question, c'est quand ? Le plus vite possible. J'ai fait la démonstration dans ces élections européennes de notre capacité à travailler avec des personnes qui ne viennent pas de notre groupe et souhaitent mettre leurs compétences au service du redressement du pays. Je pense au préfet Fabrice Leggeri, spécialiste de l'immigration et ancien directeur de Frontex, qui figure en troisième position sur notre liste. Je pense aussi à Malika Sorel, membre du Haut Conseil à l'intégration, ou à Matthieu Valet, ancien commissai-

re de police. D'autres nous rejoindront encore. La politique est une affaire de vague. Le courant d'idées qui nous porte est un courant puissant. Chaque jour qui passe, nous nous y préparons.

Marine Le Pen vous a déjà choisi comme premier ministre si jamais elle était élue à l'Élysée en 2027. Jordan Bardella à Matignon, qu'est-ce que cela donne ?

Je ne fais pas de politique-fiction. Je ne répartis pas les postes avant d'avoir gagné l'élection. Nous travaillons avec Marine Le Pen à préparer non pas seulement l'arrivée au pouvoir, mais aussi l'exercice du pouvoir. Cela passe par la préparation en amont d'un calendrier, d'une équipe, de projets de loi applicables dès notre arrivée au pouvoir. La position dans laquelle se trouve le RN fait peser sur nos épaules, et accessoirement sur les miennes, une responsabilité à l'égard des millions de Français qui nous font confiance. Ce que les Français vivent n'est pas une fatalité, mais la conséquence de choix politiques. Le quinquennat se prépare maintenant. Gouverner la France, c'est faire face à une gestion d'état de crise permanente : migratoire, économique, le retour de la guerre aux portes de l'Europe. Dans les prochaines années, les gens chercheront davantage des caractères et des convictions plutôt que des projets politiques préconçus.

Vous avez affronté en débat Gabriel Attal, premier ministre d'Emmanuel Macron. Pensez-vous l'avoir battu ? Oui, de la même manière que lui vous répondrait qu'il a gagné ce débat. Ce n'était pas un match de boxe. Gabriel Attal m'a donné le sentiment qu'un autre Macron est possible. Il porte en lui tous les défauts d'Emmanuel Macron, que les Français rejettent aujourd'hui. J'ai été très surpris et choqué de voir ses sourires en coin lorsque j'évoquais les augmentations des prix de l'électricité. C'est l'art du mensonge érigé en méthode de gouvernance et de contradiction. Il arrive à dire, les yeux dans les yeux, qu'ils n'ont pas changé sur le nucléaire ou que les factures d'électricité baissent pour nos concitoyens. Cette attitude nourrit un ressentiment négatif pour beaucoup de concitoyens à l'égard de ceux qui sont au pouvoir. J'ai été dans ce débat l'avocat des Français comme j'essaie de l'être dans tous les débats auxquels je participe. ■

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

Le président américain a annoncé des restrictions du droit d'asile proches de celles prises par Donald Trump.

Joe Biden a fini par prendre des mesures d'urgence pour réduire le flux de migrants clandestins. Trois ans après son entrée en fonction et en pleine campagne difficile pour sa réélection, le président américain a annoncé, mardi, d'importantes restrictions au droit d'asile à la frontière avec le Mexique. Les nouvelles mesures, qui devaient entrer en vigueur mardi à minuit, réduisent de façon importante l'entrée des demandeurs d'asile, et resteront en vigueur aussi longtemps que les entrées illégales sur le territoire américain resteront supérieures à 2500 par jour.

« Cette action permettra de reprendre le contrôle de notre frontière et de rétablir l'ordre », a déclaré Biden lors d'une allocution à la Maison-Blanche. *Nous devons nous rendre à l'évidence : pour protéger l'Amérique en tant que terre d'accueil d'immigrants, nous devons d'abord sécuriser la frontière, et ce dès maintenant. Si les États-Unis ne sécurisent pas leur frontière, il n'y aura pas de limites au nombre de personnes qui essaieront de venir ici. »*

Une fois le décret entré en vigueur, les migrants clandestins seront immédiatement expulsés du territoire, et s'exposeront à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'interdiction de revenir aux États-Unis pendant cinq ans, ainsi qu'à d'éventuelles poursuites pénales.

Seuls ceux capables d'invoquer une « raison convaincante », comme une persécution directe et réelle justifiant une exemption, seront autorisés à rester. « Bien que ces mesures soient importantes, elles ne suffisent pas à sécuriser véritablement la frontière », a ajouté Biden, *nous devons aussi changer nos lois.* « La frontière n'est pas une question politique à instrumentaliser », a ajouté Biden, qui a dit qu'il aurait préféré une action plus profonde et plus durable par le biais d'une loi, mais que « les républicains ne m'ont pas laissé le choix ».

Cette proposition permettant au président de presque fermer la frontière en cas d'afflux massif de clandestins faisait partie du projet de loi élaboré en avril dernier par des sénateurs républicains et démocrates. La loi avait été rejetée par les élus républicains sous les pressions de Donald Trump, qui n'entendait pas se priver de l'un de ses thèmes de campagne favoris.



Après avoir traversé la clôture frontalière, des migrants se dirigent vers un fourgon de la police aux frontières, mardi, à Jacumba Hot Springs, en Californie.

Joe Biden impose des mesures pour endiguer l'immigration clandestine

La mesure doit entrer immédiatement en vigueur, puisque voici des mois que le seuil d'entrées illégales a largement dépassé les 2500 par jour depuis l'entrée en fonction de Biden en janvier 2021. En avril, la patrouille des frontières a interpellé plus de 4300 clandestins par jour en moyenne le long de la frontière mexicaine. Même si ce chiffre est en baisse relative depuis décembre, les autorités américaines craignent que le nombre augmente de nouveau en flèche avant l'été, comme c'est traditionnellement le cas.

Des sondages préoccupants

Les deux dernières années ont vu le nombre de migrants clandestins augmenter de façon vertigineuse, dans un mouvement de population sans précédent. Biden, qui a, depuis son élection, tenté d'endiguer ce flot sans recourir à des mesures rappelant trop celles de son prédécesseur, a fini par adopter des restrictions drastiques du droit d'asile, devenu le principal moyen pour les clandestins du monde entier d'entrer sur le territoire américain avec l'inten-

tion d'y rester. Les tribunaux débordés ne parviennent pas à traiter les dossiers, et les reboutés s'installent aux États-Unis sans qu'ils ne soient jamais expulsés.

Cette explosion de l'immigration clandestine a été dénoncée par les républicains comme une impéritie totale de l'Administration démocrate. Le Texas, l'un des quatre États frontaliers, et celui possédant le long du Rio Grande la plus longue frontière avec le Mexique, a pris des mesures pour endiguer les passages clandestins en défiance du gouvernement fédéral. Son gouverneur, Greg Abbott, critique virulent de Joe Biden, a mobilisé depuis 2021 la Garde nationale de son État le long de la frontière, disputant dans certains endroits l'autorité de Washington.

Les sondages préoccupants pour la réélection de Biden indiquent aussi que la question de l'immigration clandestine est l'une des principales faiblesses du président sortant, y compris dans une partie de l'électorat démocrate. Biden a fini par invoquer la disposition 212 de la

loi sur l'immigration et la nationalité, qui permet au président de limiter les entrées de certains migrants s'il estime que cela porte « préjudice » à l'intérêt national. Trump s'était appuyé sur les mêmes dispositions, y compris pour sa directive de 2017 visant à interdire les citoyens des pays à majorité musulmane et ses tentatives l'année suivante pour restreindre le droit d'asile.

Les restrictions prévues doivent rester en vigueur jusqu'à deux semaines après que le nombre d'interpellations de clandestins est retombé en dessous de 1500 par jour. La directive devrait cependant exclure les demandeurs d'asile qui ont pris rendez-vous avec les autorités aux points d'entrée à l'aide de l'application CBP One, lancée l'année dernière.

Les réseaux sociaux, qui détaillent les moindres subtilités des lois américaines, permettent aux migrants clandestins de contourner les mesures prises pour réduire leurs possibilités de demande d'asile.

Cependant, de nombreuses questions et complications subsistent. L'Admi-

nistration Biden a déjà conclu un accord avec le Mexique en vertu duquel ce dernier accepte d'accueillir jusqu'à 30 000 citoyens cubains, haïtiens, nicaraguayens et vénézuéliens par mois une fois qu'ils se sont vus refuser l'entrée aux États-Unis. Mais on ne sait pas exactement ce qu'il advient des ressortissants d'autres pays qui se voient refuser l'entrée dans le cadre de la directive prise par Biden.

L'expulsion rapide des migrants est aussi compliquée par le financement insuffisant du Congrès, et des problèmes juridiques se posent pour expulser les familles de migrants.

Les républicains du Congrès ont qualifié le décret de Biden de « coup politique » destiné à montrer un renforcement de l'application de la législation sur l'immigration avant les élections. « Il a essayé de nous convaincre pendant tout ce temps qu'il n'y avait aucun moyen pour lui de réparer ce gâchis », a déclaré Mike Johnson, président de la Chambre des représentants lors d'une conférence de presse. *N'oubliez pas qu'il a tout manigancé.* ■

Coup d'envoi des élections pour 358 millions d'Européens

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

Les Néerlandais votent les premiers, ce jeudi, pour leurs députés au Parlement de Strasbourg. Les derniers scrutins se tiennent dimanche.

Ce jeudi 6 juin marque le coup d'envoi des élections européennes, première étape d'un processus politique et institutionnel qui s'étirera jusqu'à l'automne. Les Néerlandais ouvrent le bal ce jeudi. Ce sera vendredi au tour des Tchèques et des Irlandais. Puis on votera samedi en Lettonie, à Malte, en Slovaquie mais aussi en Italie, où les bureaux sont aussi ouverts dimanche. Ce jour-là, les électeurs de tous les autres États membres, dont la France, glisseront à leur tour un bulletin dans l'urne. Selon les dernières données d'Eurostat, 358 millions d'Européens sont inscrits sur les listes électorales. Soit bien moins qu'en 2019 (397,7 millions), en raison du départ du Royaume-Uni de l'UE, début 2020. À périmètre comparable, le nombre d'inscrits est toutefois en hausse d'environ 7 millions par rapport à 2019. Cette augmentation s'explique en partie par la décision de l'Allemagne et de la Belgique d'ouvrir le vote aux moins de 18 ans. Avant, seuls trois pays de l'UE – Autriche, Malte et Grèce – permettaient aux mineurs de participer aux européennes.

Au total, 720 eurodéputés doivent être désignés, soit moins qu'en 2019 (750), en raison encore du Brexit et de la redistribution à des États membres d'une partie des sièges que détenait le Royaume-Uni. Les résultats dans les cinq pays les plus peuplés de l'Union – France, Allemagne, Italie, Espagne et Pologne –, pèseront lourd sur la physionomie de la prochaine assemblée. L'Allemagne envoie à Strasbourg 96 élus, la France 81 et l'Italie 76.

Selon les derniers sondages, une nouvelle poussée des partis nationalistes de droite est attendue, marquant l'échec des dirigeants « main stream » de l'UE et de la Commission sortante. « Ces élections pourraient s'avérer être un tournant dans l'histoire de l'UE, les forces de désintégration étant susceptibles d'équilibrer et peut-être d'affaiblir les forces favorisant l'intégration, d'avantage que lors des élections précédentes », souligne Charles Grant, directeur du Centre for European Reform. Les trois partis de la coalition actuelle – les chrétiens-démocrates du PPE, les sociaux-démocrates et les libéraux de Renew –

devraient toutefois conserver la majorité, même si les libéraux pourraient perdre une vingtaine de sièges sur les 102 qu'ils détiennent actuellement. Les Verts sont aussi annoncés en fort recul, estimé à une quinzaine de sièges.

« Ces élections pourraient s'avérer être un tournant dans l'histoire de l'UE, les forces de désintégration étant susceptibles d'équilibrer et peut-être d'affaiblir les forces favorisant l'intégration »

Charles Grant Directeur du Centre for European Reform

Comme prévu dans les traités de l'UE, les résultats de dimanche soir nourriront les tractations pour la désignation des titulaires aux trois fonctions clés des institutions européennes, à savoir la présidence de la Commission européenne, actuellement exercée par l'Allemande Ursula von der Leyen, la

présidence du Conseil européen, que doit lâcher le Belge Charles Michel, et le poste de haut représentant, que l'Espagnol Josep Borrell doit aussi céder. Les résultats des élections européennes façonneront aussi l'agenda stratégique de l'UE pour les cinq prochaines années. Il est en cours de discussions entre les leaders et s'articule autour d'un triptyque : « une Europe forte et sûre » (sécurité et défense, Ukraine, migration, élargissement), « une Europe prospère et compétitive » (compétitivité, climat, politique industrielle, agriculture et défi démographique), « une Europe libre et démocratique » (État de droit, questions sociales).

Reste à placer le curseur : quel niveau d'ambition pour la défense et la sécurité de l'Europe face à la Russie et avec quels moyens ? Quelle profondeur pour les futures législations climatiques, honnies par une partie croissante des Européens ? Comment freiner le décrochage et restaurer la compétitivité de l'Union face à la Chine et aux États-Unis ? Quelle suite donner au pacte migration et asile ?, etc.

Dès le lundi 10 juin, Ursula von der Leyen tentera de concilier les attentes des différentes parties pour sécuriser à la fois le feu vert des Vingt-Sept à sa reconduction à la tête de la Commission – lors du sommet européen des 27 et 28 juin – et un vote à la majorité absolue au Parlement européen – lors du vote envisagé le 18 juillet. Les marges de manœuvre de l'ex-ministre allemande de la Défense sont étroites et il lui faut aussi composer avec la campagne « anti-VDL » lancée auprès des Vingt-Sept par le Conseil européen.

Charles Michel a multiplié les déplacements ces derniers mois, officiellement pour discuter du futur agenda stratégique de l'UE. « D'après ce qui me revient, il a surtout passé beaucoup de temps à dire du mal d'Ursula von der Leyen », lâche une source européenne. À ce stade, l'ex-ministre allemande de la Défense est la mieux placée pour être la prochaine présidente de la Commission. Sauf décrochage surprise, le PPE, la formation politique dont elle est le chef de file, arrivera largement en tête dimanche soir. ■

Week-end sous tension sur le chantier de l'A69

Angélique Négroni

Face à la crainte de violences, l'exécutif a interdit le rassemblement. Les opposants au projet maintiennent leur mobilisation.

La manifestation s'annonce «*extrêmement violente*», a prévenu Gérard Darmanin lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale mardi. «*600 black blocs*» ont prévu de se rendre ce week-end sur le chantier de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres selon le ministre de l'Intérieur qui a demandé l'interdiction du rassemblement. L'ordre s'est aussitôt traduit par la publication d'un communiqué sur le site de la préfecture du Tarn annonçant la prohibition de toute manifestation dans les 17 communes concernées par le tracé dès mercredi soir et jusqu'à lundi prochain à 20 heures. Un arrêté listant une série d'interdictions a également été publié, comme l'usage de drones ou encore le transport de carburant dans des récipients. Pour protéger le chantier ainsi que les élus locaux et les riverains qui y sont favorables, 1000 policiers seront sur le terrain dès vendredi.

Ce déploiement de forces de l'ordre vise à faire reculer les manifestants qui ont, de longue date, choisi cette fin de semaine pour venir sur place et s'opposer une fois de plus à ce projet d'autoroute. «*Convergeons massivement dans le Sud-Ouest, pour une mobilisation populaire de grande ampleur. Bloquons les chantiers de l'A69 et reprenons les terres*», ont notamment écrit les Soulèvements de la Terre sur leur site. Un appel relayé par d'autres soutiens. Parmi eux, le Groupe de lutte anti-macadam, la Confédération paysanne, Extinction Rebellion ou encore Attac qui, à chaque fois, répondent présent pour gonfler les cortèges de manifestants.

Plus d'une fois ces rassemblements ont viré au face-à-face violent avec les forces de l'ordre et donné lieu à des débordements. Se désolidarisant des cortèges pacifiques, des militants radicaux n'hésitent pas à commettre des dégradations en tout genre. Devant les parlementaires mardi, Gérard Darmanin a dressé la liste du matériel saisi lors de ces manifestations. «*Fusées d'alarme, carabines, boules de pétanques, haches, couteaux, marteaux, pelles...*», ont été récupérés lors des précédentes mobilisations en octobre et décembre dernier. «*Avouez que cela n'a rien à voir avec une balade champêtre contestataire*», a lancé l'hôte de Beauvau à l'adresse de ceux qui dans l'Hémicycle critiquaient son discours de fermeté. Alors que des contrôles ont débuté dès lundi dans le Tarn, les gendarmes ont déjà confisqué

«*des haches, des marteaux, des couteaux*», a assuré Gérard Darmanin.

Mercredi, deux associations, La voie est libre et la Confédération paysanne, ont annoncé le maintien de leur action programmée ce week-end, avec notamment une manifestation samedi à 13 heures «*En faisant venir des centaines de policiers, il* (Gérald Darmanin,

« En faisant venir des centaines de policiers, il (Gérald Darmanin) veut à dessein provoquer la violence pour discréditer notre mouvement »

Laurent Prost
Membre de La voie est libre

NDLR) *veut à dessein provoquer la violence pour discréditer notre mouvement, accuse Laurent Prost, membre de La voie est libre. S'il sait que 600 black blocs vont venir, qu'il les fasse arrêter pour sécuriser notre rassemblement et faire respecter un droit : celui de manifester.* » Les opposants au projet dénoncent une pression permanente contre eux : «*La semaine dernière, onze gardes à vue ont eu lieu et tout le monde a ensuite été relâché*», ajoute le même militant en rappelant que trois ZAD sont toujours en place : deux d'entre elles près de Castres et une troisième non loin de Toulouse, celles-ci abritant aujourd'hui plusieurs dizaines d'opposants.

Face à cette nouvelle menace de violence, Atosca, la filiale du groupe

NGE qui s'est vu confier la construction et l'exploitation de cet axe autoroutier de 53 km, va prendre les mesures qui s'imposent. «*On met le chantier en sécurité*», a indiqué mercredi son directeur général, Martial Gerlinger, lors d'une conférence de presse, où il a pointé du doigt des militants qui n'ont, selon lui, rien de pacifistes.

Évoquant «*un chantier inédit*» en raison d'attaques permanentes, le directeur du groupement conception construction de la filiale, Walter Guyonvarch a raconté comment il fallait quotidiennement mettre à l'abri les machines de chantier, sous peine de les retrouver calcinées le lendemain matin. Une contrainte lourde qui oblige à recourir à des porte-engins, à faire cesser plus tôt les

journées de travail et à embaucher une quinzaine de gardiens. «*On perd en productivité*», reconnaît Walter Guyonvarch, qui assure que le calendrier sera tenu et l'autoroute livrée comme prévu fin 2025. Il reconnaît néanmoins que les tensions s'aggravent. En plus de s'en prendre au matériel, les «*anti-A69*» agressent désormais les employés. Aujourd'hui, Atosca dénombre 262 faits, onze engins brûlés, 15 installations dégradées et 115 plaintes déposées. De son côté, la préfecture du Tarn a recensé plus de 200 actions violentes depuis septembre 2022. Elle indique également redouter des risques sérieux de violences pouvant troubler le bon déroulement des élections européennes de dimanche. ■



Des manifestants s'opposent à la police à proximité d'une ZAD occupée par des militants contre le projet d'autoroute A69, le 15 février dernier.

L'épais mystère autour du couple Zieseniss-Thuin

Rozenn Morgat

La femme d'affaires Aude de Thuin a été retrouvée gravement blessée aux côtés du cadavre de son mari.

De leur amour, ceux qui les côtoyaient disent une chose : il était «*inconditionnel*». Depuis plus de quarante ans, ni leurs échecs ni leurs déroutes financières n'avaient porté le moindre entaille au couple. Aude de Thuin et Hubert Zieseniss s'aimaient éperdument, dans les tempêtes comme dans les accalmies.

Lui, l'homme de presse discret, admirait son audace et sa pugnacité, son élan pour tous ses projets au service des femmes entrepreneuses. De son côté, elle chérissait son calme, son élégance et cette sérénité qui en faisaient, disent leurs proches, «*un homme d'envergure*». «*Je rentre avec elle à Paris car je ne suis bien qu'auprès de ma femme*», avait-il confié à des amis au Maroc le mois dernier, alors qu'Aude de Thuin pliait bagage pour venir assister, le 22 mai, à l'ouverture de son dernier forum, Sismic, à Marseille. «*Ils s'aimaient avec beaucoup de respect mutuel. Pas d'un amour passionnel et terrifiant*», souligne une proche.

Rien, donc, ne laissait présager la sanglante nuit de lundi, où Aude de Thuin et Hubert Zieseniss auraient voulu mettre fin à leurs jours ensemble, dans leur appartement parisien du boulevard Haussmann. Le couple

l'avait récemment investi après avoir passé des années à Marrakech, cette ville refuge qui leur avait permis de se reconstruire après la banqueroute du Davos au féminin d'Aude de Thuin, le Women's Forum, cédé in extremis au groupe Publicis en 2011.

Les enquêteurs ne pénètrent sur les lieux du drame que le lendemain matin, autour de 10 heures. La femme d'affaires vient alors d'appeler les secours pour les prévenir, dit-elle, d'une double tentative de suicide. Son mari, âgé de 83 ans, gît inconscient dans leur appartement. Elle décrit aussi d'importantes blessures qu'elle se serait administrées aux bras et leur indique l'adresse. Ses propos sont alors confus.

Un geste tragique

Sur place, Aude de Thuin, les vêtements maculés de sang, leur confesse avoir tué son mari avant de se taillader les veines. Elle les conduit vers la scène qu'elle a décrite plus tôt par téléphone : dans leur chambre, Hubert Zieseniss, couché sur le lit dans un bain de sang, est mort depuis plusieurs heures. Les enquêteurs découvrent qu'une cordelette a été serrée autour de son cou. Plus loin, ils trouvent aussi plusieurs lettres qui semblent expliquer le geste désespéré du couple : «*S'il vous plaît, nous avons*

fait ceci en conscience, ne nous réanimez pas», stipule l'une d'elles.

Depuis, l'enquête ouverte par le parquet de Paris pour «*établir la cause du décès et des blessures*» cherche à déterminer les circonstances exactes de la mort d'Hubert Zieseniss et «*si elles revêtent une qualification pénale*» ou non, précise le ministère public. Les zones d'ombre sont nombreuses : l'homme de presse s'est-il donné lui-même la mort ? A-t-il convenu d'un projet de suicide commun avec son épouse, comme elle le soutient ? La sanglante scène découverte par les policiers est-elle au contraire la face émergée d'une autre histoire ? Après que des premiers soins lui ont été prodigués, Aude de Thuin a été transférée à l'hôpital européen Georges-Pompidou, à Paris, sans que son état permette aux enquêteurs d'en savoir plus sur sa version confuse.

Reste le mobile de ce geste tragique. Dans les cercles du couple, qui avait de nombreux amis et relations, l'émotion le dispute aux hypothèses. On relit les derniers instants partagés avec «*Hubert et Aude*», en scrutant les signaux d'alerte qui auraient pu leur échapper.

«*Aude est fragile. Elle avait déjà fréquenté une clinique, car elle était traversée par des humeurs fortes et changean-*

tes, confie une proche. Mais elle a toujours eu cette manière de garder une façade souriante et volontaire en société. Elle se livrait peu sur ses épisodes dépressifs passés. » «*C'est un tel bouleversement. Je repense à nos conversations récentes, et je réalise que l'emploi du temps d'Aude, qui était saturé, aurait dû m'alerter*», glisse une deuxième amie de longue date. Une autre, qui s'est présentée aux enquêteurs, a évoqué des problèmes financiers importants. D'après elle, ils auraient conduit le couple à ce point de non-retour.

«*Elle était de nouveau en difficulté financière ces derniers temps, confirme une proche. Il y a quelques mois, elle avait prévu de céder son forum Women in Africa (dont elle présidait le conseil d'administration, NDLR). Mais le jour de la signature de la vente, la personne qui devait lui racheter ne s'est pas présentée au rendez-vous. Personne n'a jamais su pourquoi.* » D'après elle, le couple comptait aussi beaucoup sur l'héritage du frère d'Hubert, Jérôme Zieseniss, président du Comité français pour la sauvegarde de Venise. «*Mais il entretenait une relation houleuse avec Aude, reprend-elle. Et ils ont découvert, après sa mort, qu'il ne leur avait rien laissé.* » ■

EN BREF

Haute-Savoie : un éducateur attaqué au couteau par un mineur

Un mineur non accompagné (MNA) de 17 ans a grièvement blessé un éducateur dans un foyer situé sur la commune de La Tour, en Haute-Savoie. Armé d'un couteau, l'adolescent s'est enfermé dans sa chambre mercredi matin en tenant en respect deux éducateurs avec son arme. Il a asséné plusieurs coups à l'un des deux avant de mettre le feu à son lit. Les gendarmes ont dû faire usage de leur arme pour le neutraliser, le blessant grièvement.

La Rochelle : sept enfants à vélo blessés par une automobiliste octogénaire

Un «*choc frontal*» impliquant un groupe d'enfants à vélo et une automobiliste octogénaire, mercredi à La Rochelle, a fait sept blessés dont trois graves, l'une des victimes ayant été hospitalisée en «*urgence extrême*». Cette dernière, une fillette qui faisait partie de ce groupe de douze enfants âgés de 8 à 11 ans inscrits dans un centre de loisirs, a été évacuée par hélicoptère. «*La conductrice, âgée de 83 ans, est négative à l'alcoolémie et aux stupéfiants*», a indiqué le procureur Arnaud Laraize. Placée en garde à vue dans un premier temps, l'automobiliste a été hospitalisée et sa garde à vue, levée «*pour incompatibilité médicale*».

John McEnroe : « L'organisation a commis une énorme erreur avec Djokovic »

Romain Schneider

Finaliste il y a tout juste quarante ans, l'icône balaie l'actualité tout en ayant le passé dans le rétroviseur.

C'est sur une terrasse aménagée par NBC, donnant sur les courts 4 et 5 de la Porte d'Auteuil, que le légendaire gaucher américain, 65 ans, s'est confié une vingtaine de minutes au *Figaro*. Arborant un t-shirt du groupe de rock américain Queens of Stone Age, « *de bons amis* », dit-il, le septuple lauréat en Grand Chelem, guitariste émérite, incontournable consultant pour les médias, est revenu sur l'actualité, en n'oubliant pas son académie, chez lui à New York, portée depuis 2019 par le programme BNP Paribas Mac 1.

LE FIGARO. - Que vous inspire le forfait de Novak Djokovic ? JOHN MCENROE. - Mettre Djokovic, 37 ans, sur le terrain à 22h30 (contre Musetti au 3^e tour, NDLR), sans savoir combien de temps son match allait durer, c'était une énorme erreur de la part de l'organisation. La météo a été très mauvaise, et ils étaient dans une situation difficile. Je comprends qu'ils voulaient rattraper leur retard, mais il y avait d'autres solutions pour terminer l'autre match (*Bergs contre Dimitrov*). Novak était gêné par son genou depuis quelques semaines. Il a dû s'endormir à 7 heures du matin et revenir jouer un jour et demi plus tard (*contre Cerundolo en 8^e*). C'est un défi pour n'importe qui. Il a dû batailler à nouveau 5 sets, c'est trop demander. Même pour Novak. Si on ne peut pas l'affirmer, c'est l'une des raisons pour lesquelles il s'est blessé au genou. En tout cas, on ne traite pas un joueur, et encore moins le meilleur du monde, de cette façon. Et terminer un match à 3 heures du matin donne une mauvaise image du tennis. Est-ce qu'une finale de Coupe du monde de football commence à 22h30 ?

Après le forfait de Djokovic, qui va gagner Roland-Garros ? Lorsque le tournoi a commencé, c'était le plus ouvert depuis vingt ans et l'avènement de Rafa (Nadal). J'ai misé au départ sur Zverev. Alcaraz peut évidemment le gagner, Sinner a le bon profil pour s'imposer aussi. Visiblement ils n'ont plus de pépins physiques. Rafa, vu son état de santé, c'était compliqué de le voir encore triompher cette année, mais bon, il a gagné 14 fois, ici, ça va pour lui.

Êtes-vous plutôt Alcaraz ou plutôt Sinner (ils s'affrontent en demi-finale vendredi) ? Alcaraz est mon joueur préféré. Il sait tout faire. Il est tellement complet pour son âge. C'est difficile de ne pas aimer la façon dont il s'exprime et joue. Je n'ai jamais vu un joueur aussi fort à cet âge-là. Cela semblait impossible après avoir connu les trois plus grands de tous les temps. Je pense qu'il va inspirer beaucoup de jeunes. Il apporte de l'électricité au jeu. C'est génial à regarder. Sinner est impressionnant également. Cela va être une grande rivalité.

Vous avez mis un terme à votre carrière en simple à 34 ans. Que vous inspirent les Wawrinka ou Murray qui continuent de s'accrocher à plus de 37 ans ? J'ai joué jusqu'à l'âge de 34 ans et j'ai pensé que c'était bien assez. Je suis surpris qu'ils puissent encore jouer à ce niveau. Surtout, qu'ils aient encore envie de jouer. J'avais des enfants en bas âge, c'était difficile de jongler avec ça. Cela demande un grand niveau de dévouement. Ce que la plupart des gens n'ont pas. Richard (*Gasquet*) est un aussi bon exemple de quelqu'un qui a réalisé qu'il aimait le jeu encore plus que ce qu'il pensait quand il avait une vingtaine d'années.

Vous avez souvent eu maille à partir avec le corps arbitral. Quel regard portez-vous sur l'arbitrage vidéo, qui va se généraliser en 2025 ? Si une technologie rend, à coup sûr, la bonne décision, c'est évidemment mieux pour les joueurs. On ne veut pas qu'un juge de ligne commette une erreur ou qu'un arbitre nous fasse perdre le match. Si j'avais eu cette technologie, j'aurais eu un ou deux Majeurs de plus, car je perdais beaucoup d'énergie quand je leur criais dessus, mais j'aurais été également plus ennuyé aux yeux des gens...

La finale perdue, ici même, il y a quarante ans, y pensez-vous souvent ? Chaque année, il y a toujours quelqu'un pour me parler de ce match. Et, quand je reviens ici, j'y pense forcément. C'est mon plus grand regret. J'aurais dû gagner cette finale. Je jouais le tennis de ma vie. J'avais battu Lendl plusieurs fois sur terre battue avant les Internationaux de



« Alcaraz est mon joueur préféré. Il sait tout faire. Il est tellement complet pour son âge. C'est difficile de ne pas aimer la façon dont il s'exprime et joue. Je n'ai jamais vu un joueur aussi fort à cet âge-là », déclare John McEnroe (ici le 6 juin 2023, lors du précédent tournoi de Roland-Garros, à Paris).

SEBASTIEN FREMONT/STARFACE

France. J'étais à 5 points de la victoire et j'ai été un peu petit bras. Il était en meilleure condition physique que moi sur la fin, et j'ai perdu. Cette défaite a été la pire que j'ai vécue. Mais, vous savez, du pire naît parfois le meilleur. Après cette défaite, j'ai gagné les deux autres Grands Chelems (*Wimbledon et US Open*) et j'ai eu le meilleur bilan sur une année de l'ère Open (82 victoires pour 3 défaites). La semaine dernière, j'ai été fait chevalier de la Légion d'honneur des mains du président Macron. Je ne sais pas si cela serait arrivé si j'avais gagné Roland-Garros en 1984.

Vous vous imaginiez un jour chevalier de la Légion d'honneur ? Non, bien sûr. Dans quinze ans j'espère, je me dirai que c'est l'un des plus beaux jours de ma vie. Recevoir cette distinction des mains du président français, qui, manifestement, connaît le tennis et l'aime, et l'entendre parler pendant quinze minutes de mon histoire, entouré de ma femme, d'un de mes enfants, de mes frères, de mes neveux et de mes cousins, c'était surréaliste et émouvant dans ce Palais de l'Élysée, qui est votre Maison-Blanche.

Quel joueur coacheriez-vous aujourd'hui ?

Difficile à dire, car le téléphone ne sonne pas souvent. Je n'ai pas beaucoup travaillé avec des pros. J'ai travaillé avec Milos Raonic, il a atteint la finale de Wimbledon (2016), c'était amusant de collaborer à temps partiel, pas à plein temps. La clé, pour être un bon entraîneur, c'est d'être capable de faire ce qu'il y a de mieux pour le joueur, plutôt que de le forcer à faire ce que vous pensez qu'il devrait faire. Pour moi, Juan Carlos Ferrero (*coach d'Alcaraz*) est plutôt calme, Alcaraz est complètement différent, mais c'est un bon mélange.

Le tennis américain masculin attend un premier titre en Grand Chelem depuis 2003... Je mise sur Ben Shelton. Il possède des qualités physiques supérieures aux autres. Taylor Fritz est vraiment un très bon joueur, mais c'est plus difficile pour lui de passer un cap dans les Grand Chelems. Tommy Paul est très solide, Frances Tiafoe a beaucoup de qualités, Sebastian Korda aussi. Mais celui sur lequel je mise c'est Ben (Shelton), pas nécessairement à Roland-Garros, mais à Wimbledon ou sur surface dure à l'US Open ou l'Open d'Australie.

Un champion sortira-t-il un jour de votre académie ?

Il y a douze, treize ans, mon objectif était de faire du tennis un sport dynamique, excitant et accessible dans la région de New York parce que c'est là que nous jouons l'US Open. Le tennis passe trop au second plan chez nous. Les jeunes ont l'opportunité de pratiquer beaucoup de sports. Et, les meilleurs athlètes, on les trouve en football américain ou au basket. Si ce genre d'athlètes pouvaient s'intéresser en priorité au tennis, on aurait à nouveau de grands champions, j'en suis certain. Nous avons besoin de star, du moins chez les hommes. Chez les femmes, il y a eu évidemment les sœurs Williams et maintenant Coco Gauff. J'aimerais que dans mon académie les gens apprennent à volleyer. Mais l'idée c'est aussi d'aller à l'école, car au cas où ça ne marcherait pas avec le tennis, vous avez toujours l'espoir d'avoir une belle vie. La plupart des joueurs ne vont pas devenir professionnels. Parfois les parents ont du mal à comprendre cela... ■ Résultats simple femmes, quarts de finale : Paolini (Ita/N.12) bat Rybakina (Kaz/N.4) 6-2, 4-6, 6-4 ; Andreeva (Rus) bat Sabalenka (BLR/N.2) 6-7, 6-4, 6-4. Ce jeudi (15h) : demi-finales femmes : Paolini (Ita/N.12)-Andreeva (Rus) ; Swiatek (Pol/N.1)-Gauff (E-U). Simples hommes : Zverev (All)- De Minaur (Aus) : 6-4, 7-6, 6-4.

1984, la finale qui a changé la face du tennis

Jean-Julien Ezvan

Le mot remontada n'a pas fait son entrée dans le dictionnaire le 10 juin 1984. La finale messieurs va mettre Roland-Garros sens dessus dessous. Invaincu depuis le début de l'année, l'Américain John McEnroe (n° 1 mondial) se pose avec 42 victoires consécutives. Ivan Lendl (n° 2), finaliste malheureux à Roland-Garros en 1981 (le 6^e et dernier sacre de Björn Borg), à l'US Open 1981 et 1983 et à l'Open d'Australie court après un premier sacre sur un tournoi majeur, encombré de l'étiquette de « poule mouillée », dont l'avait sèchement affublé Jimmy Connors, un soir d'algarade. Celle d'éternel perdant. Sur un nuage, McEnroe conduit la finale avec légèreté. Efficacité. Un récit. Un régal pour les yeux, le jeu. Jusqu'à 6-3, 6-2, 1-1 et 0-30 sur le service

de son rival. Un retour manqué et une faute l'irritent. L'Américain s'agace du bruit d'un commentateur. Les spectateurs prennent fait et cause pour l'outsider, le match bascule. L'Américain compte encore deux breaks d'avance dans le 4^e set. En vain. Comme un symbole, sur la deuxième balle de match, sa volée de coup droit d'école, comme il en a posé des milliers, lui échappe et s'égare dans le couloir. 3-6, 2-6, 6-4, 7-5, 7-5, Lendl peut sauter de joie. La poignée de main est glaciale. Durant la cérémonie de remise du trophée, la tristesse et la frustration figent le visage de l'Américain, détruit. Le tournoi et le tennis ont changé d'ère... Christopher Clarey, ancienne plume du *New York Times*, auteur de Roger Federer (Éditions Flammarion) et du blog Tennis & Beyond, résume : « Après tout ce temps, quand on pense à quelqu'un qui n'est pas capable d'aller au

bout, on pense à McEnroe et à ce match-là. C'est triste, mais dans le tennis, c'est un match clé. » Jean-Paul Loth, ancien directeur technique national, consultant sur Eurosport, rappelle : « Si McEnroe avait gagné ce match, il serait parvenu à ce qu'il avait réellement dans la tête depuis un moment, c'est-à-dire contrer les joueurs du fond de court. Il avait réussi à régler le problème presque partout. Mais pas sur terre battue. S'il avait gagné ce match, on aurait eu davantage de joueurs offensifs, volleyeurs, du type Edberg ou Leconte. »

« Un grand, grand champion » Christopher Clarey ajoute : « Ce match a changé beaucoup de choses pour le tennis. Lendl était un type de joueur très professionnel, il a commencé à faire beaucoup de choses importantes pour le futur du jeu, la préparation totale, l'obsession de la récupération, il faisait également beaucoup de

travail sur le mental, mais cela ne marchait pas. Jusqu'à ce match. C'est le moment où Lendl est devenu Lendl majuscule. Avant, c'était un peu Lendl minuscule. Ce n'était pas logique qu'il gagne ce match, s'il le rejoue dix fois, McEnroe le gagne neuf fois. Ce match, c'est un cap mental important pour lui. Grâce à John, il est devenu un grand, grand champion. » Si 1984 a tissé des liens étroits entre Roland-Garros et McEnroe (repas à cinq reprises dans le tournoi, avec une demi-finale en 1985 comme meilleur résultat) c'est aussi parce que le public français a toujours eu un faible pour les perdants magnifiques. Lendl est revenu gagner à Roland-Garros (1986, 1987) mais a aussi vécu à Paris une journée qu'il aurait préféré oublier avec le service à la cuillère sorti du carquois d'un adolescent (Michael Chang, en 8^{es} de finale en 1989). La terre pouvant se montrer ingrate... ■

Mbappé porte les Bleus

La première impression est toujours intéressante. Elle ne présage de rien mais vous laisse croire à tout. Dans son rêve de victoire à l'Euro, l'équipe de France n'a pas raté son début de préparation mercredi soir à Metz face à un très faible Luxembourg (3-0). La 87^e nation au classement Fifa a tenu son rang, mais bien trop limitée pour exister. Kylian Mbappé et toute sa troupe en ont profité sans forcer leur talent. D'ailleurs, le futur joueur du Real Madrid a brillé. Il a inscrit un but en fin de match mais a également adressé deux passes décisives, à Randal Kolo Muani et Jonathan Clauss. Les Bleus affronteront le Canada pour le deuxième et dernier match de préparation pour l'Euro 2024. B.D (ENVOYÉ SPÉCIAL À METZ)

«J'ai porté la flamme olympique», le journaliste du «Figaro» raconte

Martin Couturié Envoyé spécial à La Roche-sur-Yon

Le rédacteur en chef du service des sports a tenu la torche en Vendée, mardi. 200 mètres et 3 minutes dans les étoiles...

Depuis son apparition le 16 avril à Olympie, la flamme a beaucoup marché, couru, roulé, galopé, surfé, escaladé, visité les plus grands monuments et les belles régions de France. Un périple dans une ambiance tout feu tout flamme, avec déjà 700 000 spectateurs agglutinés le long du parcours pour l'applaudir, la saluer, la photographier, telle une rock star. Et ce mardi 4 juin, la Vendée n'a pas échappé à la règle en offrant un accueil royal à la torche olympique et à ces dizaines d'heureux porteurs, entre le passage du Gois, le Puy du Fou et Les Sables-d'Olonne.

Invité à soulever le précieux trophée par la Banque populaire, parrain du relais de la flamme, partenaire premium des JO et propriétaire du trimaran d'Armel Le Cléac'h, qui embarquera la torche pour traverser l'Atlantique jusqu'aux Antilles (départ vendredi de Brest), j'avais reçu des consignes très claires des organisateurs de Paris 2024 depuis le premier appel téléphonique d'une chargée de communication de «Banque pop», le 15 mars à 11h37, précisément. Flash-back. «Bonjour Martin, comment ça va ?, me demande Delphine Gallais. J'y vais franco, je voulais savoir si tu as envie de porter la flamme olympique ?» Une, deux, trois et quatre secondes de silence plus tard, sidération oblige, je bafouille un truc du genre : «Évidemment que oui, je veux porter la flamme, c'est un rêve. C'est génial, extraordinaire, fabuleux... Merci, merci, merci.»

Le reste de la journée se déroulera dans un nuage de bonheur. Et d'inquiétude de ne pas recevoir le fameux mail d'inscription annoncé de la part de Paris 2024. Trois (longs) jours plus tard, il débarque enfin sous l'intitulé : «Relais de la flamme - Ne laissez pas passer votre chance...» Il y a peu de chance que cela arrive. «Vous avez été identifié comme une personne inspirante qui incarne les énergies du relais de la flamme. C'est pour cela que Paris 2024 a reçu votre candidature pour tenter de devenir porteur de la flamme! Pour poursuivre le processus de sélection, accéder au formulaire suivant...» Suit un lien qui permet de découvrir et d'accepter le règlement, très précis, du porteur de la flamme. Et d'indiquer son identité complète mais aussi son adresse mail, numéro de portable, domicile, taille de pantalon et de tee-shirt... Il ne s'agirait pas de ressembler à un sac.

Une fois les renseignements rentrés, un deuxième mail du Cojo confirme mon «acceptation du règlement», mais rappelle que «votre sélection est en cours» et «qu'il n'est pas autorisé à communiquer à ce sujet»... Il faut donc encore patienter, le temps sûrement que les services de sécurité de l'État vérifient que je ne suis pas un opposant systématique aux Jeux, un écologiste convaincu décidé à éteindre la flamme, un terroriste en puissance armé jusqu'aux dents (et j'en passe)... Le mercredi 27 mars, à 15h28, la délivrance tombe. «Martin, vous rejoignez la communauté des éclaireurs. Paris 2024 a l'honneur fierté de vous annoncer que vous avez été sélectionné pour porter la flamme olympique! Félicitations!»

Plusieurs autres mails suivront, dont celui du 10 avril dévoilant la date des grandes festivités, «le mardi 4 juin» et la ville, «La Roche-sur-Yon», puis celui du 25 mai officialisant le lieu et l'heure de rendez-vous, «le complexe aquatique impérial à 12h40» pour un «horaire théorique de passage à 15h39 au 4bd Aristide-Briand». Plus moyen de reculer, donc... D'autant que la famille et les amis font preuve d'un enthousiasme touchant lorsqu'ils apprennent la bonne nouvelle. Même les confrères, si habitués à côtoyer l'exceptionnel et donc quelque peu blasés, me félicitent comme si j'étais champion olympique du 100 mètres. Et au Figaro, nos grands directeurs eux-mêmes se réjouissent de compter deux porteurs de la flamme (Jean-Julien Ezvan, notre globe-trotter à la plume si élégante, s'exécutant, lui, le 24 juillet prochain dans les Hauts-de-Seine), pour écrire une nouvelle page de la longue histoire du journal bientôt bicentenaire avec les Jeux olympiques. Le Figaro, qui a couvert les Jeux de Paris en 1924, a vu défiler dans sa rédaction plusieurs (vrais)



Martin Couturié porte haut la flamme olympique et salue les spectateurs, mardi, à La Roche-sur-Yon.

médaillés et champions olympiques et des membres influents du mouvement olympique : Roger Ducret (8 médailles en 1920 et 1924 en escrime, dont 3 en or), Armand Massard (4 médailles, dont 2 d'or, en 1920 en escrime et trente-quatre ans à la tête de l'ancêtre du CNOSF) et surtout Frantz Reichel (1 médaille d'or en 1900 en rugby, l'un des plus influents dirigeants français pendant près de trente ans, créateurs de diverses fédérations, secrétaire général du Comité olympique français et des comités d'organisation des Jeux de Paris et de Chamonix en 1924) décédé à son bureau du Figaro le 24 mars 1932...

« Si vous êtes là, c'est que vous êtes des gens formidables... Profitez du moment, il passe vite... Vous allez être des messagers de paix aujourd'hui et après dans votre vie, soyez en fier... »

Briefing de l'organisation

Ce n'est pas la distance officielle à parcourir qui risque de me tuer mais bien les sourires amusés lorsque j'annonce «200 mètres» prévus en à peu près «3 minutes», à ceux qui s'inquiètent de ma capacité à assurer le jour J. Usain Bolt n'a rien à craindre pour son record du monde du 200 mètres (19 secondes et 19 centièmes). Pour éviter une défaillance coupable, je maintiens quand même mon rythme hebdomadaire d'une (petite) heure de course et d'une heure de gym. Pas question cependant d'imiter Guy Roux, bien plus d'années et de kilos sur la balance, qui s'est entraîné dans les rues d'Auxerre en portant une bouteille de lait.

Je vais pourtant en boire, et pas que du petit, ce mardi en Vendée, tout au long d'une journée inoubliable. Le journaliste de sport (et sportif, cela ne va pas forcément de pair) que je suis depuis bientôt quarante ans mesure la chance et l'honneur de porter cette petite flamme vacillante née dans le soleil grec. Et de succéder à ce monstre sacré, Mohamed Ali, qui, sous mes yeux embués, avait allumé d'une main tremblante la vasque des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996. Depuis, j'ai suivi du bureau les éditions de Sydney, Athènes, Pékin, Londres, Rio, Tokyo et tenté de mettre en valeur le sport et ces Jeux olympiques qui me font vibrer depuis ma tendre jeunesse. Mon premier souvenir olympique ? Il date. Et remonte à 1972 et à ses réveils très matinaux pour suivre les Jeux de Sapporo au

Japon sur la toute première télévision en couleur de la famille.

Pour ne pas rater ce rendez-vous vendéen, le départ est fixé à Paris à 7h30. Quatre heures de route plus tard, je suis bien en avance et je devance même l'organisation au centre aquatique de La Roche-sur-Yon. Le ciel est bleu, la température clémente (22°C) mais elle ne tarde pas à monter lorsque arrivent les premières «collègues». Vingt-huit au total, nous sommes, ce mardi, dont beaucoup de jeunes et seulement huit hommes (et alors, la fameuse parité des JO de Paris?). Deux vraies stars parmi nous, Jean-René Bernaudeau, l'ancien cycliste devenu directeur sportif qui disputera cet été son 45^e Tour de France, et Cyril Gane, le colosse du MMA (les arts martiaux mixtes, pas les assurances), né ici même. Et l'enfant du pays ne tarde pas à enchaîner les selfies, au point d'être en retard à tous les points de passage : à 12h40, enfilage de la tenue officielle, toute blanche, tee-shirt manche longue numéro 48, pantalon léger, sourire aux lèvres et à 13h45, briefing de l'organisation. «Si vous êtes là, c'est que vous êtes des gens formidables... Profitez du moment, il passe vite... Vous allez être des messagers de paix aujourd'hui et après dans votre vie, soyez en fier...» Quelques consignes de sécurité complètent le discours mobilisateur : «Ne touchez pas le haut de la torche, cela brûle, portez-la pour que la moitié soit à la hauteur des yeux, de la main gauche pour récupérer la flamme lors du "torche kiss", puis de la main droite pour la transmettre...»

Une banane et une barre de céréales font office de déjeuner. Et c'est déjà l'heure de monter dans les deux cars aux couleurs du relais. La tension grimpe d'un cran. Et s'accroît lorsque nous apercevons la foule déjà massée dès la sortie du complexe. La bulle de sécurité se met en place, devant et derrière des camionnettes de la gendarmerie, sur le côté, des motards, et partout, tout le long des six kilomètres, dans la cité vendéenne, des membres des forces de l'ordre placés pour sécuriser l'événement. Ici comme ailleurs depuis l'arrivée de la flamme à Marseille, le 8 mai, le public se presse le long des barrières et suit l'avancée de notre car au ralenti. Un par un, tous les 200 mètres, les éclaireurs en descendent et le stress s'affole au même rythme que se vident les rangées. Numéro 40, 41, 42... Jean-René Bernaudeau, le 46, disparaît, après s'être plaint en riant d'avoir une bosse à escalader, puis suit Bernard Martineau, l'ancien président du tour cycliste de Vendée pendant près de quarante ans.

«Martin, c'est à toi!», lance mon jeune homonyme de l'organisation (parfaitement huilée et efficace). Encouragé par les derniers rescapés du car, tendu comme un élève de terminal entrant dans le centre d'examen du bac, je saute les trois marches et atterris au début du boulevard Aristide-Briand. Je récupère la précieuse torche éteinte, embrasse ma fille Manon, réponds surexcité à deux questions d'Axel, le journaliste des réseaux sociaux du Figaro et chauffe la salle : «Mesdames Messieurs, voici la torche olympique! La flamme arrive dans cinq minutes, soyez prêts!» Les appareils photo crépitent (enfin les smartphones) et effectivement, après le passage des trois chars aux couleurs des partenaires du relais annonçant mon nom, puis les dernières consignes du gardien de la flamme (c'est bien son appellation), la voilà, la vedette, la championne, la mégastar. La flamme. Le cœur s'emballa, le sang palpite, l'émotion m'entreint. Je tends mon flambeau (de la bonne main), effectue le «torche kiss» avec Bernard Martineau, pose à gauche, au milieu, à droite. Et c'est parti pour les 200 mètres les plus lents de l'histoire du sport français.

tement huilée et efficace). Encouragé par les derniers rescapés du car, tendu comme un élève de terminal entrant dans le centre d'examen du bac, je saute les trois marches et atterris au début du boulevard Aristide-Briand. Je récupère la précieuse torche éteinte, embrasse ma fille Manon, réponds surexcité à deux questions d'Axel, le journaliste des réseaux sociaux du Figaro et chauffe la salle : «Mesdames Messieurs, voici la torche olympique! La flamme arrive dans cinq minutes, soyez prêts!» Les appareils photo crépitent (enfin les smartphones) et effectivement, après le passage des trois chars aux couleurs des partenaires du relais annonçant mon nom, puis les dernières consignes du gardien de la flamme (c'est bien son appellation), la voilà, la vedette, la championne, la mégastar. La flamme. Le cœur s'emballa, le sang palpite, l'émotion m'entreint. Je tends mon flambeau (de la bonne main), effectue le «torche kiss» avec Bernard Martineau, pose à gauche, au milieu, à droite. Et c'est parti pour les 200 mètres les plus lents de l'histoire du sport français.

« Tu ressemblais au prince Charles en train de saluer ses sujets »

Une nièce de Martin Couturié

Je trotte alors que les dix-huit membres de la sécurité en tenue grise qui m'entourent, eux, marchent. Je porte haut la flamme et salue les spectateurs de la main droite. «Tu ressemblais au prince Charles en train de saluer ses sujets», commentera une nièce. «Bel homme», ajoutera un confrère un rien moqueur, «Grande classe», à son tour. «C'est très joli, ton émotion et ton excitation. Félicitations à mon voisin de bureau à qui il arrive d'être plus bougon que cela», analysera (justement) une quatrième. Et les «bravos» en tout genre et captures d'écrans pleuvront d'autres membres du Figaro, de ma famille et de mes amis qui suivent «l'événement» à distance en direct sur la chaîne internet de France Télévisions.

Trop d'hommages, car l'étoile du jour, ce n'est pas moi, mais bien cette flamme qui voyage de torche en torche, de main en main, de cœur en cœur. Et illuminera la Seine le 26 juillet prochain à Paris. Elle brille déjà, attire et fascine ces dizaines d'écoliers, drapeau de la Vendée en main et casquette de la ville sur la tête, qui m'acclament et hurlent en rythme «La flamme olympique! La flamme olympique! La flamme olympique!» J'en brise les consignes de sécurité (toujours rester au milieu de la chaussée), pour me rapprocher d'eux. Et

agiter la main droite, bien ouverte, à la Jacques Chirac de la grande époque, pour leur répondre. Instants magiques, inoubliables, éternels. J'aurais adoré disputer les Jeux olympiques, qui mettent si bien en valeur, et en lumière, les athlètes de «petits» sports. Faute de suffisamment de talent dans mes disciplines de prédilection (surtout de balles), et passionné d'écriture, j'ai choisi le métier de journaliste de sport. Mais là, aujourd'hui, je dispute mes Jeux à moi, consécration d'une vie dédiée en grande partie au sport, aboutissement d'une passion qui m'a offert tant de frissons, d'émotion, de larmes de toutes sortes.

Les 200 mètres et 3 minutes défilent, comme prévu, à la vitesse du TGV. Beaucoup trop courts. Sophie Foucat, présidente de l'association Savie, qui aide les parents en deuil après la mort subite d'un nourrisson, apparaît déjà. La fin du rêve approche. Le «torche kiss», les photos et la voilà qui prend le relais. Il faut rendre le flambeau et remonter rapidement dans le car de ramassage. Les précédents éclaireurs, la tête dans les étoiles, comme moi, m'applaudissent. La tension ne tarde pas à retomber. Je suis épuisé. Vidé nerveusement. J'ai tout donné sur... 200 mètres. Les larmes ne sont pas loin. L'émotion a été si forte, le moment si grandiose, inhabituel, lunaire. Le bouillon de sentiments si épicé entre fierté, excitation, tension. La communion et le partage si généreux. J'ai eu tout simplement l'impression d'être Zizou, le pape et même Cyril Gane, qui continue d'attirer tous les regards de la jeunesse. Il enchaîne les poses photos de l'intérieur du car et sort de temps en temps faire un selfie lorsqu'on s'arrête pour récupérer un relayeur. Je me lance à la portière, avec un grand sourire : «Et moi, alors? Quelqu'un veut un selfie avec moi?» Le public rigole. Une femme, sûrement la Mère Teresa du coin, lève la main. Clic clac, c'est dans le téléphone. «Merci Monsieur.» «Ah non, Madame, c'est moi qui vous remercie!»...

Quelques centaines de mètres encore et le relais de la flamme termine sa course sur la place Napoléon. Le car nous ramène au centre aquatique escortés comme le président de la République. Une collation, un petit cadeau (un cercle qui symbolise le cœur de la torche), une ultime photo et c'est déjà l'heure de reprendre la voiture, direction Paris. J'y arrive dans la tenue officielle, tee-shirt et pantalon encore relativement blancs malgré la longue journée de bonheur. Et suis accueilli par un «tu vas dormir avec?». La question est rigolarde et tendre. Mon sourire suffit comme réponse. ■

Gérard Fesch demande la «réhabilitation» de son père Jacques, exécuté à Paris en octobre 1957 pour le meurtre d'un agent de police. Retour sur une quête familiale hors du commun ouverte en 1994, à laquelle la Cour de cassation doit mettre un point final ce jeudi.



PAR
Stéphane Durand-Souffland

Le 1^{er} octobre 1957, Jacques Fesch a été réveillé à 5 h 21, «livré à l'exécuteur public des arrêts criminels» à 5 h 27 et exécuté à 5 h 29. Le couteau de la guillotine aurait pu, en coupant cet homme en deux, mettre un terme définitif à son histoire. Or, ce supplice marque le début d'une destinée hors du commun et d'une quête familiale sans précédent, menée par Gérard, le seul fils du condamné.

La Cour de cassation doit se réunir ce jeudi pour sceller le dernier acte judiciaire du dossier Fesch, en se prononçant sur la demande de réhabilitation formée par celui qui n'avait pas encore 3 ans quand son père a été décapité. Signe du caractère historique de cette procédure : l'audience plénière de la chambre criminelle sera filmée.

Jacques Fesch était un jeune homme de très bonne famille qui rêvait d'ailleurs. Écrasé par un père peu aimant, il désire à 27 ans faire le tour du monde à bord d'un voilier mais n'a pas les fonds pour l'acquiescer. Le 25 février 1954, après avoir dérobé à son géniteur un 7.65 chargé, il se rend chez un agent de change de la rue Vivienne, à Paris, le frappe et lui vole 330 000 francs. Dans sa fuite improvisée, il tue un agent de police, Jean-Baptiste Vergne, 35 ans, veuf et père d'une fillette en bas âge, puis ouvre le feu en direction de deux passants, dont un est blessé. Il est arrêté dans la foulée.

Son procès a lieu en avril 1957 devant les assises de la Seine qui condamnent l'apprenti braqueur à la peine capitale en dépit des efforts de son avocat, Paul Baudet, professionnel réputé et catholique fervent, engagement personnel qui n'est pas anecdotique comme on va le voir. Drôle d'audience, durant laquelle les observateurs sont frappés par la personnalité singulière de l'accusé. Drôle de président qui, la veille du verdict, dîne en compagnie de M^e René Floriot, redoutable avocat de la partie civile. Drôle de délibéré, aussi, car on découvrira des décennies plus tard que la feuille de questions soumise aux jurés a été tripataillée afin de refuser à Jacques Fesch le bénéfice des circonstances atténuantes.

« Dites bien à votre client qu'il a toute mon estime et que je désirerais beaucoup le gracier mais, si je le fais, je mets en danger la vie d'autres agents de police. Demandez-lui, je vous prie, d'accepter le sacrifice de sa vie pour la paix de l'État »

Le président René Coty
(le 24 septembre 1957), en réponse à M^e Baudet, l'avocat de Jacques Fesch

Le malaise est tel que l'Association des journalistes de la presse judiciaire interpelle le président de la République, René Coty, une fois le pourvoi en cassation rejeté - il n'y avait à l'époque pas d'appel possible aux assises. «*Les chroniqueurs judiciaires blasés que nous sommes tous un peu se sont émus à l'énoncé du verdict de la cour d'assises condamnant le jeune Jacques Fesch à la peine de mort ; non que nous ayons un instant la pensée de minimiser son acte, mais nous avons considéré tout ce qui a manqué à ce garçon pendant son enfance, et son adolescence sans doute relativement dorée, mais moralement abandonnée et, plus encore, moralement souillée, empoisonnée jour après jour par un père et un éducateur, écrivent les journalistes C'est vers vous, Monsieur le président de la République, qui avez le pouvoir d'étendre votre mansuétude sur ce malheureux, que nous nous tournons pour vous demander que ne soit pas exécuté Jacques Fesch qui a tué, c'est vrai, mais qui a tué dans l'affolement, sans préméditation, dont l'acte, tout abominable qu'il soit, n'est pas revêtu de cette atrocité qui accompagne certains crimes.* »



Ultime étape judiciaire pour le guillotiné changé par Dieu

M^e Baudet plaide la grâce de son client devant René Coty, le 24 septembre 1957. Mais le chef de l'État, préoccupé par la situation intérieure - on est en pleine guerre d'Algérie - et soumis aux pressions de la police, la refuse. Drôle de refus, car il confie à l'avocat : «*Dites bien à votre client qu'il a toute mon estime et que je désirerais beaucoup le gracier mais, si je le fais, je mets en danger la vie d'autres agents de police. Demandez-lui, je vous prie, d'accepter le sacrifice de sa vie pour la paix de l'État (...)* S'il le fait, je lui en garderai une reconnaissance infinie. Dites à Jacques Fesch que je lui serre la main pour ce qu'il est devenu. »

Qu'est donc devenu le meurtrier en trois ans et sept mois passés à la Santé ? Un quasi saint, avec l'aide spirituel d'un religieux, frère Thomas, et de l'aumônier de l'établissement, le père Jean Devoyod. Touché par la foi, le prisonnier couche sans relâche sur le papier de pieuses considérations qui lui assureront une postérité inattendue. Feu le cardinal Lustiger fait ouvrir en 1987 un procès en béatification. Une instruction toujours en cours. Une école privée normande porte le nom de Jacques-Fesch. Plusieurs de ses ouvrages mystiques connaissent un succès phénoménal, dont son journal, *Dans cinq heures je verrai Jésus*.

Le directeur de la prison se souvient de ce détenu plusieurs décennies après. «*Il m'est arrivé*

de bavarder avec Fesch et d'essayer de remonter son moral, atteste-t-il. Je peux donc dire que son comportement vis-à-vis du personnel a été exemplaire, et que tous ceux qui l'ont côtoyé avaient le même sentiment que moi, c'est-à-dire que Fesch regrettait sincèrement son crime et était parfaitement amendable (...) Pour terminer, je voudrais vous faire part de ce que je pense encore aujourd'hui au sujet de Fesch : c'est qu'il aurait été gracié si sa victime n'avait pas été un agent de la force publique. »

Dans son cachot, Jacques Fesch attend l'épreuve de l'échafaud avec dignité. Jusqu'au bout, il écrit. Peu avant la fin, il rédige ces quelques lignes : «*Mon avocat vient de m'avertir que l'exécution aurait lieu demain vers les 4 heures du matin (...)* J'ai confiance en Jésus et je sais qu'Il commandera à ses anges de me porter dans leurs mains (...) Pour l'instant, restons calme et faisons toute chose avec douceur et suavité. (...) Le soir tombe et je me sens triste, triste... La mort approche et ma joie est partie, bien que je n'aie pas peur (...) Il doit être à peu près une heure et demie, je viens de réciter encore un chapelet et je parle avec Jésus et la Sainte Vierge comme avec un père et une mère. La paix m'inonde et mes prières coulent comme du miel (...) La paix est partie pour faire place à l'angoisse. C'est abominable. J'ai le cœur qui saute dans la

Jacques Fesch est escorté par des policiers, alors qu'il se rend devant le juge d'instruction, le 4 mars 1954, à Paris. STF/AFP

poitrine (...) Je crois que je vais arrêter ce journal là où il en est, vu que j'entends des bruits inquiétants. Pourvu que je tienne le coup. Sainte Vierge, à moi ! Adieu à tous et que le Seigneur vous bénisse. »

Gérard Fesch ignore tout cela. Il ne sait pas non plus que son père emprisonné pensait à lui et que c'est pour ce petit garçon qui ne le connaissait pas et sa demi-sœur, Véronique, qu'il avait entrepris, entre le 31 juillet et le 2 août 1957, la rédaction du fameux journal *Dans cinq heures je verrai Jésus*. L'auteur mentionne expressément que «*Gérard pourra le lire, bien entendu* ». La veille de son exécution, Jacques Fesch signe une lettre dans laquelle il reconnaît sa paternité - mais l'enfant, placé en famille d'accueil loin de Paris, ne connaît pas son existence.

Gérard Fesch découvre à la quarantaine qui est son père. Fruit d'une étreinte furtive de celui-ci avec une jeune femme, Thérèse Troniou, il avait été confié dès sa naissance à l'Assistance publique. Par un incroyable concours de circonstances, ce trompettiste, qui a notamment accompagné Mike Brant ou encore Serge Lama, apprend par le plus grand hasard, en 1994, qu'il ne devrait

« Au-delà de la personne de Jacques Fesch, la Cour de cassation est appelée à affirmer son opposition fondamentale à la peine de mort qui, par nature, interdit l'exercice d'un droit, celui de revenir au sein de la communauté des hommes »

M^e Patrice Spinosi
Conseil de Gérard Fesch

pas s'appeler «Droniou» - le nom initial de sa mère avait été modifié d'une lettre - mais Fesch. Commence alors un combat acharné pour porter le nom d'un criminel exécuté, qui s'achève par une victoire en 2008.

Pour parachever sa quête filiale, Gérard Fesch a entrepris d'obtenir la réhabilitation de son père. La loi permet à tout condamné de solliciter, une fois la peine purgée et la preuve de son retour dans le droit chemin apportée, la réhabilitation. Celle-ci consiste, selon la Cour de cassation, en «*une mesure de bienveillance instituée par la loi en faveur des individus qui, après avoir été condamnés et avoir subi leur peine, se sont rendus dignes, par des gages d'amendement qu'ils ont donné pendant le délai d'épreuve, d'être replacés dans leur état ancien* ». En clair, le paria redevient un citoyen parmi d'autres.

Mais comment demander à être réhabilité quand on a été exécuté ? Quels «*gages d'amendement* » peut-on fournir quand on n'est pas sorti vivant de sa prison ? Il a fallu, pour que prospère la démarche de Gérard Fesch (retoquée dans un premier temps), un léger aménagement des textes, obtenu à la suite d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) retenue par le Conseil constitutionnel. Un amendement ad hoc du gouvernement a été inséré dans une loi sur la justice portée fin 2020 par le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, qui avait auparavant été l'avocat de Gérard Fesch.

Il revient donc à la Cour de cassation de dire si Jacques Fesch mérite de retrouver, symboliquement, une place dans la société. Il n'est pas contesté qu'il a manifesté à plusieurs reprises ses regrets de s'être laissé entraîner sur la voie du crime. Il a présenté des excuses sincères à ses victimes qui, selon nos informations, ont été indemnisées, conformément à l'arrêt de la cour d'assises. Il n'a jamais excipé de sa foi chrétienne pour émouvoir le jury. Bref, en théorie, rien ne s'opposerait à ce que la justice le réhabilite. «*Y'a qu'un malheur* », comme aimait à dire M^e Floriot : la justice l'a exécuté.

M^e Patrice Spinosi, conseil de Gérard Fesch depuis le début de cette procédure complexe, souligne la dimension exceptionnelle d'un dossier sans doute unique en son genre et appelé à le rester, tant il est peu probable que surgisse un cas similaire. «*Au-delà de la personne de Jacques Fesch, la Cour de cassation est appelée à affirmer son opposition fondamentale à la peine de mort qui, par nature, interdit l'exercice d'un droit, celui de revenir au sein de la communauté des hommes* », analyse l'avocat. Au terme d'un document d'une quarantaine de pages, le rapporteur en charge de l'examen du dossier semble ouvrir la porte à une réponse favorable à la requête de Gérard Fesch - sans qu'elle soit fondée sur le cheminement religieux du condamné, sur lequel une République laïque n'a pas à se prononcer. L'avocat général, en revanche, préconise le rejet.

La décision doit être mise en délibéré. Elle sera rendue dans quelques semaines sur la base de fondements juridiques, mais aussi d'une réflexion philosophique : peut-on rendre son honneur à un homme qu'on a condamné à ne plus en avoir ?

Dans son recours en grâce, M^e Baudet écrivait à l'intention du président Coty : «*Ce condamné à mort n'est plus l'homme de son crime* ». La Cour de cassation a aujourd'hui l'occasion unique de faire de cette belle formule d'avocat une vérité judiciaire. ■

David Goodhart : « Depuis le Brexit, le Royaume-Uni est redevenu une démocratie à part entière »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devecchio

LE FIGARO – Les élections européennes pourraient être marquées par la percée des partis dits populistes. La fracture entre « somewhere » et « anywhere » qui, selon vous, a divisé le Royaume-Uni au moment du Brexit, s'étend-elle en réalité à toute l'Europe ?

David GOODHART. – Oui, bien sûr, tous les pays à hauts revenus d'Europe et d'Amérique du Nord ont connu une variante du clivage entre « anywhere » et « somewhere ». Dans la plupart des pays, il est apparu pour la première fois dans les années 1990 avec l'ouverture de l'économie mondiale – réduisant les salaires et le statut des emplois industriels – qui a coïncidé avec la forte expansion des universités, produisant pour la première fois une classe cognitive de masse. Les clivages de valeurs fondés sur l'éducation ont commencé à prendre de l'importance en politique, compliquant les anciennes divisions socio-économiques gauche-droite, classe moyenne-classe ouvrière. Deux types d'idéaux ont émergé : les personnes hautement éduquées (généralement diplômées), souvent mobiles, qui voient le monde de n'importe où, et les personnes moins éduquées, plus enracinées, qui voient le monde de quelque part. Les « anywhere » et les « somewhere » peuvent être d'accord sur de nombreux points, et les deux visions du monde, au moins dans leur forme principale, sont parfaitement décentes et légitimes. Le problème, c'est que l'une d'entre elles a été trop dominante – en faisant avancer l'idée d'une intégration européenne réduisant la souveraineté des États, en accueillant des niveaux élevés d'immigration, en donnant la priorité à l'enseignement supérieur académique.

Il est vrai que les partis populistes sont sur le point d'obtenir d'excellents résultats aux élections européennes, mais, en réalité, l'Europe continentale a assez efficacement contenu et canalisé la voix des « somewhere », qui peuvent être enclins à se tourner vers les partis populistes. Le système de vote fait une grande différence. Le système uninominal à un tour, au Royaume-Uni et aux États-Unis, qui tend à favoriser les grands partis, était censé nous immuniser contre le populisme. Mais en fait, les deux plus grandes victoires du populisme – Brexit et Trump – se sont produites dans des systèmes uninominaux à un tour. La résistance a grandi de plus en plus, mais n'a pu être canalisée nulle part dans la politique dominante ; le système ne pouvait pas plier, alors il s'est brisé.

Dans la plupart des pays de l'UE, où la représentation est proportionnelle et où les gouvernements sont en coalition, les partis populistes sont présents dans les Parlements nationaux et jouent même un rôle dans les gouvernements depuis plus de vingt ans. Les populistes ont été absorbés et domestiqués dans la plupart des cas, même lorsqu'ils sont le principal parti au gouvernement, comme dans le cas de Meloni. Ils ont découvert, lorsqu'ils ont été confrontés à une part du pouvoir national, que les solutions simples qui leur permettent de gagner des voix ne produisent pas les résultats escomptés. Le système s'est plié et adapté aux populistes, et les populistes se sont adaptés au système. Cela ne s'est pas produit au Royaume-Uni.

Je suis convaincu que si le parti UKIP de Nigel Farage avait eu 50 sièges au Parlement, comme c'aurait été le cas dans un pays de l'UE à représentation proportionnelle, le Brexit n'aurait jamais eu lieu. Le Brexit est le résultat de l'incapacité du système britannique à prendre en compte la voix des « somewhere ».

En France, la plupart des observateurs estiment que le Brexit a été un échec et que les électeurs britanniques regrettent désormais leur vote.

Est-ce vraiment le cas ? Quel bilan tirez-vous du Brexit ?

Il est absurde de qualifier le Brexit d'échec. Il n'a que quatre ans. Venez me poser la question dans vingt-cinq ans. Et je dis cela alors que j'ai voté pour le maintien dans l'UE ! Ce qui a été un échec, c'est le manque de préparation – nous avons eu un Brexit sans plan, parce qu'il était tellement inattendu. S'en est suivi un grand gâchis imputable à l'ensemble de la classe politique britannique sur les négociations internes et externes qui ont duré trois longues années. L'UE ne s'est pas non plus couverte de gloire et a exploité cyniquement l'accord du vendredi saint en Irlande.

Le Brexit a probablement eu un petit coût économique, mais le Royaume-Uni a connu une croissance plus rapide que la France et l'Allemagne au cours des neuf années écoulées depuis 2015. Et le commerce avec le reste du monde (qui, contrairement aux autres pays de l'UE, a toujours été plus important pour le Royaume-Uni que le commerce avec l'Europe) a augmenté et diminué exactement de la même manière que le commerce avec l'UE au cours des dernières années, ce qui suggère que les nouveaux accords n'ont pas changé drastiquement les choses. Selon les Nations unies, le Royaume-Uni est devenu le quatrième exportateur mondial en 2022, dépassant la France. Depuis le Brexit, nous avons également continué à augmenter notre part d'investissements directs à l'étranger « greenfield », et nous sommes les deuxième derrière les États-Unis sur ce point.

« Nous venons d'avoir un débat national vigoureux sur la manière de réglementer les réseaux sociaux, qui a débouché sur de nombreuses modifications du projet de loi sur la sécurité en ligne. Cela contraste avec la loi sur les services numériques de l'UE, dont la plupart des citoyens européens n'ont pas entendu parler »

Mais surtout, nous sommes redevenus une démocratie à part entière. Nous venons d'avoir un débat national vigoureux sur la manière de réglementer les réseaux sociaux, qui a débouché sur de nombreuses modifications du projet de loi sur la sécurité en ligne. Cela contraste avec la loi sur les services numériques de l'UE, dont la plupart des citoyens européens n'ont pas entendu parler et sur laquelle les lobbys de Bruxelles ont eu la plus grande influence. Il existe de nombreux autres domaines, tels que la science et la technologie, la finance, l'immigration, la fiscalité, l'agriculture, dans lesquels nous pouvons suivre notre propre voie et créer des lois qui nous conviennent. Nous n'avons pas encore beaucoup utilisé nos nouvelles libertés et lorsque nous le ferons, nous pourrions commettre des erreurs, mais ce seront celles de nos politiciens et nous pourrions les chasser s'ils font n'importe quoi, comme nous sommes sur le point de le faire avec les conservateurs.

Et vous avez raison de dire que le Brexit est maintenant très impopulaire au Royaume-Uni, mais cela reflète principalement l'impopularité du gouvernement conservateur depuis le scandale du « Partygate » et la chute de Boris Johnson. Et si le Brexit a brièvement permis aux « somewhere » de s'emparer du volant, il a rapidement été repris par les « anywhere-remainer » qui ont convaincu les gens que le Brexit était responsable de presque tout.

Justement, est-ce l'échec du Brexit ou celui du Parti conservateur qui a refusé de tirer les conséquences politiques du Brexit ? Rétrospectivement, l'éviction de Boris Johnson était-elle une erreur ?

C'est une bonne question. Les gens oublient que plus de 60 % des députés conservateurs ont voté pour le maintien (et une plus grande majorité de tous les autres partis). Mais le pays a voté pour le départ de justesse, de sorte que la bureaucratie et la classe politique ont dû mettre en œuvre cette décision à contrecœur. La percée de Boris Johnson en 2019, avec sa victoire historique donnant 80 sièges de plus aux conservateurs, a ouvert la possibilité d'un réaligement de la politique britannique, transformant le parti tory en un parti plus « somewhere », avec davantage de partisans à faibles revenus et socialement conservateurs – les électeurs qu'il a remportés en grand nombre en 2019 et même en 2017. Une sorte de version britannique du Parti républicain aux États-Unis, devenant le parti de la classe ouvrière blanche. La promesse de Johnson était d'unir le pays autour de la réalisation du Brexit et, surtout, d'augmenter le niveau de vie de près de la moitié du pays, qui est inférieur à celui des États américains les plus pauvres ou de l'Allemagne de l'Est. Et puis la pandémie est arrivée et l'occasion s'est envolée. À cela se sont ajoutés, bien sûr, les défauts liés à la personnalité de Johnson, qui croyait que les règles ne s'appliquaient pas à lui. Mais il a fait preuve d'une certaine magie politique : même après toutes les manigances des soirées arrosées pendant le confinement, le Parti conservateur était au moins 10 points plus haut dans les sondages qu'il ne l'est aujourd'hui.

La plupart des partis européens qualifiés de « populistes » sont désormais hostiles à une sortie

brutale de l'Europe et tentent de changer l'Europe de l'intérieur. Cette stratégie intermédiaire vous semble-t-elle plus efficace que la stratégie maximaliste du Brexit ?

Oui, je pense que c'est plus efficace. Si le Brexit n'est pas le désastre que l'on décrit, il n'a pas non plus été une publicité pour la sortie. De toute façon, le Royaume-Uni était probablement le seul grand pays de l'UE qui pouvait partir sans perturbations massives. Il est beaucoup plus logique de restaurer le rôle de l'État-nation au sein de l'UE et d'arrêter, voire d'inverser, la poursuite de l'intégration. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai voté pour le maintien.

Dans vos livres, vous plaidez en faveur d'un populisme décent. De quoi s'agit-il ?

Dans la plupart des pays à revenu élevé, une majorité n'est pas correctement représentée dans la vie politique dominante. Elle penche un peu à gauche sur le plan économique – en faveur de davantage de protection –, mais un peu à droite sur les questions culturelles : l'importance de la souveraineté nationale et de la citoyenneté nationale, la faiblesse de l'immigration, le soutien à la famille. Pour diverses raisons, les partis traditionnels de la plupart de nos pays n'ont pas occupé cette zone de prédilection de l'opinion publique. Depuis les années 1970, la gauche est hostile au conservatisme culturel et la droite est trop attachée au conformisme économique. C'est peut-être un parti comme la CDU-CSU allemande qui s'en rapproche le plus, mais il a été poussé dans une direction très libérale au cours des dernières décennies.

Le populisme, dans sa forme décente et dominante, s'adresse souvent à cette majorité manquante. Ce qui le rend décent, c'est qu'il a véritablement abandonné le racisme et l'autoritarisme. Et la plupart des partis populistes se sont libéralisés. Ils n'excluent pas les citoyens nationaux pour des raisons de race ou de religion. Ainsi, Marine Le Pen est contre l'islamisme mais pas contre l'islam, comme l'est apparemment Éric Zemmour. Le succès du populisme décent s'explique par le fait que le libéralisme est devenu, si l'on peut dire, trop libéral et a déçu les électeurs ordinaires dans trois domaines.

Premièrement, la tendance à qualifier de racistes des personnes qui ne le sont pas. Bien sûr, il y a des racistes et la plupart d'entre eux votent probablement pour des partis populistes. Mais au Royaume-Uni, seul 3 % environ de la population pense aujourd'hui que pour être vraiment britannique, il faut être blanc – c'est peut-être un peu plus en France. La rapidité des changements démographiques dérange toutefois de nombreuses personnes. Mais ces personnes sont gênées non pas parce qu'elles sont racistes, mais parce qu'elles sont des êtres humains qui préfèrent ce qui leur est familier à ce qui ne l'est pas. Demandez aux Noirs caribéens de Brixton, dans le sud de Londres, qui s'opposent à ce que leur quartier soit racheté par de jeunes Blancs aisés.

Deuxièmement, la tendance à brouiller la ligne de démarcation entre citoyens et non-citoyens. La plupart des gens croient encore fermement à l'idée d'un citoyennisme à l'égard des citoyens nationaux. Les citoyens nationaux jouissent d'un héritage social et politique pour lequel leurs ancêtres se sont battus. Les étrangers peuvent également s'attacher à cet héritage, mais ils doivent le mériter en vivant dans le pays pendant un certain temps et en cotisant au système. Les populistes décents sont des nationalistes civiques et non pas ethniques. Souvent, les « anywhere » ne ressentent pas cet attachement émotionnel au pays et sont donc heureux de brouiller la frontière entre citoyens et non-citoyens, comme dans le cas de la libre circulation dans l'UE ou de l'octroi de droits complets aux immigrants et aux réfugiés dès le premier jour.

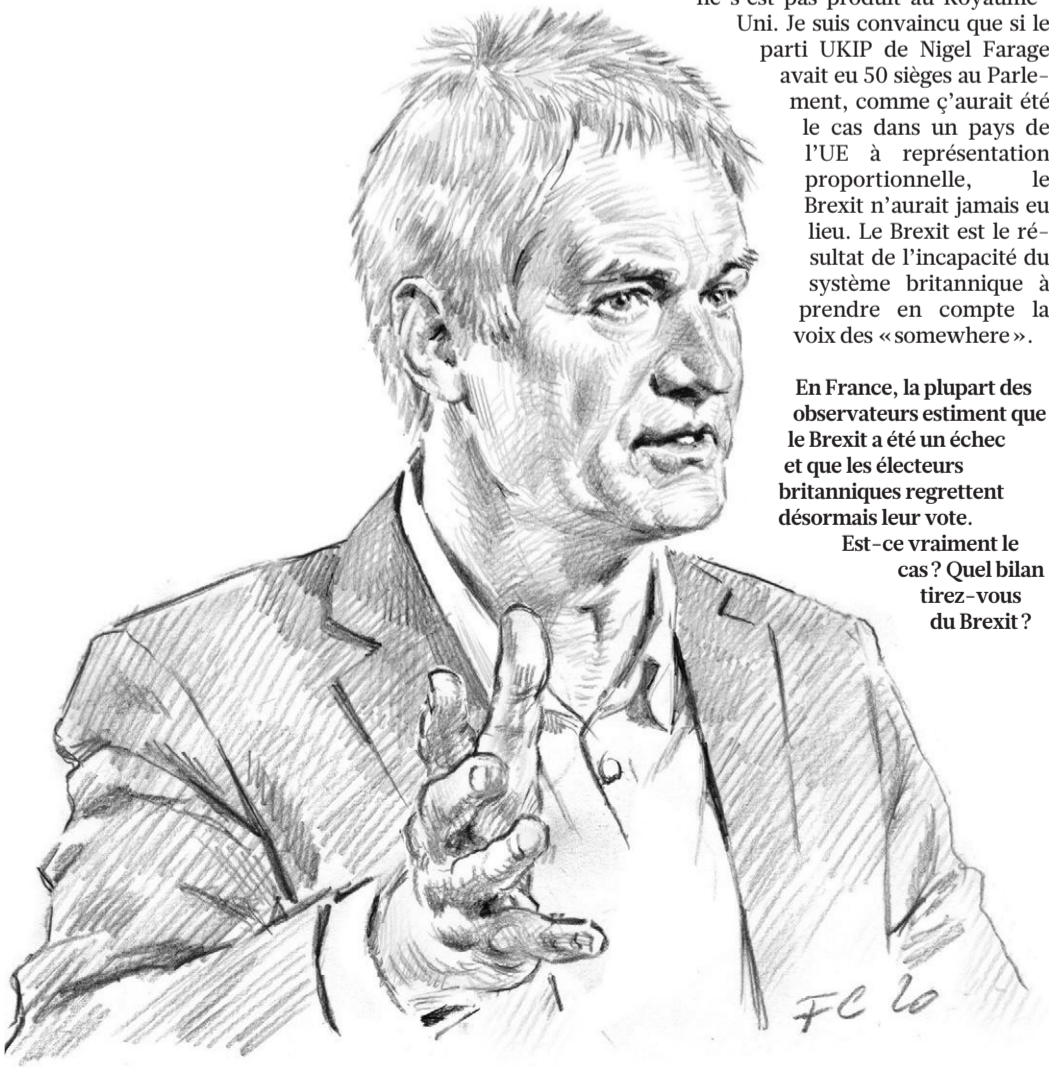
Troisièmement, le libéralisme a été trop heureux d'abandonner les avantages de la responsabilité démocratique nationale. Dans l'UE, cela se fait au nom des avantages économiques d'un marché sans friction. Mais à l'intérieur des pays, cela se fait aussi souvent au nom de l'expertise professionnelle. Le journaliste américain Christopher Caldwell parle de deux « Constitution » aux États-Unis. La première désigne la démocratie électorale et les fondements de l'État de droit. La seconde est celle des institutions qui gèrent le pays au quotidien – la fonction publique, le pouvoir judiciaire, les médias – de plus en plus dominées par des « anywhere ». Le problème est que la seconde « Constitution » peut souvent l'emporter sur la première, donnant ainsi aux citoyens l'impression que leur précieux vote ne compte pas pour grand-chose.

Marine Le Pen, Giorgia Meloni ou Viktor Orban incarnent-ils chacun à leur manière ce populisme décent que vous appelez de vos vœux ?

D'après ce que j'ai vu et lu de Le Pen et de Meloni, je pense que j'utiliserais le terme de « populisme décent » pour les qualifier. En principe, je serais heureux de voter pour l'une ou l'autre si j'étais français ou italien. Non pas que je le ferais nécessairement, cela dépendrait des autres choix ! Avec Orban, c'est plus compliqué : son accent sur l'ethno-nationalisme peut parfois dépasser les bornes, et la façon dont il a changé les règles pour perpétuer le pouvoir du Fidesz me dérange aussi. Cela me rendrait réticent à le soutenir. Contrairement à Le Pen et Meloni, il est au pouvoir depuis trop longtemps et cela a toujours tendance à corrompre. ■

SÉRIE LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES VUES D'AILLEURS (4/5)

Alors que les citoyens des 27 pays membres de l'Union européenne sont appelés aux urnes, *Le Figaro* ouvre ses colonnes à des intellectuels hors de nos frontières. Philosophes, historiens, politologues et journalistes livrent leur vision des grands enjeux qui attendent le Vieux Continent pour les années à venir. David Goodhart a voté contre le Brexit en 2016, mais l'essayiste s'insurge quand il entend dire que la sortie de l'Union européenne est un échec pour son pays. Partout en Europe, il se réjouit de voir des « populistes décents » porter enfin la voix des « somewhere », trop longtemps ignorés dans le débat public.



FABIEN CLAIREFOND

Nouvelle Golf eHybrid

On rêve tous d'autonomie.

Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100 % électrique.*



Golf. C'est pour la vie.

**À découvrir lors des Journées Portes
(Vraiment) Ouvertes du 13 au 17 juin.****

Modèle présenté: Nouvelle Golf GTE, certains équipements sont en option. Plus d'informations sur volkswagen.fr.
*Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100% électrique combiné WLTP pour une Nouvelle Golf Style eHybrid, 204 ch. L'autonomie, réelle en mode tout électrique dépend de nombreux paramètres dont l'équipement, le style de conduite et la vitesse. Plus d'informations auprès de votre Partenaire. **Selon autorisation préfectorale.

Cycles mixtes de la gamme Nouvelle Golf eHybrid (l/100km) WLTP: 0,3-0,4. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP: 7-8.
Valeurs au 15/02/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.
Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - SAS au capital de 198 502 510 € - 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370.

A 8 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer

LE FIGARO économie



ARIANE 6
LA FUSÉE EUROPÉENNE
DÉCOLLERA
LE 9 JUILLET **PAGE 22**

BIOGARAN
LES CANDIDATS AU RACHAT
DE LA FILIALE DE SERVIER AU DÉFI
DE RASSURER L'ÉTAT FRANÇAIS **PAGE 24**



STOCK ADOBE.COM, IMAGO/EIBNER-PRESSE/PHOTO VIA REUTERS CONNECT, ESA/ARIANE GROUP/CNES, LAURENT COUST/ABACA



Taux d'intérêt : la BCE desserre l'étreinte

La première baisse, très attendue, offre une bouffée d'oxygène aux emprunteurs. Mais la suite du mouvement est incertaine face au rebond de l'inflation. **PAGES 20 ET 21**

Google visé par une action de groupe en Grande-Bretagne

Google est de nouveau dans le colimateur de la justice. Cette fois, c'est une action de groupe qui cible le géant de la tech. Un tribunal britannique a donné mercredi son feu vert à une plainte en nom collectif visant Google, accusé d'abus de position dominante sur le marché de la publicité numérique, pour des dommages estimés à 16 milliards d'euros.

Les plaignants - qui représentent des milliers d'éditeurs en ligne britanniques - reprochent à Google d'avoir causé des pertes importantes en faisant monter les prix d'utilisation de sa plateforme publicitaire tout en faisant baisser les recettes issues des annonces en ligne des entreprises concernées. Les faits remontent à la période s'étalant de 2014 à 2022. La date

du procès n'a pas été fixée. « Ce procès est spéculatif et opportuniste. Nous nous y opposerons vigoureusement et sur la base des faits », a réagi le directeur juridique de Google, Oliver Bethell. L'Autorité de la concurrence française avait déjà imposé en juin 2021 une amende de 220 millions d'euros à Google pour ses pratiques sur le marché de la publicité

en ligne. L'entreprise est également sous le coup d'enquêtes ou de procédures au Royaume-Uni, dans l'Union européenne et aux États-Unis. Elle est aussi ciblée par une autre action de groupe à 7 milliards de livres au Royaume-Uni, accusée de pratiques anticoncurrentielles et d'abus de position dominante.

KEREN LENTSCHNER

> FOCUS ÉTAPE CRUCIALE POUR LES EPR DE PENLY

Le moment est symbolique. Par décret, le gouvernement autorise EDF à commencer les travaux préparatoires à la construction de deux réacteurs EPR 2 à Penly (Seine-Maritime). Avec ce feu vert, le programme du nouveau nucléaire français visant à doter le pays d'au moins 6 réacteurs supplémentaires, commence à entrer dans le vif du sujet. Il s'agit, pour l'heure, d'installer le chantier, d'effectuer des travaux de terrassement, de création de route et de déboisement, mais aussi de mettre en place des mesures pour la faune et la flore. Il ne s'agit pas encore de la construction de réacteurs, mais d'une préparation du terrain.

« Le site d'implantation comprend une partie artificialisée, gagnée sur la mer, et d'anciennes installations de chantiers, limitant l'expression de la biodiversité et des fonctionnalités écologiques, ce qui minimise les impacts de travaux dans une zone déjà industrialisée et nucléarisée », fait valoir le gouvernement dans le décret, alors que les travaux préparatoires sont principalement situés sur le territoire de la commune de Petit-Caux.

Ces travaux devraient être lancés « de manière progressive à partir de cet été » et « durer trois ans et demi », a précisé la délégation interministérielle au nouveau nucléaire (Dinn), qui évoque « le franchissement d'une étape majeure de la séquence réglementaire du projet Penly ». Les travaux « nucléaires » sont, eux, subordonnés au décret d'autorisation de création (DAC). Le compte à rebours est d'ores et déjà lancé. Pour tenir le calendrier, il faudra que le premier réacteur soit achevé en 2035.

ELSA BEMBARON

le PLUS du FIGARO ÉCO

TÉLÉVISION

« CNews est le miroir de la société française » **PAGE 25**

Accédez à plus de 400 cryptos et diversifiez vos investissements

Les cryptomonnaies sont volatiles et peuvent engendrer une perte totale du capital investi

L'HISTOIRE

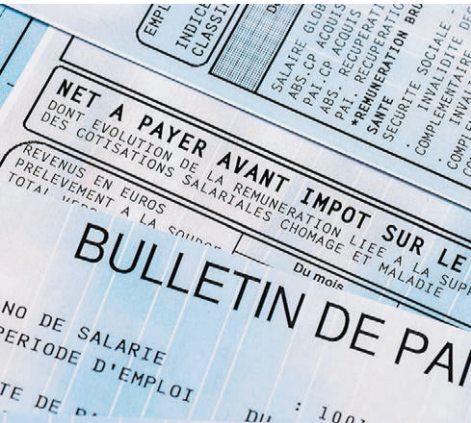
Le Sénat enterre la simplification de la fiche de paie

L'enfer est pavé de bonnes intentions, le gouvernement l'apprend à ses dépens. Alors que Bercy défend son projet de loi pour simplifier la vie des chefs d'entreprise dans l'hémicycle de la Chambre haute, l'une des mesures phares du texte a été retoquée par les sénateurs : l'article 7 prévoyant la simplification des bulletins de paie qui étaient appelés à ne plus afficher que 15 lignes (contre 55 à l'heure actuelle). « Un gage de transparence, de lisibilité et de démocratie », a défendu Bruno Le Maire, auditionné au Sénat - l'exécutif affirmant que « la situation actuelle est coûteuse pour l'entreprise, et illisible pour le salarié ». L'argument n'a néanmoins convaincu personne. Les patrons ont alerté contre une mesure qui pourrait complexifier plutôt que simplifier leur

quotidien, sachant qu'il était prévu que les entreprises puissent mettre à disposition des salariés toutes les informations ne figurant pas sur la fiche de paie. De plus, « elles devront payer le traitement administratif (...) puisque la mise à jour des systèmes d'édition des bulletins de paie n'est pas gratuite », pointait du doigt le président de la CPME, François Asselin. Les sénateurs, eux, ont confirmé en séance la suppression de l'article déjà votée en commission spéciale. Un amendement propose par ailleurs de modifier le titre du texte pour

en faire un projet de loi « portant diverses mesures dans le domaine économique », estimant que « si elles ne sont pas nécessairement infondées, il n'est pas pour autant certain qu'elles aillent dans le sens d'une réelle simplification, de l'avis même des acteurs concernés ».

LOUISE DARBON



Orly : préavis de grève des contrôleurs aériens pour les 11, 12 et 13 juin

Un nouveau préavis de grève pour les journées du 11, 12 et 13 juin a été déposé à l'aéroport d'Orly pour réclamer des recrutements supplémentaires, a annoncé le syndicat des contrôleurs aériens Unsa-Icna, mercredi. « Orly est clairement relégué au second plan par la DGAC (Direction générale de l'aviation civile) par rapport à l'autre aéroport parisien, malgré un enjeu stratégique similaire », a dénoncé une source au sein de ce syndicat préférant conserver l'anonymat. L'Unsa-Icna, deuxième en termes de représentativité chez les contrôleurs aériens (17% des voix aux dernières élections professionnelles) mais loin derrière le SNCTA (60%), dénonce la signature d'un accord entre la DGAC et le SNCTA fin avril prévoyant des mesures, notamment salariales, pour accompagner la refonte prévue du contrôle aérien en France. L'accord avait été rejeté par les syndi-

cats minoritaires Unsa-Icna et l'Usac-CGT (16%). Pour l'Unsa-Icna, il « acte une forte dégradation des conditions de travail des contrôleurs aériens » et ne vient pas régler les problèmes d'effectif. Ce syndicat avait déjà appelé à la grève le week-end du 25 et 26 mai avec pour conséquence, l'annulation de 70% des vols à Paris-Orly, deuxième aéroport français après Paris-Charles-de-Gaulle. Le 25 avril, en pleines vacances scolaires, le trafic aérien avait été fortement perturbé partout en France et par ricochet en Europe, à cause d'un premier mouvement social, provoquant l'annulation de milliers de vols. Le syndicat majoritaire SNC-TA « se désolidarise » de ces derniers préavis et dénonce une forme « de désinformation et d'instrumentalisation politique » qui constitue « un déni de démocratie sociale suite à l'accord majoritaire signé ».

LE FIGARO (AVEC AFP)

Une baisse des taux en trompe-l'œil à la BCE

Florentin Collomp

La Banque centrale européenne devrait, sauf surprise, réduire ses taux de 0,25 point jeudi. Mais la suite du mouvement est beaucoup plus incertaine, après un rebond de l'inflation.

La dernière fois que la Banque centrale européenne a baissé ses taux, c'était le 18 septembre 2019. Elle les a ensuite maintenus longtemps en zone négative, où ils étaient depuis 2014, avant d'entreprendre, à partir de juillet 2022, la plus brutale hausse du coût de l'argent, passant de -0,50 % à 4 % en septembre 2023, en réaction à la crise inflationniste. Ce jeudi, elle s'apprête, selon toute vraisemblance, à réduire de 0,25 point ses taux directeurs. Au grand soulagement des acteurs de l'économie : ménages emprunteurs, entreprises, États endettés... L'été commence à se desserrer, apportant un peu d'oxygène à l'économie.

« Cette baisse est un gage donné aux colombes du Conseil des gouverneurs par les faucons, mais une colombe ne fait pas le printemps »

Nicolas Forest

Responsable des investissements de Candriam

Las, le mouvement impulsé lors de cette réunion du Conseil des gouverneurs, à Francfort, risque de ne pas avoir l'ampleur anticipée depuis des mois. Au début de l'année encore, les marchés s'attendaient au coup d'envoi d'un desserrement monétaire régulier qui aurait vu les taux se réduire fortement d'ici à la fin de l'année. On se demandait même ce qu'attendait la BCE pour commencer. Or, au moment où elle s'apprête à le faire enfin, le contexte a un peu changé.

Le rebond de l'inflation en mai, à 2,6 % en moyenne dans la zone euro, contre 2,4 % les deux mois précédents,

incite les dirigeants de la BCE à garder la prudence qui les a fait attendre jusqu'ici pour baisser les taux. Ils scrutent l'hétérogénéité de l'inflation selon les pays. Celle-ci a fortement rebondi en Belgique, au Portugal, en Espagne, un peu en Allemagne ou en France, tandis qu'elle poursuit sa décrue en Italie, en Grèce ou en Irlande. Il serait donc encore trop tôt pour crier victoire, même si Christine Lagarde, présidente de la BCE, avait prévenu que la désinflation ne serait pas linéaire et connaîtrait des sursauts au cours de l'année.

Parmi les signes préoccupants, la hausse des prix dans les services est repassée au-dessus de 4 % en mai, après un seul mois de recul en avril. Et les augmentations de salaire, que les économistes de la BCE surveillent de près en guettant tout effet d'inflation de « second tour », ne faiblissent pas, à 4,69 % au premier trimestre, contre 4,45 % au quatrième trimestre 2023. « La dynamique reste encore incertaine : on a fait la partie la plus facile de la désinflation », commente Nicolas Forest, responsable des investissements de Candriam. La hausse des coûts du fret maritime est aussi un signe de fébrilité sur le front des prix des marchandises.

Pour compliquer encore l'équation, la BCE devrait revoir sans doute un peu à la hausse les perspectives de croissance dans ses nouvelles prévisions économiques, par rapport à la période anémique dont la zone euro semble émerger. La nécessité de baisser les taux de façon drastique, après avoir été longtemps attendue, se fait moins impérieuse. C'est, avec la persistance de l'inflation, la même raison qui a poussé la Fed à ne pas réduire les siens, comme attendu.

Au bout du compte, « la BCE ne va pas baisser ses taux parce qu'elle doit le faire, mais parce qu'elle peut le faire », analyse Carsten Brzeski, économiste chez ING. La baisse de jeudi a été tellement préannoncée par la plupart de



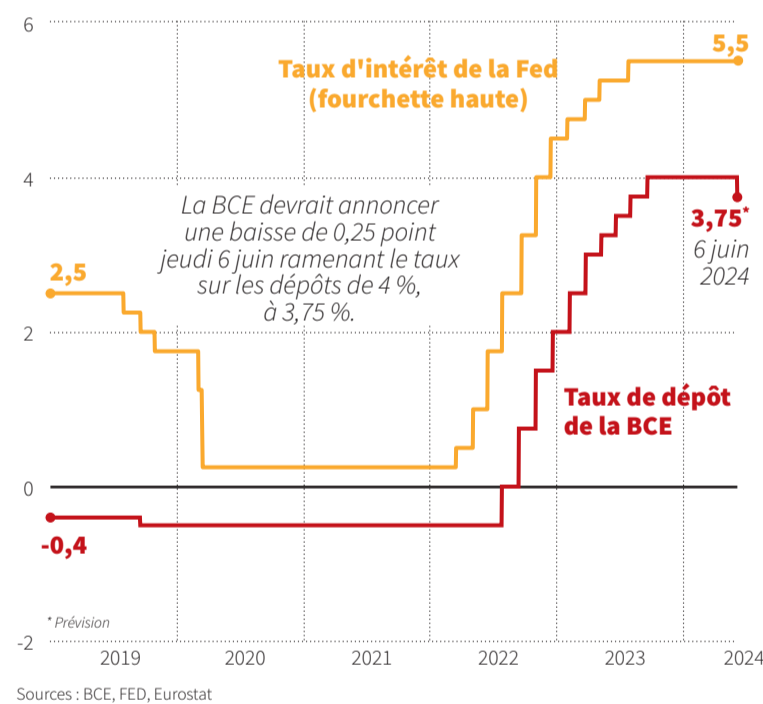
ses dirigeants ces dernières semaines qu'il serait difficile de se dédire sans provoquer un choc sur les marchés. « Cette baisse est un gage donné aux

colombes du Conseil des gouverneurs par les faucons, mais une colombe ne fait pas le printemps », met en garde Nicolas Forest.

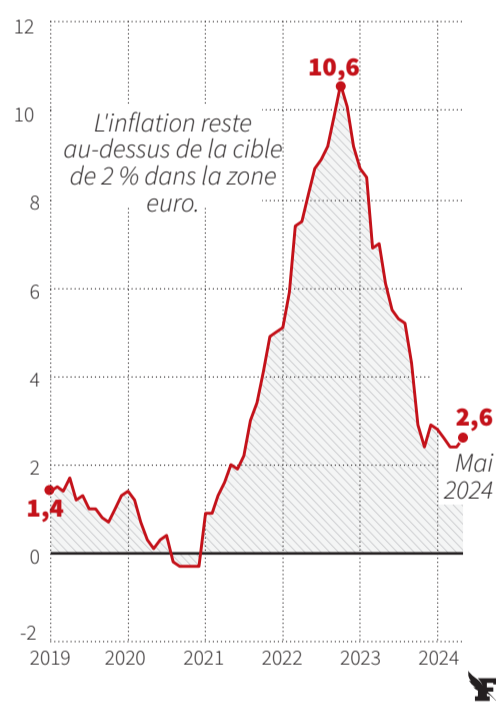
« C'est un assouplissement en trompe-l'œil. Une baisse d'un quart de point seule, ça ne change strictement rien. Les taux vont rester plus élevés plus long-

La BCE devance la Fed sur la baisse des taux

Évolution des taux directeurs en %



Taux d'inflation dans la zone euro, variation sur 1 an, en %



Une bouffée d'oxygène très attendue par les particuliers et les entreprises

Anne de Guigné et Danièle Guinot

La baisse des taux de la BCE aura des répercussions dans de nombreux secteurs d'activité.

Un impact encore limité sur le crédit immobilier

La baisse des taux de la BCE permettra-t-elle de relancer la production de crédits à l'habitat et en conséquence le marché immobilier en crise ? Les banques vont de fait répercuter dans leurs grilles le changement de braquet de la banque centrale. « Les taux devraient naturellement un peu baisser, confirme Florence Burdin, directrice du développement des marchés de Crédit agricole SA. Mais il faut relativiser l'impact de cette première baisse qui restera limité au regard de la hausse cumulée de 4,5 % en deux ans. »

Les banques n'ont toutefois pas attendu la BCE pour baisser le taux des crédits immobiliers. « Elles ont anticipé son action et, depuis le début de l'année, elles réduisent leurs taux », note Sandrine Allonier, porte-parole du courtier Vousfinancer. Elles l'ont encore fait en juin (-0,1 % en moyenne). Résultat, les Français s'endettent en moyenne à 3,55 % sur 15 ans (hors as-

surance) et à 3,75 % sur 20 ans, selon Vousfinancer. Ce qui représente un recul de 0,6 % à 1 % en moyenne par rapport au pic de 2023.

Désireuses de prêter plus - le crédit immobilier reste un produit d'appel -, les banques multiplient en ce moment les offres promotionnelles (taux bonifiés...) destinées aux primo-accédants ou aux acquéreurs dont le bien affiche une bonne performance énergétique. Pour autant, le retour des emprunteurs se fait attendre. Depuis janvier, la production de crédits a encore fondu de 30 % en moyenne par rapport à une année 2023 déjà en basses eaux. Car le recul des prix de la pierre (-5,5 % sur un an en mai) est loin de compenser la flambée des coûts de financement. Un ménage qui pouvait emprunter 100 000 euros fin 2022 ne peut plus prétendre qu'à 86 000 euros, selon Crédit logement.

« La baisse des prix de l'immobilier n'est pas suffisante, avance Florence Burdin. On sent depuis peu que la demande pour les crédits immobiliers frémisse, mais il faudra attendre plusieurs baisses de taux de la BCE pour que le marché reparte vraiment. » « On voit difficilement le marché redémarrer avant 2025 », abonde Stéphane Dedeyan, le président du directoire de La Banque postale. Certains experts tablent sur des taux de crédit immobilier sur 20 ans à 3,3 % ou 3,4 % à la fin de l'année.

L'assurance-vie dopée

Une baisse des taux d'intérêt n'est jamais une bonne nouvelle pour les épargnants car elle rogne le rendement des placements de court terme, comme les comptes à terme vedettes de 2023. « Le taux des contrats à terme de moins de deux ans devrait passer de 3,8 % à 3 %, entre mars et décembre 2024. En revanche, la rémunération des livrets bancaires, qui est restée faible, autour de 0,9 %, ne devrait pas évoluer fortement, prévoit Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne. Mais la baisse des taux de la BCE a souvent été anticipée par les établissements financiers et la rémunération des comptes à terme a déjà fondu de 0,2 % ou 0,3 % depuis février. »

Cette stratégie a poussé les Français à changer leur fusil d'épaule : la collecte d'épargne sur les dépôts à terme baisse depuis le début de l'année, les épargnants leur préférant des placements de plus long terme. « L'assurance-vie retrouve un intérêt majeur auprès des épargnants qui n'hésitent plus à arbitrer vers cette catégorie depuis leurs comptes bancaires », relève Vincent Menvielle, directeur marketing de la banque de détail à La Banque postale. La hausse des taux des fonds en euros en 2023 a de fait redoré le blason de l'assurance-vie : entre janvier et avril, les Français ont ainsi déposé 12,6 milliards d'euros (collecte

nette) sur leurs contrats. « L'assurance-vie devrait être le placement gagnant de la baisse des taux directeurs, anticipe Philippe Crevel. Les fonds euros dépendent davantage des taux longs (obligations d'État) que des taux monétaires. » Leur rémunération pourrait donc encore grimper en 2024.

Pas de changement en revanche à court terme pour le livret A, son taux (3 %) étant bloqué jusqu'en janvier 2025. En revanche, la rémunération du LEP (livret d'épargne populaire), liée à l'inflation qui a reflué, devrait théoriquement baisser le 1^{er} août passant de 5 % à 3,5 %. À moins que le gouvernement donne un coup de pouce à cette épargne populaire (avec un taux de 3,75 % ou 4 %).

De l'air frais pour les entreprises

Le changement de politique monétaire de la BCE est attendu avec impatience par les entreprises pénalisées ces dernières années par un crédit devenu cher. « Depuis mars, la demande de crédit des PME et des ETI reprend des couleurs, note Clotilde Quilichini, directrice de la clientèle entreprises chez BNP Paribas. La baisse effective des taux directeurs de la BCE va sûrement accélérer les prises de décision, car les entreprises ont de

nombreux projets d'investissement ou de croissance externe. Le mouvement devrait être plus prononcé à partir de septembre. »

Les grandes entreprises qui s'endettent en émettant des obligations retrouvent elles aussi de l'air frais. Ces derniers mois, les marchés obligataires ont complètement rouvert, y compris, mais dans une moindre mesure, celui de la dette à haut rendement (« high yield ») pour les entreprises les moins bien notées. « La baisse des taux de juin a été anticipée. Cela a attiré les investisseurs qui n'ont jamais été aussi nombreux et fait légèrement reculer les taux obligataires », explique Stéphanie Besse, responsable debt capital markets corporate chez Natixis CIB. En février, un grand groupe a par exemple émis une obligation à 7 ans à 3,62 %, contre 3,87 % un an plus tôt (0 % en 2019 !). Le recul des taux obligataires pourrait s'amplifier. « Les marchés de crédit n'ont pas encore valorisé de prochaines baisses de taux de la BCE », ajoute Thibault Cuillère, responsable de la recherche sectorielle chez Natixis CIB.

Le capital-investissement, qui est grippé depuis deux ans avec la hausse des taux d'intérêt, devrait également retrouver quelques couleurs. « La baisse des taux va d'abord permettre de faciliter les refinancements des LBO existants (achat d'entreprise avec effet de levier,



Le siège de la Banque centrale européenne, à Francfort.

POSZTÓS JÁNOS-STOCKADOBÉ

temps», renchérit Mabrouk Chetouane, responsable de la stratégie de marchés chez Natixis Investment Managers. Avec des taux directeurs au-dessus de 3 % et une inflation qui converge tout de même bon an mal envers la cible de 2 %, on restera donc en territoire monétaire restrictif. À l'opposé de la politique accommodante à laquelle on s'était habitués pendant des années, jusqu'en 2022.

Dès la prochaine réunion de politique monétaire en juillet, l'attentisme devrait reprendre le dessus. Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, généralement au point d'équilibre entre colombes et faucons, s'inquiète d'un excès de prudence de ses collègues, estimant qu'il y a suffisamment de marge pour poursuivre le mouvement de desserrement. Pourtant, après avoir prévu trois ou quatre baisses successives cette année, les marchés n'en attendent plus que deux, au rythme d'une par trimestre, avec un taux de dépôt encore bien au-dessus de 3 % à la fin de l'année et qui se stabiliserait à 2,5 % dans la deuxième moitié de 2025.

Si la BCE pourra s'enorgueillir d'avoir été avant-gardiste par rapport à la Réserve fédérale américaine, elle devrait progressivement se remettre dans sa roue pour ne pas risquer une divergence trop forte de politique monétaire. « La désynchronisation entre l'Europe et les États-Unis a tout son sens, estime

William de Vijlder, chef économiste de BNP Paribas. Il faudrait un affaiblissement significatif de l'euro pour freiner la BCE. »

Outre-Atlantique, où l'on envisageait jusqu'à huit baisses de taux de la Fed au début de l'année, il ne pourrait n'y en avoir finalement qu'une, entre septembre et décembre. En revanche, contrairement à la Fed, dont certains membres n'excluent pas de relever les taux à nouveau, cela semble écarté pour la zone euro, dont l'économie n'est pas en surchauffe. « Et cela détériorerait la visibilité pour la stabilité financière », prévient Mabrouk Chetouane. ■

**0,6 %
à 1 %
Recul**

**moyen des taux de crédit
immobilier depuis le pic de 2023**

NDLR), explique François Kayat, président non exécutif de Lazard en France. Faute d'accord sur les prix entre les vendeurs et les acquéreurs, beaucoup de projets de cession d'entreprises ont été annulés l'an dernier. Résultat, les fonds doivent aujourd'hui refinancer leurs opérations de LBO. « Jusqu'à récemment, le marché de la syndication bancaire était quasiment fermé et la dette privée pouvait atteindre des taux de l'ordre 10 % à 12 %, mais ces derniers temps, les taux sont repassés sous les 10 %, ajoute François Kayat. Si cette tendance se poursuit, elle permettra au marché de repartir un peu de l'avant. »

La détente des taux pourrait également donner un coup de fouet aux fusions et acquisitions, au ralenti depuis deux ans. « On sent que le marché est prêt à redécoller. Les financements sont à nouveau disponibles et nous sommes beaucoup sollicités par les entreprises qui ont beaucoup de projets, explique Céline Méchain, coresponsable de Goldman Sachs en France. Mais il faudra sûrement attendre cet été pour voir les effets des baisses de taux. »

■ Un effet décalé pour le budget de l'État

La baisse des taux apportera de l'oxygène au budget de l'État mais pas avant

plusieurs années. Pour l'instant, ce sont encore en effet les effets des hausses de taux qui se manifestent graduellement. Selon les derniers documents budgétaires, la charge de la dette tournerait ainsi autour de 55 milliards d'euros, en 2024 contre 49,5 milliards d'euros en 2022 et un point plancher à 34 milliards en 2020, juste avant le retournement, à la hausse, de la politique monétaire. En 2026, les crédits fléchés vers le paiement de la charge de la dette seront alors le premier poste de dépense de l'État. Ils dépasseront de 8,6 % ceux de l'enseignement scolaire. À cette échéance, 71 milliards d'euros seront dédiés au financement des intérêts de la dette, avant 84 milliards en 2027.

Ce décalage dans le temps s'explique par la longue maturité moyenne de la dette française, de 8,5 ans. Les mauvaises nouvelles sur les taux, comme les bonnes, se transmettent alors très lentement. Ainsi, aujourd'hui, le taux d'intérêt moyen de la dette émise par la France atteint 2 %. Ce ratio va donc encore progresser jusqu'en 2030 environ avant de décroître. Selon les estimations de Standard & Poor's, le paiement des intérêts de la dette représentera entre 2024 et 2027 4,3 % des recettes de l'État contre 3,3 % en 2023. ■

Les dernières surprises de la réforme de l'assurance-chômage

Thomas Engrand

Le décret arrive au Conseil d'État, avec de nouvelles mesures.

Pas à pas, la nouvelle réforme de l'assurance-chômage fait son chemin. Après avoir été présentée aux partenaires sociaux mi-mai, puis dévoilée par le premier ministre dans la foulée, elle a fait l'objet d'un projet de décret, que *Le Figaro* a pu consulter, qui a été envoyé au Conseil d'État ce mardi. En plus des grands principes – un durcissement des conditions à remplir pour toucher les allocations et une baisse de la durée d'indemnisation –, le texte quasi définitif révèle aussi quelques nouveautés. Parmi ces dernières, un accès facilité à l'indemnisation pour les salariés démissionnaires. Permettre à tous ceux qui veulent se reconvertir ou créer une entreprise d'être couvert par l'assurance-chômage a été l'une des grandes promesses de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron en 2017. L'idée avait fait naître une véritable attente et promettait de fluidifier le marché du travail. Las, face à la crainte d'un appel d'air et d'une envolée des coûts, le projet avait été revu à la baisse lors de sa mise en place en 2019. Les conditions à remplir étaient draconiennes. Il fallait en particulier avoir travaillé sans discontinuer pendant les cinq dernières

années. Un jour manquait et les possibilités s'effondraient. Résultat, seulement 18 000 personnes ont pu en profiter depuis son entrée en vigueur, une goutte d'eau par rapport aux 5,4 millions d'inscrits à France Travail en catégorie A, B, C en avril. Pour donner plus de marge, le décret vise à maintenir cinq années à travailler, mais à allonger la durée de référence à six ans. Cela devrait permettre de faire monter le nombre de salariés concernés à 30 000 par an.

Un « bonus emploi senior »

Le document révèle également une disposition dont le gouvernement n'avait pas fait la promotion : un an après avoir annoncé que les allocations sociales ne pourront plus être versées sur des comptes à l'étranger, il a décidé d'appliquer une potion similaire aux allocations chômage. Et ce, de façon très claire : les inscrits à France Travail devront « résider de manière effective sur le territoire au moins six mois par an ».

Enfin, le texte apporte des précisions sur la « contracyclicité » voulue par le gouvernement. Ce mécanisme consiste à durcir le soutien aux demandeurs d'emploi lorsque la santé du marché du travail

s'améliore. Ces derniers ont déjà vu une baisse de leur durée d'indemnisation de 25 % lorsque le taux de chômage est passé sous les 9 %. À partir du 1^{er} décembre, si ce taux passe sous le seuil des 6,5 % pendant deux trimestres d'affilée, la période d'indemnisation sera cette fois abaissée de 40 %. Ce seuil n'a pas été atteint depuis plus de cinquante ans...

Cette réforme veut également être le prolongement de la réforme des retraites de 2023. Pour faciliter le retour à l'emploi des chômeurs en fin de carrière, un mécanisme de « *bonus emploi senior* » a été annoncé par le gouvernement. Dans le détail, un salarié mis au chômage après 57 ans qui accepte un nouveau poste moins bien payé que le précédent pourra voir la différence compenser par l'assurance-chômage. Avec certaines limites toutefois. Ce coup de pouce durera 12 mois maximum et ne pourra excéder le montant de l'allocation moins 40 % du nouveau salaire brut. En parallèle, les seniors inscrits à France Travail en fin de droits continueront d'être couverts jusqu'à atteindre une retraite à taux plein, mais ils verront son montant plafonner à 2 202 euros. Soit 57 % du plafond mensuel de la Sécurité sociale. ■

SAINT-GOBAIN

ON PEUT FAIRE BASSE CONSOMMATION ET HAUT NIVEAU DE CONFORT À TOUS LES ÉTAGES

La rénovation énergétique est le chantier du XXI^e siècle. En Europe, 85 % des bâtiments existants doivent ainsi être modernisés⁽¹⁾. Chez Saint-Gobain, la rénovation énergétique est au cœur de notre savoir-faire. Chaque jour, nous imaginons des solutions innovantes⁽²⁾ pour les professionnels et les particuliers avec des matériaux plus légers et à faible impact carbone, des isolants à haut rendement énergétique, des vitrages de haute technologie pour réduire l'empreinte environnementale des immeubles collectifs et des maisons individuelles et améliorer le bien-être et la santé des habitants. Concevoir des solutions pour des bâtiments plus confortables, plus économes en énergie et en ressources, c'est le défi que nous nous engageons à relever pour une construction toujours plus durable.

SAINT-GOBAIN.COM

(1) Commission Européenne 2020 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0662>.
(2) Retrouvez toutes les informations concernant notre engagement pour une construction responsable : <https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/2021-06/net%20zero%20carbon%20roadmap.pdf>.

RCS Nanterre B 542 039 532 groupe Saint-Gobain, société anonyme - siège social : Tour Saint-Gobain - 12, place de l'us, 92096 La Défense Cedex - France. Capital social : 2 025 752 048 €.

Ariane 6, prête à enfin rendre à l'Europe son autonomie d'accès à l'espace

Véronique Guillermand

Avec quatre ans de retard, le successeur de la fusée européenne Ariane 5 doit décoller le 9 juillet.

Si tout se passe bien, le 9 juillet 2024 restera comme une date importante dans l'histoire spatiale européenne. C'est ce jour-là, sauf contretemps dû à la météo, que la nouvelle fusée européenne Ariane 6, successeur d'Ariane 5, doit décoller pour la première fois, depuis le centre spatial de Kourou en Guyane. L'annonce a été faite par Josef Aschbacher, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), ce mercredi, depuis le salon aéronautique ILA de Berlin. Il faudra encore attendre quelques semaines pour que l'horaire de la fenêtre de tir soit précisé.

« L'Europe revient dans le jeu. Nous sortons de la crise des lanceurs », se félicite Josef Aschbacher. Ce vol inaugural, qui embarquera un lot de petits satellites, dont deux pour le compte de la Nasa, est crucial. Il doit permettre de qualifier Ariane 6 et redonner aux Européens un accès autonome à l'espace, dont ils sont privés depuis un an, avec l'arrêt des opérations de lancement d'Ariane 5 et l'indisponibilité de Vega C, la petite fusée italienne, jusqu'à fin 2024 (après l'échec de son premier vol commercial fin 2022). Ce qui a contraint l'Europe à se tourner vers des lanceurs étrangers, notamment le Falcon 9 de SpaceX.

C'est peu dire que la pression est maximale sur les responsables d'Ariane 6 : l'ESA, en tant que maître d'ouvrage et autorité de qualification du lanceur, le Centre national d'études spatiales (Cnes), responsable du nouveau pas de tir à Kourou en Guyane, ainsi qu'Ariane Group, maître d'œuvre et constructeur de la fusée. D'autant que le programme, décidé en 2014, accuse un retard de quatre ans sur son calendrier initial et 600 millions de surcoûts par rapport à son budget initial de 4 milliards d'euros. Ariane 6, fusée polyvalente, capable de déployer sur toutes les orbites petits et gros satellites, ainsi que des constellations, doit prouver qu'elle est aussi fiable et ponctuelle qu'Ariane 5. En vingt-sept ans de carrière (1996-2023), cette dernière a affiché un taux de fiabilité de 98,5 % et n'a connu que 5 échecs.

Aussi, tout a été fait pour réduire au maximum le risque d'un échec, dont l'impact serait catastrophique. Car « un premier décollage est toujours un exercice risqué. Les statistiques internationales



Face au rouleau compresseur SpaceX, Ariane 6, bien que non réutilisable, a une carte à jouer. ESA/ARIANE GROUP/CNES

montrent qu'un vol inaugural sur deux se passe mal », rappelait récemment Philippe Baptiste, président du Cnes. Ce fut le cas pour la nouvelle fusée japonaise H3, qui a explosé en vol en mars 2023. A contrario, Vulcan Centaur, le nouveau lanceur lourd développé par ULA (Boeing associé à Lockheed Martin),

également en retard de plus de trois ans, a réussi son premier décollage le 8 janvier 2024. Tandis que le New Glenn, la fusée de Blue Origin, la société spatiale de Jeff Bezos, achève les préparatifs de son premier vol prévu d'ici à fin 2024, soit quatre ans plus tard que programmé.

Ariane 6 a donc été soumise à de multiples tests, essais, vérifications, re-vérifications, bref un « dérisquage » complet de ses équipements et systèmes, ainsi qu'à une simulation de mission, avec le décollage, la séparation des étages et le déploiement de satellites. La dernière étape, appelée « revue généra-

le de qualification » a été récemment franchie avec succès, ce qui a permis à l'ESA de donner une date précise pour le premier vol.

Le luxe de précautions pris par les Européens tranche avec les méthodes d'Elon Musk, le patron de SpaceX. Plutôt que de multiplier les tests et simulations numériques, la société spatiale du milliardaire parie sur un développement rapide, la construction de prototypes pas toujours 100 % prêts, qu'il ne craint pas de lancer et de casser, afin d'apprendre de ces échecs pour s'améliorer et retenter un vol quelques semaines plus tard.

Cette méthode empirique, qui a si bien réussi au Falcon 9, bien parti pour rester numéro un mondial des lancements en 2024 (plus de 50 tirs déjà réussis à fin mai), s'applique à Starship, sa fusée géante 100 % réutilisable. Starship, qui doit emmener des astronautes sur la Lune dans le cadre des missions Artemis de la Nasa à partir de 2026, devrait réaliser son 4^e vol d'essai, ce jeudi 6 juin. Cela, après trois tentatives qui se sont soldées par la destruction des prototypes.

« Avec 30 missions en carnet, Ariane 6 a déjà gagné la confiance de ses clients institutionnels et commerciaux »

Stéphane Israël

Président exécutif d'Arianespace

pes. L'objectif est « de passer de la mise en orbite à la démonstration de la capacité de retour et de réutilisation de Starship et de Super Heavy (l'étage de propulsion, NDLR) », explique SpaceX.

Face au rouleau compresseur SpaceX, Ariane 6, bien que non réutilisable, a pourtant une carte à jouer. Les clients, les États et les opérateurs de satellites, ne veulent pas dépendre d'une seule fusée. En témoigne le succès commercial du nouveau lanceur européen, malgré ces retards. « Avec 30 missions en carnet (dont 18 pour le compte de Kuiper, la constellation d'Amazon, NDLR), Ariane 6 a déjà gagné la confiance de ses clients institutionnels et commerciaux », insiste Stéphane Israël, président exécutif d'Arianespace. Si le premier vol se passe bien, le deuxième tir est prévu fin 2024, pour déployer le satellite militaire CSO 3, pour le compte du ministère des Armées.

L'entrée en service d'Ariane 6 « ouvrira la voie à l'exploitation commerciale et à une forte montée en cadence au cours des deux prochaines années. Avec Ariane 6, lanceur performant, polyvalent et évolutif, l'Europe bénéficiera d'un accès autonome à l'espace », insiste Martin Sion, président exécutif d'ArianeGroup. Ariane 6 vise « une dizaine de lancements par an en rythme de croisière. C'est un magnifique défi à relever avec nos partenaires », conclut Stéphane Israël. ■

La fusée Starship de Musk choisie pour lancer la station Starlab

Développée par Airbus et Voyager Space avec l'objectif de prendre le relais de l'ISS, elle sera mise en service en 2029.

La course aux stations spatiales privées est lancée. Objectif ? Préparer l'ère post-Station spatiale internationale (ISS). Assemblée en orbite entre 1998 et 2000, l'ISS doit fermer ses portes en 2030. Pour prendre le relais, plusieurs projets ont été lancés, dont celui de Starlab, qui compte faire la différence en développant une station spatiale en rupture avec les méthodes utilisées dans les années 1990 et 2000.

Lancé par la start-up américaine Space Voyager en 2021, le projet Starlab a été rejoint, en août 2023, par Airbus Space, filiale du géant européen de l'aéronautique. Un partenariat destiné à poursuivre, par le truchement d'acteurs privés, la coopération entre l'Europe et les États-Unis en orbite basse. Les deux partenaires ont créé une société commune, qui a été rejointe, en avril 2024, par le japonais Mitsubishi, en tant qu'actionnaire minoritaire. Plusieurs partenaires stratégiques ont embarqué à bord du projet, dont Northrop Grumman en

octobre 2023. Cela après avoir renoncé à développer sa propre station. Aujourd'hui, « c'est au tour du canadien MDA Space de rejoindre l'aventure ainsi que de la Lufthansa. Elle sera en charge de la formation des astronautes notamment non professionnels tels que des scientifiques, qui viendront à bord de notre station spatiale », a annoncé Manfred Jaumann, responsable des programmes en orbite basse d'Airbus Space.

Lufthansa Aviation Training, qui forme depuis des décennies des pilotes de ligne mais aussi des astronautes pour le compte de l'Agence spatiale européenne (ESA) notamment, veut contribuer à démocratiser l'accès à l'espace. « Nous mettons au point un nouveau concept inspiré des technologies utilisées pour former les pilotes de ligne, afin de proposer des formations moins coûteuses, plus rapides et à distance à un plus large public », explique Matthias Spohr, PDG de Lufthansa Aviation Training.

Parallèlement, la conception de la future station, dont le coût est estimé à plu-

sieurs milliards de dollars, avance. « Nous prévoyons d'achever la revue de design fin 2024 », précise Manfred Jaumann. Une étape qui prélude au lancement de la fabrication des premières pièces. Sous la houlette d'Airbus Space, les éléments de structure de Starlab seront construits - et c'est une première - par un chantier naval européen, dont la sélection est en cours. Airbus Space sera aussi en charge de l'assemblage final dans un nouveau site implanté en Europe, sans doute en Allemagne. Ce dernier s'inspirera des méthodes de production des avions Airbus.

La Nasa, « simple cliente »

Contrairement à l'ISS, construite en orbite, Starlab sera assemblée sur la terre ferme, puis lancée en une seule fois, en 2029, par SpaceX, la société spatiale d'Elon Musk. « C'est pourquoi nous avons sélectionné le Starship de SpaceX, qui est le seul à avoir la capacité de placer en orbite basse, grâce à sa coiffe de plus de 8 mètres, un objet de cette masse et de cette taille »,

précise Manfred Jaumann. Starlab, qui tournera à 500 km de la Terre, est composée de deux modules : le premier fournissant la propulsion et l'énergie via des panneaux solaires ; le second servant d'habitat et de laboratoire, d'un diamètre de 8 mètres (deux fois plus que celui de l'ISS). Ce dernier pourra accueillir jusqu'à huit astronautes en même temps.

Le projet Starlab accélère, car il devra convaincre les agences spatiales, futures clientes de ses services. En 2025, la Nasa doit sélectionner ses fournisseurs de stations spatiales. Comme elle l'a déjà fait en matière de transport de fret et d'astronautes à bord de l'ISS, en signant des contrats avec SpaceX et son Crew Dragon, et Boeing et Starliner. L'agence ne veut plus être propriétaire, exploiter et assurer la maintenance, seule ou en partenariat, d'une station spatiale, mais en devenir une « simple » cliente. Cela, afin d'assurer à ses astronautes un accès à l'orbite basse pour y mener des expériences en apesanteur.

En 2021, la Nasa avait décidé de soutenir plusieurs projets de stations privées, attribuant 160 millions à Space Voyager, 130 millions à Blue Origin et 140 millions à la start-up Axiom Space. Ce qui avait eu un effet de levier pour lever des fonds auprès d'investisseurs privés. D'autres agences sont sur les rangs pour accéder à la station, à l'instar de la japonaise Jaxa ou de l'Agence spatiale européenne (ESA). En novembre dernier, cette dernière a signé une lettre d'intention en ce sens avec Space Voyager et Airbus Space.

Le business model repose toutefois sur les clients privés. 10 % seulement du chiffre d'affaires devraient être générés par les agences publiques et le solde par des universités, des industriels, qui veulent réaliser des tests, ou des recherches en microgravité, mais aussi par le tourisme. Starlab a d'ailleurs signé un accord avec le groupe hôtelier Hilton, qui apporte son expertise pour aménager des « chambres » confortables pour les futurs touristes spatiaux. ■

V.G.D.

Proxima veut livrer bataille à la SNCF sur la façade atlantique

Valérie Collet

Le fonds Antin, unique actionnaire de cette nouvelle compagnie, prévoit de faire circuler les premiers TGV en 2028.

Depuis quelques mois, le nom d'un nouveau projet ferroviaire, baptisé Proxima, est cité sans que personne ne sache précisément ce qui se cache derrière. Seul le nom de sa directrice générale, Rachel Picard, une des anciennes dirigeantes de l'équipe de Guillaume Pepy à la SNCF, avait été dévoilé. Celle qui a passé seize ans dans le groupe avant de le quitter en 2020 est bien décidée à créer « la première compagnie indépendante de trains à grande vitesse » face au poids lourd historique.

Le projet avance tant et si bien que les fondateurs et actionnaires de Proxima dévoilent aujourd'hui leur jeu. D'abord en confirmant l'achat à Alstom de douze rames TGV de nouvelle génération, celles que la SNCF a appelées « M ». Des rames capables d'accueillir davantage de voyageurs, moins gourmandes en énergie et moins chères à exploiter. La facture de cet investissement, de l'ordre de 40 millions d'euros par rame, avoisine les 500 millions d'euros. L'unique actionnaire de Proxima, le fonds d'investissement Antin Infrastructure Partners, prévoit d'investir 1 milliard d'euros dans le projet. C'est son cinquième investissement dans

l'environnement ferroviaire (après Porterbrook au Royaume-Uni, ERR en Allemagne, Grandi Stazioni Retail en Italie et LSRC aux États-Unis).

Livrées à partir de 2027, les rames TGV de Proxima circuleront l'année suivante sur l'axe Atlantique pour desservir Rennes, Angers, Nantes, Bordeaux depuis Paris. Pourquoi ce choix ? « La façade atlantique est plébiscitée, beaucoup de gens sont à quai faute de place », répond Rachel Picard. L'objectif de la nouvelle compagnie est d'atteindre 10 millions de voyageurs par an. La SNCF en a transporté 122 millions en TGV l'an passé. Proxima s'est aussi assuré de pouvoir baser sa flotte et réaliser la maintenance de ses trains dans un atelier de maintenance en construction près de Bordeaux. Il est détenu par Lisea, le consortium privé de la ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux.

Le pari de la conscience écologique

Les fondateurs de Proxima, Rachel Picard et Tim Jackson, expert des matériels ferroviaires et créateur d'Alpha Trains, sont convaincus que ce « petit » projet à l'échelle de la SNCF, avec seulement 300 employés, va trouver sa place avec un confort, un design et une per-



LYDIE LECARPENTIER/REA

Rachel Picard, ancienne directrice générale de Voyage SNCF, est la nouvelle directrice générale de Proxima.

sonnalisation des trains différents de ce que propose le groupe ferroviaire. Pour parvenir à l'équilibre financier, Proxima va devoir trouver la bonne formule pour remplir les trains et contenir ses coûts. Il lui faudra négocier avec SNCF Réseau, qui exploite l'infrastructure ferroviaire, des tarifs de péage qui l'aideront à démarquer. Trenitalia avait réussi à obtenir un tarif progressif pendant trois ans. En revanche, sur le tronçon Tours-Bordeaux, le plus onéreux, Proxima devra directement s'entendre avec Lisea.

Rachel Picard fonde ses espoirs sur l'évolution des modes de transport en faveur du train : « Je vois s'accélérer la conscience écologique qui place désor-

mais le train en tête des choix des voyageurs. Y compris pour des trajets de 6 heures à 7 heures », dit-elle. La dirigeante ajoute que la segmentation établie avant le Covid entre la clientèle loisir, celle des professionnels et même les heures de pointe a évolué : « Aujourd'hui, les choix de vie entre travail et domicile peuvent s'organiser avec des trajets de moins de deux heures de TGV. »

Des concurrents sur les rails

Même si l'ouverture à la concurrence existe depuis 2018 pour les trains à grande vitesse, peu d'acteurs ont fait leur entrée en France. Outre Trenitalia et Renfe, plusieurs projets de start-up

ont été annoncés. Le Train, une entreprise basée à L'Isle-d'Espagnac, près d'Angoulême, prévoit de relier à grande vitesse des villes du Grand Ouest (Nantes et Bordeaux notamment). Le projet de Kevin Speed, une compagnie de TGV à bas coût circulant entre Paris, Lille, Lyon et Strasbourg, pourrait coïncider avec celui de Proxima. Il réclame également un investissement de 1 milliard d'euros. Enfin, Evolyn ambitionne de concurrencer Eurostar avec des TGV sur l'axe Paris-Londres dès 2025. Tous n'atteindront pas la ligne d'arrivée. Plusieurs initiatives comme RailCoop et Midnight Trains ont capoté ces derniers mois. ■

Beaumanoir, planche de salut de Quiksilver et Roxy

Mathilde Visseyrias

En mettant la main sur ces marques, le groupe malouin se diversifie dans la mode outdoor.

Quiksilver, Roxy, Billabong... Le groupe Beaumanoir (La Halle, Caroll, Sarenza...) prend un coup de fun en rachetant les activités de Boardriders et l'exploitation de ses marques emblématiques en Europe de l'Ouest. « Racheter Boardriders, qu'il faut redresser, est un véritable challenge, reconnaît Roland Beaumanoir, président-fondateur du groupe éponyme. Mais ses marques décontractées répondent à une tendance de fond consistant à s'habiller plus sport. »

En perte de vitesse depuis des années, la consommation de vêtements est structurellement en baisse, et personne n' imagine un retournement de tendance. Vivre (et survivre) dans ce marché en crise exige de gagner en permanence des parts de marché. C'est ce que vise une fois de plus le groupe Beaumanoir, toujours en croissance. Après avoir acquis La Halle, Caroll ou encore Sarenza, il met cette fois-ci la main sur des marques lifestyle qui ont une carte à jouer dans la vie de tous les jours, et pas seulement sur un surf, un skateboard, des skis ou un BMX. « Nous étions arrivés à une taille critique sur la mode accessible, affirme Jérôme Drianno, directeur général du groupe Beaumanoir. Il fallait évoluer sur le segment du lifestyle, dont le meilleur exemple est le succès de The North Face ces dernières années. »

Les activités de Boardriders étaient en vente depuis quelques années. Une opportunité que le groupe basé à Saint-Malo saisit aujourd'hui pour entrer de plain-pied sur ce segment. L'opération vient d'être approuvée par l'Autorité de

la concurrence. L'américain Authentic Brands Group reste propriétaire des sept marques de Boardriders (Quiksilver, Roxy, Billabong, DC Shoes, Element, RVCA et VonZipper). Beaumanoir lui achète la licence pour les exploiter en Europe de l'Ouest, pendant quinze ans. Charge à lui de faire évoluer l'offre, de piloter le design, l'approvisionnement, la production et la distribution. « Authentic Brands Group a divisé le monde en trois, entre nous pour l'Europe de l'Ouest, un groupe japonais pour l'Asie et Liberated Brands aux États-Unis, explique Roland Beaumanoir. Nous leur reversons des royalties. »

Suppressions de postes

Avec 150 magasins en succursale, auxquels il faut ajouter des milliers de points de vente partenaires (Intersport...), Boardriders a généré un volume d'affaire de 300 millions d'euros en Europe de l'Ouest l'an passé. Mais ses activités ont vécu leur heure de gloire il y a bien longtemps. Elles génèrent des pertes, que Beaumanoir espère bien faire disparaître dans les trois ans. Le bureau d'achat basé à Hongkong sera réduit mais gardé. Le groupe familial malouin s'est aussi engagé à conserver le siège européen de Boardriders à Saint-Jean-de-Luz. Au prix d'importantes suppressions de postes. « Sur les 700 et quelques personnes travaillant au siège de Saint-Jean-de-Luz, nous tâchons d'en garder 500, n'ayant plus que le tiers de l'activité qui s'y fait », déclare Roland Beaumanoir. « Un mal pour un bien », selon Jean-François Irigoyen, maire de la ville. ■

LE FIGARO PARTNER

EN COLLABORATION AVEC

LA MUTUELLE
générale

L'OBSERVATOIRE
SOLIDAIRE

LE RENDEZ-VOUS DES AIDANTS

LES SALARIÉS-AIDANTS ONT BESOIN D'AIDE

Une mère souffrant de la maladie d'Alzheimer, un conjoint touché par le cancer, un enfant en situation de handicap... De nombreuses personnes prennent soin chaque jour d'un de leurs proches tout en menant de front leur vie professionnelle. Un quotidien chargé qui relève souvent du parcours du combattant.

« Être aidant, ça oblige à tenir. Il n'est pas envisageable de ne pas aider du mieux que l'on peut un membre de sa famille lorsqu'il est malade, dépendant ou en situation de handicap. Mais on ne se rend pas compte de la fatigue que l'on accumule, du fait de la charge mentale, de l'aspect émotionnel et du temps consacré à cet accompagnement », confie Samira Kadi, une infirmière et coordinatrice de parcours qui a été aidante de son père et de sa mère, atteints l'un et l'autre d'un cancer à quelques mois d'intervalle. Comme elle, les aidants seraient environ 11 millions à prendre soin d'un parent, d'un conjoint ou d'un enfant en situation de vulnérabilité en raison d'une affection chronique, d'une maladie neurodégénérative ou d'un handicap. « Cette charge mentale est présente en permanence dans leur esprit, 7 jours sur 7, 24 heures sur

24 », souligne Pierre Denis, responsable de l'Observatoire solidaire de La Mutuelle Générale des salariés-aidants. Pas étonnant puisqu'ils ont généralement un rôle central dans l'organisation du quotidien de leur proche. « Ils coordonnent les interventions des paramédicaux et des auxiliaires de vie, s'occupent de la logistique, qu'il s'agisse des courses ou des repas, gèrent les rendez-vous médicaux et la partie administrative liée à la prise en charge, souvent chronophage », constate Samira Kadi.

Aider sans en parler

Pour beaucoup, cet accompagnement se conjugue avec une vie professionnelle. Selon le baromètre publié en 2023 par l'Observatoire solidaire de La Mutuelle Générale, 20 % des salariés ont été ou sont actuellement en situation d'aidant familial. La grande majorité d'entre eux (81 %) n'en ont pas informé leur

employeur. Raison généralement invoquée ? Cette situation relève de la vie privée et n'a pas d'impact sur le travail effectué. « C'est aussi lié au fait qu'ils considèrent normal d'assister un proche qui en a besoin », complète Pierre Denis. Mais il y a peut-être une autre explication : peu d'entreprises, jusqu'ici, se sont emparées de cette question. À peine une entreprise sur dix a pris des dispositions en faveur des salariés-aidants. Pourtant, 92 % des salariés verraient d'un bon œil que leur employeur propose un système leur permettant de faire preuve de solidarité envers leurs collègues aidants. Ils sont aussi 80 % à se dire motivés par l'organisation d'actions de sensibilisation aux enjeux des aidants qui travaillent. En attendant, ces derniers s'efforcent de concilier au mieux leur fonction d'aidant avec celle de salarié. Ce qui leur manque le plus ? Le temps, mais également des occasions de souffler et des interventions extérieures susceptibles de les décharger de certaines tâches. « Il existe des ressources locales, associatives souvent diffuses... Il n'est pas simple de s'y retrouver », constate Domitille Currat, fondatrice de Cocon&CO, une société de conseil et services aux entreprises, partenaire de l'Observatoire solidaire de La Mutuelle Générale des salariés-aidants. Elle participe d'ailleurs à la mise en place de coordinateurs dévoués aux salariés-aidants, une initiative en cours.



PUBLI-COMMUNIQUÉ RÉALISÉ PAR 14 H

Serge Nedjar : « CNews est le miroir de la société française »

Caroline Sallé

Le directeur général de la chaîne d'info revient sur sa nouvelle place de leader.

Une audience quasiment quintuplée, qui a bondi de 0,6 % à 2,8 %. Un nombre de téléspectateurs quotidien passé de 6 millions à 8,2 millions, en hausse de 37 % ... Depuis sa relance, fin février 2017, CNews, l'ex-iTélé, a fait du chemin. Au point de devenir la première chaîne d'information de France en mai, et de détrôner BFMTV, dont l'audience a atteint 2,7 %. Une prouesse. La chaîne du tycoon des télécoms Patrick Drahi, en cours de rachat par l'armateur Rodolphe Saadé, était jusqu'alors indéboulonnable : BFMTV trustait la première place depuis juillet 2010.

Pour son directeur général, Serge Nedjar, le succès de CNews, propriété du groupe Vivendi, s'explique simplement. « Nous avons pris le parti de parler de tout avec tout le monde. Y compris des sujets considérés comme sensibles, l'immigration, l'insécurité, la paupérisation de nos concitoyens... moins traités sur les autres antennes. Chez nous, les journalistes ont une mission simple : s'adresser aux gens et non aux autres journalistes. CNews s'intéresse aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyens. Nous sommes le miroir de la société française », résume-t-il. Mis en place dès les débuts de la chaîne, ce positionnement « n'a pas bougé d'un iota depuis ».

Et il plaît au public, qui plébiscite les débats et les talk-shows de la chaîne. De « L'Heure des pros » incarné par Pascal Praud, à « Punchline » avec Laurence Ferrari, en passant par « Midi News » présenté par Sonia Mabrouk ou « Face à l'info », piloté par Christine Kelly, « toutes les émissions ont explosé leur plafond de verre » assure Serge Nedjar. La saison prochaine devrait donc, dans l'ensemble, ressembler à celle qu'il s'achève. « Notre grille de programmes est solide,

nous n'avons aucune raison de la modifier. Et même si nous avons encore quelques faiblesses le week-end, nous avons beaucoup progressé. » Les codiffusions de certaines émissions avec la radio Europe 1, rachetée par Vivendi « ne devraient pas évoluer, puisque nous avons quasiment atteint le plafond autorisé ». Quant aux incarnations de la chaîne, « elles seront à l'antenne à la rentrée. Avec 100 % de certitude ».

La riposte de BFMTV

Le dirigeant a-t-il tenté de renforcer CNews en débauchant Olivier Truchot et Alain Marschall, le duo à succès des « Grandes Gueules » sur RMC, cousine de BFMTV ? « J'ai approché quelques journalistes présentateurs ces trois dernières années, dont eux. Ce sont des gens de valeur. Ils sont fidèles à leur groupe et à leur public. La loyauté est une qualité que je trouve formidable », glisse-t-il.

BFMTV, « une excellente chaîne d'info, tout comme LCI », insiste Serge Nedjar, ne reste pas les bras croisés face à la montée en puissance de CNews. Elle vient de récupérer Éric Brunet, qui a passé quatre ans sur LCI, pour tenter de reprendre son leadership perdu face à Pascal Praud en soirée. Mais cela n'inquiète pas le directeur général de CNews. « Éric Brunet est un grand professionnel, très sympathique de surcroît. C'est une saine concurrence et j'y vois même une forme de reconnaissance : nous sommes devant, BFMTV tente de récupérer notre audience. C'est plutôt flatteur. »

Le patron de CNews ne s'inquiète pas davantage de voir arriver un nouvel actionnaire, Rodolphe Saadé, disposant de moyens considérables pour renforcer BFMTV. « Il est toujours très positif de voir de grands industriels investir dans le secteur de l'information. C'est même une excellente nouvelle », considère-t-il.



« Chez nous, les journalistes ont une mission simple : s'adresser aux gens et non aux autres journalistes », souligne Serge Nedjar (ici dans les locaux de la chaîne, à Issy-les-Moulineaux). CNEWS

Face à la concurrence, CNews, en somme, demeure stoïque. « Tant que nous resterons proches des gens, avec de l'authenticité et de la sincérité en plateau, nous progresserons ».

La chaîne se retrouve pourtant régulièrement sous le feu nourri des critiques, accusée de faire le jeu de l'extrême droite. « Nous n'avons aucune ligne politique. Nous mettons toutes les opinions autour de la table, défend Serge Nedjar. La chaîne serait responsable de la montée du populisme et de l'extrême droite alors qu'elle réalise 2,8 % d'audience, quand TF1 et France 2 atteignent respectivement près de 19 % et 15 % en mai ? Tout ça n'est pas très sérieux. » En pleine campagne des européennes, il rappelle en outre que CNews « respecte les temps de parole à la seconde près ».

En février dernier, la députée écologiste Sophie Taillé-Polian avait lancé une pétition contre le renouvellement de l'autorisation d'émettre de CNews notamment, alors que l'Arcom, le gendarme de l'audiovisuel, doit déterminer quelles chaînes auront le droit d'émettre en France en 2025. Quinze fréquences, dont celle de CNews, sont concernées. « J'ai un peu de mal à comprendre que des partis politiques comme LFI ou

Europe Écologie-Les Verts réclament l'interdiction d'un média et cherchent à faire taire des journalistes. C'est une atteinte grave à la liberté d'expression », dénonce le dirigeant. La chaîne s'est aussi retrouvée au cœur des débats de la commission d'enquête sur l'attribution des fréquences de la télévision numérique terrestre (TNT), à l'Assemblée nationale en début d'année. « Nous sommes la chaîne du réel, la chaîne qui montre les choses telles qu'elles existent. Nous bousculons l'hégémonie de certains de nos confrères, qui n'acceptent pas toujours notre liberté de ton. Mais je constate que les critiques virulentes de nos concurrents et de certains partis politiques nous ont aidés. Elles n'ont fait que grossir les rangs de nos téléspectateurs. »

Multiples rappels à l'ordre

Bien que la chaîne ait été rappelée à l'ordre à plusieurs reprises par le régulateur, et malgré les critiques, Serge Nedjar reste confiant sur le renouvellement de fréquence de CNews. « Tout est possible. Mais il serait injuste de retirer sa fréquence à une chaîne qui respecte scrupuleusement sa convention. Je n'y crois pas. » Si celle-ci venait à être renforcée, « CNews respectera à la lettre les

nouvelles conditions, comme elle l'a toujours fait ». Idem lorsque l'Arcom, qui a été sommé par le Conseil d'État de muscler son contrôle du pluralisme des télévisions et radios, appliquera de nouvelles règles.

En attendant, la chaîne, longtemps déficitaire, est proche de remporter son pari économique. Dans un marché très concurrentiel, l'objectif d'atteindre l'équilibre en 2022 a pris du retard. « Beaucoup d'événements sont venus perturber le marché publicitaire et ne nous ont pas permis de monétiser notre audience, malgré sa progression », justifie Serge Nedjar. Mais depuis le mois de mars, CNews est désormais dans le vert. « Nous serons probablement à l'équilibre en 2024 », ajoute-t-il. « Les annonceurs sont au rendez-vous et ils nous font confiance. Nous ne parvenons pas d'ailleurs à satisfaire toutes les demandes. » En 2023, sur une année complète, CNews avait attiré 506 annonceurs. Sur les cinq premiers mois de 2024, elle en comptabilise déjà 351, selon le directeur général. « Malgré les critiques contre CNews, le succès est là et les annonceurs nous considèrent comme une chaîne incontournable. L'année devrait être très positive pour nous. » ■

Des doubles IA de cadres pourraient envahir les visioconférences

Carla Plomb

Des start-up planchent sur des clones de professionnels, capables de les remplacer durant leurs réunions en ligne.

Des clones générés par IA capables de nous remplacer lors d'une visioconférence, de lire un PowerPoint ou de présenter un projet devant des investisseurs... Ce projet paraît tout droit sortir d'un film de science-fiction, et pourtant. De plus en plus d'entreprises spécialisées dans l'IA générative proposent aujourd'hui de créer une représentation numérique quasi parfaite de nos personnes, du visage, à la façon de parler ou d'écrire.

Les grands noms de la Silicon Valley sont les premiers à s'y pencher. Le PDG de l'application de visioconférence Zoom a ainsi confirmé travailler sur une telle fonctionnalité. « Je pourrais envoyer une version numérique de moi-même à une réunion pendant que j'irai à la plage. Je n'aurais pas non plus besoin de vérifier mes mails ; la version numérique de moi-même peut les lire » a-t-il commenté au média américain The Verge. « Nous passons tous trop de temps à passer des appels téléphoniques, à participer à des réunions, à supprimer des spams et à répondre à des SMS ».

Pour l'instant, Zoom propose des résumés écrits de visioconférences, qui sont générés par IA. Utile, mais « encore extrêmement modeste » pour Éric Yuan. Car avec ces clones factices, c'est tout le monde professionnel qui pourrait être impacté. Une étude du cabinet d'études Valoir suggère que l'IA pourrait automatiser 40 % de la journée de travail

moyenne. Toutefois, Éric Yuan souligne que cette vision ne deviendra pas une réalité sur sa plateforme avant plusieurs longues années.

D'autres offrent dès maintenant leurs services. L'entreprise américaine Touchcast propose ainsi à ses clients de « créer des jumeaux numériques » en 60 secondes, à l'aide de son « répliqueur ». Pour son projet, la start-up new-yorkaise avait levé 55 millions de dollars début 2021. Des secteurs sont plus concernés que d'autres : elle se targue de compter parmi ses clients le groupe financier Macquarie, qui offre des services de financement, d'investissement et de gestion de fonds. S'y ajoute Accenture, entreprise mondiale de conseil. Plus étonnant encore, des professeurs de l'Imperial College de Londres l'auraient également utilisé, révèle Bloomberg.

Et le premier à utiliser son clone n'est autre que le fondateur de la start-up, Edo Segal. Pour trouver de nouveaux fonds, il doit encore honorer de nombreux rendez-vous avec des investisseurs... de quoi tester en situation réelle sa doublure numérique. Si la présentation d'un projet peut vite s'avérer répétitive, l'IA, capable d'analyser une présentation PowerPoint, peut ensuite la transformer en script pour le clone.

Peur des questions pièges des interlocuteurs ? Le sosie est aussi capable d'ingérer des documents et du contenu en ligne pour générer des réponses co-

hérentes. Dans une vidéo promotionnelle, le clone d'Edo Segal s'exprime avec le même ton, les mêmes mimiques de visage, du haussement de sourcil aux gestes avec les mains. Difficile de remarquer la patte de l'IA, si ce n'est un léger ton monocorde. Sur le visage, pourtant, les dents sont décentrées et la bouche ne suit pas toujours les paroles, un signe souvent remarqué sur les images générées artificiellement.

« Je pense que ces avatars, lorsqu'ils sont construits de manière réfléchie, ont le potentiel d'agir comme des miroirs qui nous renvoient notre propre personnalité pour que nous l'examinions »

Reid Hoffman
Cofondateur de LinkedIn

Touchcast n'est pas la seule à s'être positionnée sur ce marché. Valorisée 1 milliard de dollars, la jeune pousse américaine Synthesia propose elle aussi à ses clients de créer des avatars personnalisés, que la société décrit comme « une version numérique réaliste de vous-même ». Associés à un clone de la voix, ils peuvent être utilisés pour créer rapidement des vidéos de

formation ou d'autres communications internes.

Dernière invention en date, des « avatars expressifs », qui peuvent automatiquement adapter le langage corporel et le ton de la voix. L'IA intégrée est alors capable de détecter si le clone doit sourire, faire la moue ou froncer les sourcils. « Plus de 200 000 personnes ont utilisé nos 225 avatars pour créer plus de 18 millions de présentations vidéo et les ont publiées dans plus de 130 langues », revendique Synthesia. La division services web du géant Amazon a d'ailleurs été l'un des premiers acteurs à tester cette technologie.

Mais converser avec son double, est-ce possible ? Le cofondateur de LinkedIn a tenté l'expérience. Reid Hoffman a ainsi partagé une vidéo de lui interrogeant sa version IA, bricolée par ses soins avec plusieurs logiciels. « Ce n'est pas parce que je veux un autre moi. En réalité, je pensais que je n'aimerais pas faire cela », soutient l'homme de 56 ans. La manière de s'exprimer de son double se base sur les livres, discours, articles et podcasts produits par Reid Hoffman durant les vingt dernières années. « J'étais curieux de tester les capacités d'un jumeau numérique : comment l'interaction avec lui pourrait m'aider à penser différemment, à m'exprimer d'une nouvelle manière ou à relier des idées que je n'aurais peut-être pas eues autrement. »

« Je pense que ces avatars, lorsqu'ils sont construits de manière réfléchie, ont

le potentiel d'agir comme des miroirs qui nous renvoient notre propre personnalité pour que nous l'examinions. » L'homme d'affaires avoue continuer à utiliser ce sosie, notamment pour traduire ses discours dans des dizaines de langues qu'il ne maîtrise pas. « Je peux entrer en contact avec des personnes avec lesquelles je n'aurais pas pu communiquer autrement », appuie-t-il.

Augmenter la productivité, mais à quel prix ? Le clonage par IA inquiète de nouveau quant à la diffusion de deepfakes, voire, dans certains secteurs, la suppression directe d'emplois. Certains se voient déjà remplacés, d'autres s'imaginent se rendre au bureau et se retrouver face à des représentations pixelisées de ses collègues lisant un script.

Synthesia affirme qu'elle vérifie soigneusement l'identité de ses clients et qu'elle peut restreindre les types de contenus que les utilisateurs peuvent produire, afin d'éviter les dérapages. Et plus spécifiquement à l'approche d'élections. « Nous sommes conscients que les avatars expressifs sont une nouvelle technologie puissante, lancée au cours d'une année importante pour la démocratie, où des milliards de personnes dans le monde entier exercent leur droit de vote », affirme la société. Son PDG, quant à lui, martèle que les jumeaux IA ne remplaceront pas les humains. Mais qu'ils donneront plutôt à leurs utilisateurs un « superpouvoir ». ■



QUEL SERA LE GOÛT DU VIN EN 2050 ?

UN ÉVÈNEMENT EN DIRECT SUR LEFIGARO.FR

RENDEZ-VOUS CE SOIR À 19H00

RETROUVEZ-NOUS POUR LA DEUXIÈME ÉDITION CONSACRÉE AU VIN

LES PARTICIPANTS DE CETTE NOUVELLE ÉDITION :

Chercheur en neurosciences
ALEXANDRE POUGET



*Ministre déléguée auprès du ministre de
l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire*
AGNÈS PANNIER-RUNACHER



*Sommelier Meilleur Ouvrier
de France (MOF)*
ANTOINE PÉTRUS



CAROLINE FREY
Œnologue



YVES CAMDEBORDE
Cuisinier libre



LAURENCE BERLEMONT
Agronome et œnologue



Avec le soutien de

MoëtHennessy



Plus d'informations sur : www.avis-vin.lefigaro.fr

Suivez-nous sur  @BigBangFigaro

Visionnez la
bande-annonce





HORLOGERIE

LA MONTRE D'INSPIRATION MILITAIRE A-T-ELLE FAIT LONG FEU ?

PAGE 31

Hamilton.



VOYAGE

FRANCE, ALLEMAGNE, LUXEMBOURG : COMMENT LE TOURISME TRANSFRONTALIER EN MOSELLE SCELLE LA RÉCONCILIATION

PAGE 30

Musées, archives, concerts : la mémoire vive du débarquement

À l'occasion des cérémonies des 80 ans du D-Day, de nombreuses manifestations culturelles font revivre avec émotion cet épisode héroïque de l'histoire. PAGES 28 ET 29



AFP: FOTOSTUDIO2: F. MOSELLE ATTRACTIVITE

Ne dites pas non à ce sublime « Oui »

Anthony Palou

Aux Ateliers Berthier, ce texte vertigineux de Thomas Bernhard met en scène un scientifique au bord du gouffre et une mystérieuse « Persane ».

On reconnaît immédiatement le style de Thomas Bernhard à cette phrase qui n'en finit pas et qui, tel le boa constrictor, « *consomme sa proie vivante qu'il capture en bloquant sa circulation sanguine dans ses replis* » (dit une notice Wikipédia). L'écrivain autrichien n'était pas du genre à resserrer sa syntaxe. À l'Odéon-Berthier, nous pouvons apprécier un sublime échantillon de cette prose envoûtante grâce à ce *Oui*, court récit tragique adapté et mis en scène par Célie Pauthe et interprété par Claude Duparfait. Ce comédien donne corps aux mots qui se font de plus en plus angoissants, ils vous enveloppent dans un curieux effroi. Duparfait endosse à la perfection la veste défraîchie du type qui n'est pas au mieux de sa forme.

Dépressif, au bord de « la bascule », comme il dit pour ne pas dire « suicide ». Le narrateur, un scientifique, prépare une étude sur « *les anticorps dans la nature* », lui qui semble ne pas en avoir beaucoup pour combattre les secousses de l'existence. Il est comme le porte-parole d'un monde naufragé. Claude Duparfait – qui aura parfois des intonations à la Michel Bouquet – entre sur scène un livre à la main, dit : « *Bonsoir. On pourrait peut-être commencer ensemble avec Schopenhauer, non ?...* » Alors, il s'assied, de biais, sur une chaise de jardin. À côté de lui, une bouteille d'eau et un sac de gravats. On ne saura ce qu'il y a dans ce sac qu'à la fin du spectacle.


Bien entendu, le spectateur entrera ou pas dans l'intense âpreté poétique du texte bernhardien. Le narrateur est donc un homme seul qui, comme tout homme seul, a besoin de parler, de raconter sa solitude. Il se confie à son meilleur ami (qu'on ne verra pas), un certain M. Moritz, agent immobilier. Nous sommes quelque part en Autriche. Entre un jour dans l'agence un architecte suisse spécialisé dans les centrales électriques. Il est accompagné d'une jeune et très belle femme dont on ne connaîtra pas le nom. On l'appelle « la Persane ».

Cette « étrangère » est interprétée par Mina Kavani, sublime. Elle apparaîtra, filmée dans son « *grand manteau noir en peau de mouton* », sur grand écran, en fond de scène. Lors de ces séquences cinématographiques, nous suivons les balades en forêt du narrateur avec « la Persane ». Deux promeneurs solitaires qui échangent sur Schopenhauer et Schumann. La philosophie et la musique sont les deux faces d'un même phénomène : la recherche d'un salut. Leurs conversations les sauveront-ils ? Si chaque être est séparé des autres, la forêt de mélèzes rapproche les âmes qui s'ennuient. Nous avons l'impression que ces deux-là ont présouffert. Ils sont toute l'humanité en attente. De quoi ? Thriller existentiel, *Oui* est un chant crépusculaire. « *Oui, c'est un beau titre, non ?* », murmure le comédien avant de s'éclipser. ■

Oui, au Théâtre Odéon-Berthier (Paris 17°), jusqu'au 15 juin. www.theatre-odeon.eu

THE ART OF THE OLYMPICS

En association avec le Musée Olympique



6 juin – 7 septembre 2024
Gagosian 9 rue de Castiglione et 4 rue de Ponthieu, Paris

Andreas Gursky, Amsterdam, Arena I, 2000 (détail)



Anniversaire du D-Day : les musées au cœur de la

Claire Bommelaer

Inauguré à Saint-Laurent-sur-Mer, le monument dédié aux Navy Seals s'ajoute aux nombreux lieux célébrant la mémoire du 6 juin

Bals, concerts, feux d'artifice, reconstitutions historiques, cérémonies officielles et nouveau mémorial : Omaha Beach, surnommée par les Américains la « plage sanglante », va être au centre des attentions ce 6 juin.

Côté officiel, on attend l'après-midi, une grande cérémonie, avec discours d'Emmanuel Macron devant le président des États-Unis Joe Biden, le prince William pour le Royaume-Uni, le chancelier allemand Olaf Scholz, le président ukrainien Volodymyr Zelensky et une quinzaine d'autres chefs d'État et de gouvernement.

La quarantaine de vétérans, arrivés en grande pompe et sous les applaudissements à l'aéroport de Roissy il y a quelques jours, sera là. Il leur sera sans doute difficile, voire impossible compte

tenu du périmètre de sécurité, de pousser leurs pas vers le nouveau monument dédié aux Navy Seals, à Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados), une des communes situées le long de la célèbre plage. Prudemment inauguré la semaine précédente, dans une sérénité qui manquera ce jeudi 6 juin, ce mémorial étoffe la longue liste des monuments et musées consacrés au Débarquement qui émaillent les environs.

Situé rue de la Deuxième-Division-d'Infanterie-US, ce dernier arrivant rend honneur à l'action héroïque des unités de démolition de combat naval (NCDU) et aux éclaireurs et commandos. Ces techniciens de démolition sous-marine, sorte d'hommes-grenouilles, furent chargés de nettoyer et déminer les plages, avant la bataille cruciale du 6 juin 1944. Peu connus en France sous leur appellation NCDU, ils sont devenus

depuis les Navy Seals, commando d'élite de la marine des États-Unis. « *Premier du genre, le monument est dédié au courage et au sacrifice, des valeurs que nous continuons à porter* », explique au Figaro le commandant Todd Perry, retraité de la marine (Seal) et directeur exécutif du Musée des Seals de San Diego (Californie), qui avait fait le déplacement accompagné de descendants des unités mobilisées en 1944.

Imaginé aux États-Unis et financé grâce à des dons qui ont atteint 1 million de dollars, le mémorial est composé d'une imposante pièce d'acier, un hérisson tchéquie, provenant d'Omaha Beach. La pièce, qui était censée empêcher les bateaux du Débarquement de progresser, est désormais entourée de sable prélevé sur la plage. Une stèle en pierre sculptée et des panneaux en granit racontent l'épopée des Navy Seals, en an-

Ci-dessous de gauche à droite : une salle du Omaha Beach Memorial à Saint-Laurent-sur-Mer. Dans la même commune, l'inauguration d'un monument en l'honneur des Navy Seals, commando d'élite de la marine des États-Unis. Au Mémorial de Caen, une évocation du contexte politique, social et culturel de l'Amérique de l'époque, avec ici des costumes portés sur le tournage de Casablanca (1942).



ERIC DERRAUX / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT



À Saint-James, le retour en fanfare du Tattoo de la Liberté

Thierry Hillériteau

Plus de douze mille. C'est le nombre de spectateurs attendus jusqu'à dimanche sur le parvis de l'espace Le Conquérant, à Saint-James, dans la Manche. Depuis une dizaine de jours, 150 techniciens, bénévoles et professionnels, s'activent pour transformer le vaste parking de cette salle de spectacle en une gigantesque esplanade dotée de gradins pouvant accueillir plus de 4000 personnes, et d'une scène de 250 m² surmontée d'un écran géant de 25 m². Celle-ci doit accueillir dès demain soir la première édition du Normandy Tattoo : un tout nouveau festival international de musique militaire, placé sous le patronage du ministère des Armées et inauguré à l'occasion du 80^e anniversaire du Débarquement. « *Pour marquer le coup, cette première édition a été baptisée "Le Tattoo de la liberté"* », en référence à un événement similaire qui avait été organisé pour les 70 ans du Débarquement. Sauf que, cette fois, l'événement aura lieu tous les ans, sans doute autour de la même période », explique Christophe Demaere, chargé de communication et commercialisation au sein de la société 50 Prod, qui produit également les spectacles du Cadre noir ou des concerts de la Musique de la Légion étrangère.

Cinq nations représentées

C'est d'ailleurs à l'issue du dernier concert de cette dernière à l'Olympia, il y a un an, qui voyait le passage de relais entre son chef historique, le lieutenant-colonel Émile Lardeux, et son successeur, le capitaine Vladimir Khouorda (*lire nos éditions du 7 juin 2023*), qu'est née l'idée de ce festival, qui sera l'un des temps forts de ces 80 ans du D-Day. « *A*

la sortie du concert, on est allé voir les officiels du ministère en leur demandant ce qu'on faisait maintenant. Ils nous ont alors fait part de cette idée d'un nouveau tattoo militaire, qui ne serait pas un simple défilé mais un moment particulièrement festif car notre pays a toujours eu une forte tradition de musique militaire. Ce dont témoigne aussi bien notre répertoire musical que les formations rattachées à nos armées », poursuit Demaere.

Dont acte. Dès demain soir, quelque 250 musiciens militaires, originaires de

cinq pays différents dont la France, fouleront la grande scène de l'esplanade pour trois jours d'un spectacle qui, selon ses organisateurs, promet « *bien plus qu'une simple démonstration. La tradition des Tattoos, dont les origines remontent aux batteurs de tambours qui, au XVII^e siècle, sonnaient l'heure du couvre-feu en parcourant les rues des villes de garnison (signalant aux aubergistes qu'ils ne devaient plus servir de vin aux soldats, NDLR), a beaucoup évolué depuis trois siècles. Aujourd'hui, ce sont*

des spectacles à part entière. De véritables shows dynamiques, avec chorégraphies virtuoses et jeux de lumière, où se rencontrent musiques traditionnelles, répertoire militaire mais aussi des réarrangements de chansons pop ou de musiques de film célèbres. »

Un grand final

Pour cette première édition, anniversaire du Débarquement oblige, le festival a mis les petits plats dans les grands. Offrant chaque soir (et l'après-midi du

dimanche), en plus des nombreuses animations prévues en journée, trois heures de spectacle. « *Pour commencer, chaque délégation proposera son propre show dynamique*, détaille Demaere. Puis nous aurons une seconde partie sous forme de récit accompagné de vidéo et de musique qui retracera les grandes lignes du Débarquement. C'est un peu notre cinéscénie à nous, avec un petit garçon qui retrouvera dans le grenier de ses parents le journal de son aïeul ayant participé au D-Day. » Pour terminer, toutes les formations se retrouveront pour un grand final placé sous la baguette unique du chef Vladimir Khouorda, d'origine ukrainienne, devenu légionnaire français en 1999, d'abord comme corniste... Tout un symbole.

Si la délégation musicale ukrainienne, prévue à l'origine pour cette première édition, ne pourra finalement être présente pour des raisons de sûreté, les États-Unis, les Pays-Bas, le Danemark et l'Écosse ont répondu présents. Le festival accueillera également une invitée d'honneur en la personne d'Helen Patton, petite-fille du général, et marraine de la manifestation. « *Elle revient tout juste des États-Unis où elle est allée amener la Flamme de la Liberté* », glisse Christophe Demaere. Le site de Saint-James n'a pas été choisi par hasard pour cette première édition : outre son cimetière américain, qui avec ses 4410 soldats enterrés en fait l'un de plus forts symboles du souvenir en Sud-Manche, c'est aussi ici que se croisèrent, dans les premiers jours d'août 1944, la 3^e armée du général Patton et la 2^e DB du général Leclerc. Si aucun lieu n'a encore été arrêté pour la prochaine édition du Normandy Tattoo, 50 Prod laisse entendre que celle-ci pourrait rapprocher le festival des plages du Débarquement. ■

Du 7 au 9 juin. www.50prod.fr



GEORGES ABOU MRAD/LA LÉGION ÉTRANGÈRE

La Musique de la Légion étrangère (ici, le 11 mars 2024 à Aubagne) sera à l'honneur au Normandy Tattoo.



transmission

1944 autour d'Omaha Beach.

glais et en français. Le tout est agrémenté d'une sculpture d'un équipier du corps des NCDU en tenue, émergeant d'un bloc de granit. La proposition, assez simple et visuelle, est l'aboutissement de deux années de coordination entre le Navy Seal Museum américain, Fort Pierce (Floride) et la commune de Saint-Laurent-sur-Mer. Elle a impliqué un architecte américain, une architecte française, ainsi que des tailleurs de pierre du Calvados, l'entreprise Rigault.

Près du mémorial, une carte gravée dans le granit et un QR Code orientent les visiteurs vers plus d'informations sur ce corps d'élite, ainsi que vers d'autres lieux autour d'Omaha Beach. Première maison libérée de Saint-Laurent-sur-Mer, Musée mémorial d'Omaha Beach, D-Day Expérience, Overlord Museum ou Big Red One Assault, et bien sûr, le cimetière américain de Colleville... La ré-

gion capitalise la mémoire du 6 juin 1944. Montrant une histoire récente - avec objets, souvenirs et photos, ce qui plaît au grand public -, déroulant des épisodes glorieux, ces sites font d'ailleurs le plein. Le tourisme mémoriel n'a jamais été aussi vivace, et attire peu ou prou 6 millions de touristes par an. Au cimetière américain de Colleville, où reposent plus de 9300 corps, quelque 2 millions de personnes sont attendues cette année, un record. Depuis une semaine, les touristes américains défilent d'ailleurs devant le hérisson du Navy Seal Monument de Saint-Laurent-sur-Mer. Quatre-vingts ans après le Débarquement, et alors que les témoins disparaissent un à un, c'est au tour des murs et des musées de prendre le relais. ■

» Lire aussi **PAGES 2 À 7, 31, 34** et «**LE FIGARO LITTÉRAIRE**»



MÉMORIAL DE CAEN

Le Mémorial de Caen raconte l'Amérique des jeunes GI

Rodolphe Geisler
Envoyé spécial à Caen

Célébrer le 80^e anniversaire du Débarquement allié en Normandie par une exposition sur l'Amérique de l'entre-deux-guerres pouvait paraître décalé, voire osé. Le pari de Kléber Arhoult, directeur du Mémorial de Caen, est pourtant réussi. Alors que la plupart des 54 musées normands liés au D-Day ont fait peau neuve en prévision des quelque 6 millions de visiteurs attendus dans la région jusqu'à l'automne, complétant ici leurs fonds militaria, revisitant là leurs scénographies, le Mémorial, lui, a choisi de s'intéresser à l'Amérique de Hoover et de Roosevelt, celle qui court des Années folles à la Grande Dépression et durant laquelle allaient grandir les futurs combattants. «*Pour nous démarquer des innombrables expositions liées à l'acte héroïque et militaire qui va être célébré un peu partout cet été, nous avons choisi de nous intéresser à la société américaine de 1919 à 1944. Nous essayons de saisir l'imaginaire de ces jeunes soldats qui allaient donner leur vie sur nos plages il y a quatre-vingts ans*», raconte Kléber Arhoult, également commissaire général de l'exposition.

De «Gatsby» aux «Raisins de la colère»

À travers quelque 200 objets d'époque prêtés par une douzaine de fondations et grands musées américains, comme la Smithsonian Institution, à Washington, Paramount Pictures, ou encore Chaplin's World, en Suisse, l'exposition «*L'Aube du siècle américain, 1919-1944. Under the Red, White and Blue*» retrace donc l'histoire culturelle, sociale et politique du pays de l'Oncle Sam. On passe ainsi de

façon chronologique de *Gatsby le magnifique*, de Fitzgerald, aux *Raisins de la colère*, de Steinbeck. C'est-à-dire par les États-Unis du retour triomphal des soldats de la Première Guerre mondiale - les deux seuls uniformes de l'exposition - et celle des caves de jazz des Roaring Twenties, en passant encore par celle du Krach de 1929, de la prohibition, mais aussi de la renaissance du Ku Klux Klan, jusqu'à celle du New Deal. Parmi les pièces présentées, notons une tenue portée par Ingrid Bergman dans *Casablanca* (1942), une veste de Charlie Chaplin dans *Le Dictateur* (1940), un trench-coat de Clark Gable, un diadème du film *Madame Sans-Gêne* (1925), mais aussi une authentique Ford de 1932, ou encore le bureau du président Franklin Roosevelt, élu et réélu en 1932, 1936, 1940 et 1944.

À travers ses nombreuses affiches, le cinéma américain des années 1930-1940 est-il trop présent dans l'expo? «*Face à la Grande Dépression, c'était aussi une façon de s'évader ou de rêver de la prospérité perdue*», justifie Kléber Arhoult. De nombreuses photographies d'Américains anonymes jalonnent encore le parcours (compter une petite heure, en plus des quarante minutes de projections réparties le long des salles). «*L'Amérique que nous présentons est aussi celle qui prend conscience progressivement de sa puissance et s'interroge sur son rôle dans le monde après une phase isolationniste*», résume encore Clément Fabre, commissaire scientifique de l'expo. Un pacifisme alors revendiqué et une tentation isolationniste, qui résonnent comme un écho face aux bruits de bottes d'aujourd'hui... ■

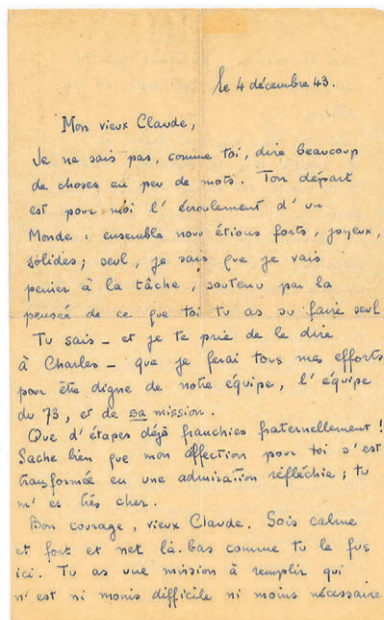
«*L'Aube du siècle américain, 1919-1944. Under the Red, White and Blue*», au Mémorial de Caen (14), jusqu'au 5 janvier 2025. Catalogue édité chez Flammarion, 175 p., 22 €.

«J'ai le cafard une fois de plus...» : les carnets d'un compagnon de la Libération entrent aux archives

L'écriture est nette et permet d'entrer de plain-pied dans la pensée, mais aussi l'intimité, de Jacques Bingen. Figure emblématique de la France libre, compagnon de la Libération, l'homme avait parfois, comme tout un chacun, des états d'âme. En décembre 1943, alors que son ami part rejoindre Londres, Jacques Bingen montre d'abord son soutien : «*C'est dans l'adversité que se révèlent les vrais caractères. À toi de donner une nouvelle preuve de ta solidité!*», écrit-il à celui qu'il appelle affectueusement «*son vieux Claude*». Mais le 31 janvier 1944, une autre lettre lève un coin de voile sur le moral de Jacques. «*J'ai le cafard, une fois de plus, avec un surcroît de découragement. Nos camarades tombent, plus nombreux chaque mois*», fait-il remarquer.

Mission clandestine

Quatre-vingts ans après sa mort, l'histoire de la Résistance mais aussi la personnalité du compagnon Jacques Bingen vont pouvoir être étoffées, grâce à ses petits-neveux André de Saint-Sauveur et Philippe Citroën. Ces derniers viennent de verser aux Archives nationales de France son journal manuscrit d'une centaine de pages, rédigé au cours de l'année 1941, ou des originaux des deux lettres testamentaires écrites en août 1943, au moment de son départ en mission clandestine en France. S'ajoutent des correspondances, des pièces d'état civil, des documents scolaires, des photographies, des agendas et des cartes de clubs britanniques fréquentés lors de son séjour à Londres, ainsi que des papiers réunis par sa nièce, Jacqueline Citroën, qui «*enquête*» après-guerre sur les circonstances jamais élucidées du décès de Jacques.



Plusieurs lettres et photos figurent notamment parmi les nouveaux documents versés au fonds Jacques Bingen.

Dans les années 1950, la mère de Jacques Bingen avait déjà donné quatre cartons correspondant à son activité à Londres. La vie du compagnon de la Libération est connue dans ses grandes lignes. Ingénieur, Jacques Bingen se rallie dès juillet 1940 au général de Gaulle, prenant la tête des services de la marine marchande de la France libre à Londres. Il intègre ensuite les services secrets du général, devenant le responsable de la section non militaire du Bureau central de renseignements et d'action. Volontaire après l'arrestation de Jean Moulin pour servir en France occupée, il est nommé en août 1943 délégué en zone sud du Comité français de la libération nationale, puis délégué général par intérim jusqu'au printemps 1944. C'est à ce moment que ce héros est victime de la trahison d'un agent double, puis trouve la mort à Clermont-Ferrand, après son arrestation par les Allemands.

Destin tragique

«*Les lettres testamentaires prennent toute leur force lorsque l'on connaît son destin tragique*», affirme Patricia Gillet, conservatrice générale et responsable du pôle guerres mondiales aux Archives nationales. Quant au fonds dans son ensemble, il va constituer une source importante pour l'histoire et la mémoire de la Résistance.

Pour des raisons que l'on peut comprendre, les dons d'archives privées ne sont pas très courants - c'est même un travail de longue haleine pour les conservateurs de parvenir à en faire entrer dans les collections nationales, et éviter des ventes ou des destructions. «*Les familles d'anciens résistants, mues par le souvenir d'engagement de leurs ancêtres, comprennent souvent l'intérêt de donner pour la postérité*», se réjouit tout de même Patricia Gillet. ■ **C. B.**

Festival Ravel

EN
PAYS
BASQUE

ORCHESTRE LES SIÈCLES
TABEA ZIMMERMANN
KATIA ET MARIELLE LABÈQUE
QUATUOR BELCEA
BARBARA HANNIGAN
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE
SOL GABETTA
JORDI SAVALL & LE CONCERT DES NATIONS
GEORGE BENJAMIN...



19 AOÛT
4 SEPT. 2024



DIRECTION
Bertrand Chamayou
festivalravel.fr



La Moselle, cœur battant d'une Europe sans frontières

Philippe Bohlinger Metz (Moselle)

Les commémorations du 80^e anniversaire de la Libération prennent un sens particulier dans ce territoire frontalier qui partage un patrimoine commun avec ses voisins allemands et luxembourgeois.

L'offensive pour libérer Metz et la Moselle n'a pas volé son surnom d'« Omaha Beach lorrain ». Quelque 945 soldats américains seront blessés, portés disparus ou tués du 8 au 10 septembre 1944 à la bataille d'ancy-Dornot. Ce territoire frontalier a su se reconstruire sur les décombres du conflit mondial, jetant de multiples passerelles en direction de ses voisins allemands et luxembourgeois, au point de devenir aujourd'hui le plus européen des départements français. Il faut dire que les trois États ne sont pas séparés par d'infranchissables barrières physiques. Ils sont même plutôt reliés les uns aux autres ; d'abord par une rivière, la Moselle, qui ruisselle des Vosges pour aller se jeter dans le Rhin, mais aussi par des espaces naturels et un vignoble florissant. Enfin, on l'oublie souvent, les gisements de charbon et de fer exploités de part et d'autre de la frontière ont incité un éminent parlementaire de Moselle, Robert Schuman, à poser les bases de l'Union européenne (*lire ci-contre*).

À la pointe nord du département, le pays des Trois-Frontières déploie un patrimoine naturel insoupçonné qui se moque des nationalités. Ses paysages vallonnés sont mis en valeur depuis quelques années par un circuit pédestre, le Moselle 3-Trail, qui chemine entre les forêts, coteaux viticoles et prés calcaires des trois pays. Anne Jolas, la directrice de la Maison de la nature de la région de Sierck-les-Bains, évoque « une végétation à la Marcel Pagnol parsemée de serpolet, de thym et d'orchidées sauvages, dont on répertorie 23 variétés », une richesse prisée des botanistes.

Au fil des 33 km d'une balade qui peut se découper en de menus parcours, ménagez-vous une pause sur les bancs de la petite chapelle Notre-Dame-de-la-Paix, érigée en 1996 sur la frontière par deux communes, l'une allemande, l'autre française. Les listes des victimes des trois guerres y sont affichées non par pays mais par ordre alphabétique. Tout un symbole !

En contrebas, la véloroute La Voie bleue est un autre trait d'union transfrontalier. Elle s'élance du Luxembourg, suit la vallée de la Moselle avant de prendre le large en direction de Lyon. Les vignes accompagnent elles aussi la rivière, depuis Coblenze (Allemagne) jusqu'au nord du département. Côté français, la jeune AOC Moselle revitalise un terroir où la viticulture, historiquement très présente, avait quasi disparu. « C'est chez nous qu'est né le cépage auxerrois, au début du XX^e siècle », rappelle Jean-Marie Leisen, propriétaire-récoltant au domaine du Stromberg. Les 80 hectares « réellement cultivés » de l'AOC remettent au goût du jour des vins blancs secs d'une grande finesse, parmi lesquels le müller-thurgau, un raisin qu'on ne trouve que dans la région. Il faut cependant admettre que les vignobles voisins sont d'un autre calibre. Comptez 1300 hectares côté luxembourgeois et 6000 côté allemand



À gauche : à une demi-heure de route du tripoint (le point de rencontre des trois frontières), le Hackenberg déroule ses 10 km de galeries, 19 blocs et 3,5 km de voies ferrées. À droite : L'AOC Moselle revitalise un terroir (ici dans le secteur de Sierck-les-Bains) où la viticulture, historiquement très présente, avait quasiment disparu.

avec les blancs du domaine Egon Müller, parmi les plus chers au monde. Ces différences n'empêchent pas les vignerons des trois pays de travailler main dans la main. Ils ont lancé dernièrement un groupement trinational de promotion des vins baptisé Terroir Moselle, dont l'ambition est de créer un crémant sous une appellation commune.

Au « tripoint », le point de rencontre des trois frontières, nous sommes plus que jamais au cœur de l'Europe. Car c'est ici, sur cette portion de la Moselle canalisée, qu'ont été paraphés les fameux accords de Schengen de 1985 et 1990. La bourgade luxembourgeoise de 700 âmes qui a donné son nom aux textes organisant la libre circulation des personnes et des biens, n'imaginait pas pareille postérité ! En pleine rénovation, le bateau de plaisance MS Princesse Marie-Astrid, à bord duquel ont été signés les accords, devrait être amarré d'ici un an à un nouveau ponton en face du Centre européen de Schengen, lui aussi en travaux. Tout doit être prêt pour le 14 juin 2025 et les célébrations des 40 ans du premier accord. Martina Kneip insiste sur la spécificité du Centre européen qu'elle dirige : « Non pas un musée sur l'Europe », mais davantage « un espace de réflexion sur la notion de frontières ouvertes, avec tout ce que cela implique en termes de liberté de se déplacer, mais surtout de liberté des esprits ».

Si la Moselle est aussi attachée à abattre les frontières, c'est que les vicis-

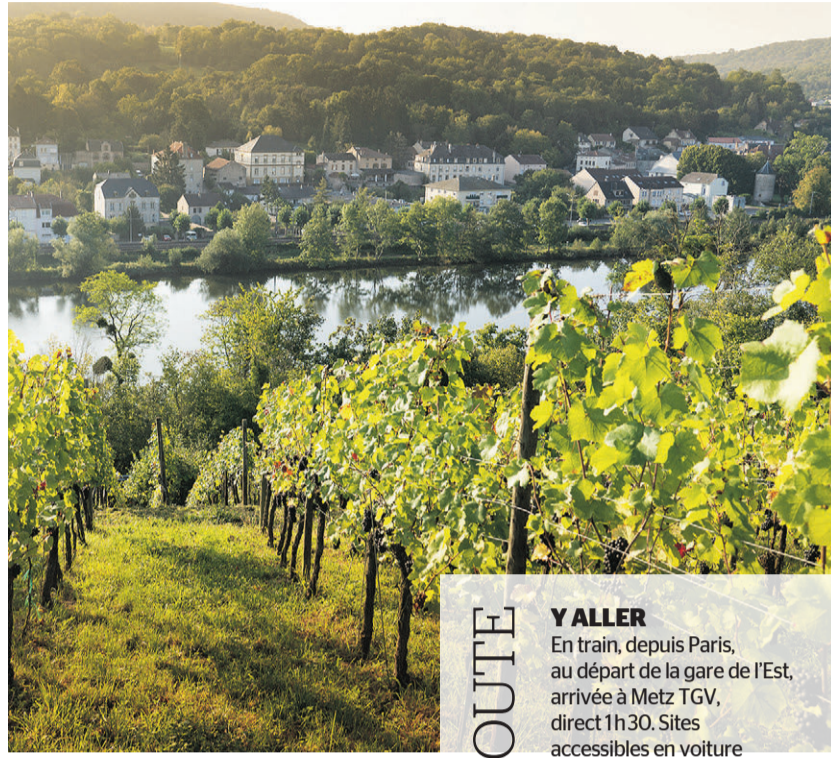
situdes de l'histoire ont fait d'elle une des régions les plus fortifiées d'Europe, avec notamment la célèbre ligne Maginot. À une demi-heure de route du tripoint, le Hackenberg – le plus important ouvrage de ce système militaire – déroule ses 10 km de galeries, 19 blocs et 3,5 km de voies ferrées. À la tête de l'armée de bénévoles qui entretient et anime le site, Claude Poesy bat en brèche l'expression usuelle qui a fait de la ligne Maginot, une défense réputée imprenable, mais inutile. « Cette défense a rempli son rôle puisque, en 1940, les Allemands l'ont contournée par la Belgique », martèle-t-il. Parcourant l'ouvrage qu'il compare à « un gros navire militaire de 1200 hommes », ce passionné montre ici de puissants groupes électrogènes, là des sas étanches pour protéger des gaz.

Le désir de dépasser les démarcations

« Au fond de la mine, Français ou Allemands, on ne parlait qu'une seule langue, le "platt", et on avait tous les mêmes gueules : noires »

Gaston Mai Ancien mineur devenu guide conférencier

nationales s'incarne 100 km à l'est, dans le parc archéologique de Bliesbuck-Reinheim, seul site archéologique européen à cheval sur deux frontières. L'association Vita Futura, tout juste lancée, entend favoriser la gestion franco-allemande du site administré d'un côté par le département de Moselle, de l'autre par l'arrondissement de Saarpfalz. Le parc est né de la découverte fortuite en 1954 du tombeau d'une princesse celte et de l'exhumation qui s'est ensuivie d'une cité gallo-romaine, ses thermes et sa vaste villa. Clin d'œil de l'histoire, l'ancien bâtiment de la douane française a été le premier local. La différence entre



CARNET DE ROUTE

Y ALLER

En train, depuis Paris, au départ de la gare de l'Est, arrivée à Metz TGV, direct 1h30. Sites accessibles en voiture dans un rayon de 100 km.

SÉJOURNER

Le Domaine de la Grange Condé. La découverte du plus européen des départements français s'apprécie encore mieux en passant une nuit dans le 4-étoiles de Condé-Northen, commune où se réunissent – plaisante coïncidence – les cours de la Nied allemande et de la Nied française. À la tête de cet hôtel-restaurant de 17 chambres, 7 suites et 3 logements insolites, Jean-Marie et Virginie Visilit ont investi récemment, en vue d'accroître leur clientèle frontalière. Plus de 3 millions d'euros ont permis d'ouvrir 4 suites, une piscine naturelle et un spa. À partir de 165 € la nuit en chambre double, hors petit déjeuner. Tél. : 03 87 79 30 50 ; lagrangedecond.com

NOS BONNES TABLES

Le Komptoir. Le Domaine de la Klaus est un point de passage incontournable au pays des Trois-Frontières. Cet hôtel-restaurant labellisé Relais & Châteaux invite à savourer une cuisine au feu de bois servie à sa table gastronomique, le Komptoir, dernière création de la famille Keff (uniquement les mids). Sa magnifique salle voûtée en pierres de taille a été créée de toutes pièces. C'est le pendant du K, locomotive du domaine, dont le chef, Benoît Potdevin, a gagné son macaron au Michelin 2024. Les deux établissements sont réunis sous un même toit, celui de cette maison 5 étoiles et de son spa de 800 m², qui ne donnent qu'une envie, celle de prolonger le séjour ! Plats à la carte de 29 € à 45 €. Tél. : 03 82 83 19 75 ; domainedelaklauss.com

Restaurant Toya. Tentez une expérience culinaire engagée pour la planète à Faulquemont, au cœur de l'ancien bassin houiller lorrain. Le restaurant Toya, dont le nom fait référence à un célèbre lac volcanique japonais, témoigne d'un changement d'ère. Le chef globe-trotteur Loïc Villemain y propose une cuisine locale, zéro déchet, faisant la part belle aux végétaux, aux herbes, dans un esprit de retour à la nature. Sa démarche a été saluée d'une étoile verte au Michelin en 2022, distinction qui s'est ajoutée au macaron que l'établissement détenait déjà. Menu (entrée, plat, dessert) à partir de 70 €. Tél. : 03 87 89 34 22 ; toya-restaurant.fr

SE RENSEIGNER

Moselle Attractivité. Tél. : 03 87 37 57 80 ; mosl.fr

Dans l'intimité d'un fervent Européen

Impossible de passer par Metz sans visiter la demeure d'un des pères de l'Europe, Robert Schuman (1886-1963), figure emblématique de cette Moselle transfrontalière, ouverte et innovante. Il faut pour cela rejoindre Scy-Chazelles, à l'ouest de l'agglomération, et grimper sur les hauteurs du mont Saint-Quentin, dominant la vallée.

Le site est un havre de paix, à l'image de cette force tranquille, député du territoire de 1919 à 1962, président du Conseil et plusieurs fois ministre sous la IV^e République. La maison, un des cinq sites français labellisés « patrimoine européen », est emblématique des villages de vignerons du pays messin. Acquiesce en 1926 alors qu'il était jeune avocat, la bâtisse restera sa résidence principale jusqu'à sa mort. Le conseil départemental l'a réaménagée dans le pur style des années 1950, avec ses objets personnels disséminés un peu partout, comme le faisait ce bibliophile, premier président du Parlement européen, qui, exception faite des livres rangés avec soin, laissait le reste « en piles désordonnées ».

Les ventes aux enchères ont permis de retrouver les précieux ouvrages ainsi que le mobilier dispersé après son décès. Dans le garage, une Simca Aronde identique à la sienne. Sur le bureau, un fac-similé de son discours du 9 mai 1950,

point de départ de l'idée européenne, celle de placer la production franco-allemande du charbon et de l'acier sous une autorité commune, ouverte à d'autres pays.

Splendides panoramas

Ces lieux chargés d'histoire valent aussi le déplacement pour leur jardin verdoyant, au bout duquel se dresse la sculpture monumentale de Jacques-Yves Lechevallier représentant les douze étoiles de la CEE (Communauté économique européenne). Une extension muséographique moderne dédiée à l'histoire de l'idée européenne a été adjointe en 2005 à la maison. La dépouille de ce fervent catholique repose dans l'église du XII^e siècle attenante, d'où l'on s'élance pour d'agréables balades offrant de splendides panoramas. Profitez-en pour faire une halte au château de Vaux. Le vignoble Molozay est un des fers de lance de l'AOC Moselle !

P. B.

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



Judikael Hirel

Les modèles de dotation de l'armée et leur imaginaire de combat, que portaient certains Alliés le jour du Débarquement, semblent ne plus faire rêver les horlogers.

Commemorations du 80^e anniversaire du Débarquement obligent, l'épique *Il faut sauver le soldat Ryan*, de Steven Spielberg, ressort sur grand écran. Et pourtant, côté montres, alors que le secteur a l'« édition spéciale » facile, aucun horloger ou presque ne se risque à saluer la mémoire de cet événement historique. Y compris les marques ayant fabriqué les modèles portés lors du Débarquement. Les héros d'hier n'ont apparemment plus la cote ; il semble qu'on leur préfère désormais les explorateurs et autres aventuriers... Les montres militaires seraient-elles passées de mode ou bien juste ratrapées par le politiquement correct, en ces temps de réarmement à tout-va ? « On ressent là certainement l'influence de l'ambiance actuelle, des conflits d'aujourd'hui, estime Thierry Serna, créateur de la boutique vintage Mostra Store, à Aix-en-Provence, et spécialiste du sujet. Les montres militaires ont été une grande source d'inspiration dans les années 2000. Mais on sent bien que les marques suisses, après avoir fortement communiqué dessus, veulent se détacher de cet imaginaire. À cela s'ajoute une dimension générationnelle : moi, j'ai grandi avec la fascination des Spitfire. Je me rends compte, en tant que passionné, que cela parle bien moins aux jeunes de 20 ans. »

Alors que, pour la première fois, on célèbre un D-Day sans vétéran français, on peut regretter l'absence d'éditions spéciales de la part des horlogers qui ont contribué au bon timing de l'opération ou qui, plus généralement, équipaient les soldats à l'époque. Certes, bon nombre de maisons jadis puissantes n'ont pas survécu au débarquement des montres à quartz dans les années 1970, ou n'ont tout simplement plus la même envergure (Waltham et Bulova, entre autres). Mais Jaeger-LeCoultre, Longines, IWC, et surtout, Hamilton et Omega, qui ont pourtant largement fabriqué les montres destinées au packaging des fantassins, marins et aviateurs, n'ont apparemment pas souhaité s'associer à ces commémorations.

« Dans l'armée française, on ne remettait pas de montre à chaque individu. Mais chez les Britanniques et les Américains, chaque packaging avait la sienne »

Stéphane Ciejkha Directeur de la rédaction de « La Revue des montres »

Heureusement, quelques petites maisons indépendantes, créées ou recrées il y a peu, osent encore sortir des pièces hommages. Vertex, institution disparue, puis relancée outre-Manche en 2016, dévoile ainsi une réplique en acier brossé de l'une des « Dirty Dozen ». Ces douze montres jumelles sont sans doute les plus célèbres de cette époque : elles avaient été commandées à douze maisons par Winston Churchill pour ses soldats alors que le conflit approchait. Toutes dotées d'une petite seconde sur leur cadran, afin de savoir si elles fonctionnaient ou non, elles étaient à la fois étanches, résistantes aux chocs, et constituées d'un bon tiers de pièces communes pour en simplifier la fabrication comme la réparation.

On peut aussi repérer la série de cinq montres dédiées aux plages du Débarquement de la marque d'inspiration militaire Avi-8. Et la Langstone Field Watch, de l'horloger australien Bausele : ce collector de 38 mm de diamètre contenant un peu de sable de Sword Beach (la plage qui s'étend de Ouistreham à Saint-Aubin-sur-Mer) se veut un hommage du fondateur français de

Le 5 juin 1944, veille du débarquement en Normandie, des officiers parachutistes anglais cantonnés à la base de la Royal Air Force de Harwell règlent leur montre.



ALAMY VIA REUTERS CONNECT-PANERAI: AVI-8; VERTEX: PRAESIDUS

Les montres militaires sont-elles passées de mode ?



1



4



2



3

1. Chronographe Submersible Chrono Navy Seals de Panerai (63 000 €).
2. Chronographe P51 Mustang Omaha de Avi-8 (270 €).
3. Modèle petite seconde M36 de Vertex (2 600 €).
4. Montre Type 44 Sand Dial de Praesidus (550 €).

la marque, Christophe Hoppé, à cette opération militaire qui a permis la libération de son grand-père retenu dans un camp de prisonniers. Son design mariant cadran beige et couronne surdimensionnée rappelle d'ailleurs celui de la Longines Heritage Military COSD, surnommée la « Tuna Can » (la « boîte de thon »), qui a habillé nombre de poignets des troupes alliées.

Également de cette célébration, la jeune marque Praesidus, de Rémi Chabrat, déjà à la tête du groupe Montrichard (Nivada Grenchen, Excelsior Park...). Avec son fils Oscar, le Français s'est lancé dans cette nouvelle aventure il y a cinq ans, inspiré par l'histoire rapportée par un ami photographe. Celle de Tom Rice, un parachutiste américain de la célèbre 101^e Airborne, qui avait perdu sa A-11 de Hamilton dans la nuit du 5 au 6 juin 1944. Pour le héros, Rémi Chabrat a alors l'idée de refabriquer cette montre... Ces jours-ci, la marque présentait à Paris, une Type 44 Sand Dial éditée à 500 pièces (550 €), dotée d'un cadran vert, noir ou bleu mat, imaginée en collaboration avec le Musée du Débarquement, à Utah Beach. « Basée sur une montre de dotation Waltham A-11 originale de 1944 provenant de nos archives, son cadran contient du véritable sable d'Utah Beach, associé au dessin de la carte des plages de Normandie », expliquent père et fils.

« À part Hamilton, qui avec sa Khaki Field possède encore une famille de modèles d'inspiration militaire, ou Panerai, qui en dédie aux Navy Seals comme au GIGN, la plupart des marques sont passées aux montres d'aventure, confirme Stéphane Ciejkha, directeur de la rédaction de La Revue des montres. La majorité des horlogers sont suisses et vendent à tout le monde, ce qui suppose de lisser leur image et de ne se fâcher avec personne. Qui plus est, la demande pour les montres militaires est de plus en plus spécialisée. Si l'on a vu un engouement dans les années 1990-2000, de nos jours, les marques, et les clients, sont passés à autre chose. La montre de plongée, la montre de sport baroudeuse plus complexe, la tool watch d'un meilleur aspect, avec sa lunette, ont fini par les supplanter. » D'autant qu'il n'existe plus de montres de dotation militaire, c'est-à-dire fabriquées pour l'armée sur la base d'un cahier des charges précis. « Mais cela reste un bon thème de collection, souligne Stéphane Ciejkha. Ces modèles sont, au début de la Seconde Guerre mondiale, un objet à la fois nouveau - rappelons que la production de montres-bracelets a dépassé celle de montres de poche seulement en 1931 -, et onéreux. Et donc précieux dans le packaging du soldat. Dans l'armée française, à ma connaissance, on n'en remettait pas à chaque individu. Mais, chez les Britanniques et les Américains, chaque

packaging avait la sienne. Et les soldats n'hésitaient pas à aller en acheter une avec leur solde au magasin militaire ! » Aujourd'hui, on peut encore trouver chez les revendeurs spécialisés des pièces d'époque, signées d'une grande maison suisse ou américaine, souvent

dans un diamètre très réduit, pour quelques milliers d'euros. Et ainsi porter au quotidien un fragment d'histoire... ■

» Lire aussi **PAGES 2 À 7** ET « **LE FIGARO LITTÉRAIRE** »

Rachid Ouramdane Ballet du Grand Théâtre de Genève Outsider

21 → 24 juin

la Villette

chaillot
théâtre national
de la danse

chaillot

theatre-chaillot.fr

f @ x d y

nomade



lecole.vancleefarpels.com

LE
COLE
des Arts
Joalliers
Avec le soutien
de Van Cleef & Arpels



DÉCOUVRIR
S'ÉMERVEILLER
APPRENDRE

Cours — Conférences — Expositions — Livres

Daniel Brühl, dans la peau de Karl Lagerfeld



PAR
Constance Jamet

Découvert dans « Good Bye Lenin! », l'acteur allemand est un touche-à-tout polyglotte, passé par Marvel et Tarantino. Il incarne le célèbre grand couturier dans une série Disney+ disponible à partir de vendredi.

« Tout le monde en Allemagne connaît Karl Lagerfeld. Or nous sommes un peuple très critique. Je sais qu'il y en aura pour dire : "Ce portrait ne lui ressemble pas." Mais ça ne m'inquiète pas, souffle Daniel Brühl. Si on parcourt les biographies à son sujet, elles sont pleines de contradictions sur son enfance, son âge. Il a inventé son personnage, tel Andy Warhol. » Découvert dans *Good Bye Lenin!*, l'acteur allemand de 46 ans campe, pour la série de Disney+ *Becoming Karl Lagerfeld*, son illustre compatriote. Le Karl d'avant Chanel et de la haute couture, le mercenaire du prêt-à-porter, qui, dans les années 1970, revitalisa Chloé. Un Karl pas encore longiligne et tout de noir vêtu. Un créateur barbu, arborant des chemises aux motifs et aux

couleurs électriques, un pilier des nuits parisiennes.

En ligne à partir de vendredi 7 juin, ce récit des origines, tiré de l'ouvrage de la journaliste Raphaëlle Bacqué, *Kaiser Karl*, explore la part d'ombre du natif de Hambourg : ses frustrations, ses fragilités, ses troubles alimentaires, sa peur d'être l'éternel second dans l'ombre de Saint Laurent. Un duel à la Salieri et Mozart, professionnel et amoureux, lorsque les deux hommes se disputeront les faveurs du dandy Jacques de Bascher. « Ce rôle a été un Everest à gravir. Face au mystère entretenu par Karl Lagerfeld, j'ai dû, sur les recoins plus intimes et privés de sa vie, prendre mes propres décisions, faire entrer une part de liberté », admet Daniel Brühl, qui a longuement échangé avec le photographe et ex-directeur artistique de *Vogue*, Patrick Hourcade. « Avec lui, j'ai découvert des aspects de Karl qui n'étaient dans aucun livre. »

Autre défi, donner vie à la liaison, devenue platonique voire autodestructrice, entre Lagerfeld et Bascher. « C'était la première fois que je jouais une histoire d'amour avec un homme. Il fallait trouver une manière subtile et pas trop crue d'expliquer pourquoi il ne pouvait pas s'engager, s'ouvrir émotionnellement à autrui. Peut-être parce qu'il vivait dans la fiction et une perfection inatteignable digne d'un conte de fées, à l'image du château qu'il s'était acheté en Bretagne ». Daniel Brühl dit que, dans cette quête, l'interprète de Bascher, l'étonnant acteur québécois Théodore Pellerin, fut « son allié le plus précieux ».

« Après l'avoir rencontré, j'ai appelé ma femme et me suis excusé : "Désolée chérie, je suis tombé amoureux de lui et cela va durer quelques mois." C'était un soulagement de savoir qu'il y allait avoir, entre nous, une complicité authentique. Le premier jour du tournage, il avait fait livrer dans ma loge un merveilleux bouquet d'une centaine de roses rouges pour me souhaiter bonne chance. »



« Ce rôle a été un Mont Everest à gravir », reconnaît Daniel Brühl.
JOEL SAGET/AFP

pièces radiophoniques et fait du doublage. Il apprend sur le tas et fait ses premiers pas sur les plateaux dans le soap opera *Verbotene Liebe*. Il se fait remarquer en 2001 dans le drame *Das weisse Rauschen*, où il campe un jeune schizophrène. Cette exploration de la folie lui vaudra l'équivalent du César allemand du meilleur acteur. Mais, deux ans plus tard, c'est avec la comédie *Good Bye Lenin!* qu'il se fait un nom outre-Rhin, avec un personnage de fils dévoué faisant croire à sa mère, tombée dans le coma avant la chute du mur de Berlin, que le rideau de fer existe encore et redoublant d'ingéniosité pour lui dénicher ses produits favoris « made in RDA ». Le succès est immédiat... et étouffant. « Dans le septième art allemand, on est rapidement étiqueté. Je suis devenu "M. Rayon de soleil", le gamin le plus sympa du pays, celui qui aide les personnes âgées à traverser la rue. On ne m'offrirait que des rôles de gentil. Je me sentais à l'étroit. J'avais besoin d'aller voir ailleurs. »

Il passe une tête dans le drame *Les Dames de Cornouailles*, avec Maggie Smith. Guillaume Canet le recrute pour son *Joyeux Noël*, récit de la trêve exceptionnelle durant les fêtes de soldats coincés dans les tranchées. Julie Delpy en fait son collaborateur attiré dans *Two Days in Paris* et *La Comtesse*. Mais c'est Hollywood qui entend son appel et lui confie des rôles enfin ambivalets dans la saga

« L'image du matador s'est imposée. (...) Avant chaque scène, je murmurais un petit olé pour me préparer à entrer dans l'arène »
Daniel Brühl Comédien

Pour trouver la dégaîne du styliste, les essayages des costumes et des corsets qu'il portait ont été décisifs. Surtout, les chaussures à talon ! « Karl cherchait à paraître plus grand qu'il n'était. Cela m'a rappelé les bottines que portait mon

grand-père andalou, fan de corrido. L'image du matador s'est imposée. Le matador a un côté féminin et masculin. Peu importe si cela prêtait aux moqueries, avant chaque scène, je murmurais un petit olé pour me préparer à entrer dans l'arène », se remémore le comédien, soucieux de répondre au plus juste. Quitte à passer du français à l'anglais. Quand il sent que la nuance recherchée lui échappe. Ce rôle est le plus important qu'il ait eu à jouer dans la langue de Molière ce polyglotte, qui parle également espagnol et catalan. Un multilinguisme que n'aurait pas renié Lagerfeld. Il aurait peut-être même approuvé le choix de Brühl pour l'incarner. Le couturier et le comédien se sont croisés pour une séance photo, il y a vingt ans, à la Berlinale. « Tout le monde voulait être au premier plan de ce cliché prévu pour faire la couverture du magazine Stern. Ma fierté espagnole a pris le dessus et je me suis mis sur le côté. Karl m'a souri. Je n'oublierai jamais l'expérience d'être observé et de lire dans son regard toute cette intelligence », se souvient Daniel Brühl. Il y a quelques semaines, l'acteur a appris que Karl Lagerfeld aurait dit en le découvrant dans *Good Bye Lenin!* : « J'aime bien ce petit garçon. » « Je ne sais pas s'il le pensait. Karl ne disait pas toujours la vérité. Mais je veux croire en cette anecdote. »

Né en 1978 à Barcelone d'un père réalisateur et documentariste et d'une mère professeur d'espagnol, Daniel Brühl a grandi à Cologne. Il est tombé jeune dans le chaudron de l'industrie cinématographique. Dès 8 ans, il apparaît dans des

Jason Bourne et surtout l'uchronie de Quentin Tarantino *Inglourious Basterds*, où il joue, en 2009, la tête d'affiche de la propagande nazie. Hollywood transforme ce caméléon en « méchant de service » pour son plus grand amusement. Ron Howard le métamorphose sous les traits du distant pilote de Formule 1 Niki Lauda dans *Rush*. Il est l'affreux Baron Zemo dans le film de super-héros *Captain America : Civil War*.

Ce statut d'« acteur sans frontières », il le revendique. « J'ai besoin de cette liberté, de collectionner les projets aussi variés en termes de genre, de budgets, d'auteurs et de langues. Jouer dans un autre idiome modifie la voix, l'expression corporelle... Mon père me rappelait toujours cette citation de Charles Quint : "Je parle à Dieu en espagnol, à ma maîtresse en français et en allemand à mon cheval" », sourit Daniel Brühl. Pour *Becoming Karl Lagerfeld*, il a dévoré les disques et les livres de chevet du couturier, fréquentant ses adresses parisiennes.

Après deux décennies devant la caméra, Daniel Brühl a signé, en 2021, son premier film comme réalisateur : *Next Door*, exploration d'un Berlin en pleine gentrification. Un deuxième essai devrait suivre dès qu'il aura bouclé la comédie grinçante du réalisateur suédois deux fois palme Ruben Östlund. Il y partage l'affiche avec Keanu Reeves et Kirsten Dunst. « J'ai deux projets, l'un avec un scénariste anglais, l'autre sur une histoire qui se déroulerait à Majorque, où je viens d'emménager », conclut celui qui ne cesse de « vouloir créer la surprise ». ■

MARCO VASCO

VIVRE SON VOYAGE L'ESPRIT LIBRE

ENTRER PAR LA GRANDE PORTE

Laissez-vous inspirer par nos créateurs de voyages. Bénéficiez d'un programme optimisé en tout point. Disposez de notre assurance annulation. Et respirez. Vous êtes déjà en vacances !

© Syntel House

01 76 64 74 90
www.marcovasco.fr

Agence de voyages personnalisés
PARIS - LYON - MARSEILLE - RENNES



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Rail (rall' Il mouillées) n. m.
Permet d'aller à la ligne.

La SNCF a lancé le « passe rail », grâce à quoi les jeunes pourront sillonner le pays sur le réseau ferroviaire régional pour une somme modique.

Le mot vient du latin *regula*, qui désigne une barre. L'anglais l'a transformé en *rail*, qui désigne les deux parallèles constituant une voie ferrée.

L'institution de ce passe a été, paraît-il, obtenue de haute lutte - pour le rail, il faut parfois batailler.

Le voici lancé. Et les uns et les autres pourront bien moquer ses limites ou ses travers, la raillerie ne détruira pas le passe rail : c'est une bonne idée.

Ce passe rail est bien pratique, il permettra de voyager dans toute la France, de Menton à, disons, Ouessant ou peu s'en faut (cette île est cependant bien connue pour son rail).

Hier, un étudiant, raide comme un passe-lacet, pouvait se sentir rayé de la vie du rail.

S'élevait devant lui la question de l'argent. Pour certains, une muraille. Grâce au passe rail, il pourra rayonner.

Car on les espère rayonnants, ces jeunes, à l'orée de la vie ; bientôt sur des rails. ■